21e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - DECEMBRE 1978

N° 78

Le numéro : 8 F - Belgique : 80 FB - Italie : 1.400 Lires - Suisse : 5 FS - Portugal : 40 esc.
Price per copy : U.K. : 80 p. - U.S. and Canada : $ 1.50

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste** 1
- **Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II)** 7
- **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - VII. Trotsky - Boukharine** 35
- **Cours de l'impérialisme mondial - L'offensive du capital contre la classe ouvrière** 53
- **Parabole du trotskysme dégénéré** 78

  La IVe Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Pathologie de la société bourgeoise Nécessité de la révolution communiste

Les sociologues qui attribuent les innombrables phénomènes de pathologie sociale engendrés quotidiennement par la société bourgeoise aux conditions générales d'insécurité et d'anarchie provoquées par la crise économique mondiale, ou leurs collègues qui en « découvrent » au contraire la cause dans l'orgie de « jouissances » et « d'attentes » déchaînée par les années de « prospérité », masquent les uns et les autres la vérité en n'en disant qu'*une partie*. Comment pourrait-il en être autrement ? Des porte-parole des intérêts et des idéologies de la classe dominante ne sauraient prescrire d'autre « remède » aux maux de la société actuelle qu'un développement *encore accru* du mode de production capitaliste — pourvu qu'il soit « épuré », cela va sans dire, de tous ses déséquilibres et de tous ses « excès » dans un sens ou dans l'autre. Ils sont évidemment incapables d'admettre qu'au cours du procès d'accumulation du capital, « *les périodes d'activité ordinaire, de production à haute pression, de crise et de stagnation* » (1) non seulement se succèdent inéluctablement, mais se conditionnent les unes les autres en tant que phases alternantes d'un cycle *unique* ; que sous le capital le développement imposant des forces productives s'accompagne inévitablement de « *la dilapidation la plus effrenée du travail productif et des moyens de production sociaux* » (2) ; que ce gaspillage inséparable du développement est le résultat nécessaire du système anarchique de la concurrence, sans lequel la reproduction élargie du capital et donc des rapports de production capitalistes ne serait pas imaginable ; que « *l'accumulation de richesse à un pôle est une égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé* » (3) ; qu'enfin, l'accumulation de richesses croissantes est la *condition* et en même temps le *résultat* de leur *destruction* cyclique.

Si donc la crise dans laquelle se débat le monde bourgeois est « responsable » de quelque chose, c'est de mettre en évidence les *lois* de la production capitaliste (et donc les lois de la société bourgeoise) dans *l'ensemble* de ses phases, sous leur forme *la plus brutale*, au paroxysme de leur manifestation, de *mettre à nu* les infâmies qu'elle

---

(1) *Le Capital* Livre I, ch. XXV (Ed. Sociales, tome III, p. 76).

(2) *Op. cit.*, ch. XVII (Ed. Sociales, II, 201).

(3) *Op. cit.*, ch. XXV (Ed. Sociales, III, 88).

engendre inéluctablement dans les périodes ascendantes comme dans les périodes de recul, dans les périodes d'abondance comme dans celles de pénurie. En précipitant dans une insécurité diffuse et profonde non seulement les prolétaires mais également une large frange de couches intermédiaires (et donc leurs enfants), la crise ne fait que révéler « *ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les autres : le bouleversement constant de la production, l'ébranlement incessant de toutes les conditions sociales, l'insécurité et l'agitation perpétuelles* » (4), mettant ainsi en évidence dans la force historique du mode de production capitaliste les causes mêmes de sa fragilité historique. Désacralisant une à une toutes les « valeurs » de la société bourgeoise, elle montre que l'absence de toute norme n'est que le revers de la *normalité* d'un processus en vertu duquel « *toute hiérarchie et toute permanence se volatilisent, tout ce qui est sacré est profané et les hommes sont enfin contraints de considérer d'un œil froid leur position dans la vie, leurs relations mutuelles* » (5). Semant le chaos là où semblait régner l'harmonie, elle confirme que « *l'anarchie est la règle de la société bourgeoise libérée des* privilèges de caste » et donc de la société bourgeoise à l'état pur, et que « *l'anarchie de la* société bourgeoise *est le fondement de* l'état de chose public *moderne, de même que cette vie publique est à son tour la caution de cette anarchie* » (6). Opposant les uns aux autres, dans un effort désespéré pour survivre, les hommes de la société bourgeoise, elle élève à la énième puissance le principe dans lequel le mode de production capitaliste n'a cessé depuis sa naissance de voir le ressort bénéfique du progrès, c'est-à-dire la libre lutte de concurrence : « *Dès lors que la liberté de l'industrie et du commerce abolit l'exclusivisme privilégié et, par suite, supprime la lutte que se livraient les divers exclusivismes, pour la remplacer par l'homme* [...] *qui n'est même plus lié à son semblable par* l'apparence *d'un lien universel* [...] *toute la* société bourgeoise *n'est alors que cette guerre réciproque de tous les individus* » (7). En précipitant dans le paupérisme, cet « hôtel des invalides de l'armée active du travail », jusqu'à des couches bourgeoises (mais sans leur donner pour autant la capacité, réservée au prolétariat, d'attaquer la société bourgeoise à la racine), elle ne fait qu'élargir à un cercle plus vaste la situation *normale* des prolétaires, une situation dans laquelle « *leurs conditions de vie propre, le travail et, de ce fait, toutes les conditions d'existence de la société actuelle, sont devenus pour eux quelque chose de contingent, sur quoi les prolétaires isolés ne possèdent aucun contrôle et sur quoi aucune organisation sociale ne peut leur donner le moindre contrôle* » (8).

C'est sur ce terrain, avec certes un *poids* différent selon que l'on est dans une période d'expansion ou de récession de l'économie capi-

(4) *Manifeste du Parti Communiste,* I.
(5) *Ibid.*
(6) *La Sainte Famille,* Ed. Sociales, p. 143.
(7) *Ibid.,* p. 142.
(8) *L'idéologie allemande,* Ed. Sociales, p. 95.

taliste, mais sans changer de *nature*, que prospèrent la criminalité grande et petite, le vol privé et le pillage public, la violence individuelle et la violence de groupe, les aberrations et les crimes sexuels, les attaques à main armée et les enlèvements spectaculaires, les règlements de comptes entre clans et familles, bref « l'abrutissement et la dégradation ». C'est sur le même terrain que naissent par contrecoup, savamment favorisées et encouragées par les vestales idéologiques de l'ordre établi, les techniques impuissantes d'évasion devant cette impitoyable réalité, la fuite insensée vers les paradis artificiels de la drogue ou (ce qui revient au même) de la religion, le lâche abandon des orgueilleuses certitudes des philosophies du progrès au profit des incertitudes bien plus séduisantes de l'individualisme, de l'existentialisme, de l'irrationalisme. C'est toujours sur le même terrain que fermentent côte à côte la soumission aux tabous de la civilisation bourgeoise et — soit dit sans vouloir les offenser — le désespoir des « poseurs de bombes ».

En tant que communistes, nous ne demandons pas aux prêtres du capital (qu'ils soient politiciens, religieux, philosophes ou savants) de reconnaître que les phénomènes de dégénérescence qu'ils dénoncent quotidiennement sont les manifestations *nécessaires* du développement de la société bourgeoise. Nous n'attendons pas d'eux qu'ils fassent autre chose que de répandre parmi les victimes de ce cours inexorable l'opium de la fuite ou, ce qui revient au même, du réformisme. Au contraire. Rien n'est pour nous plus révélateur de l'impuissance de la « culture » officielle et officieuse de la classe dominante, que sa prétention de vouloir démontrer que ces phénomènes de dégénérescence relèvent, dans la meilleure des hypothèses, du hasard, de l'exception, ou, dans la pire, qu'ils sont le produit mystérieux d'agents externes, *exogènes*, quelque chose qui ressemblerait au Malin sous forme laïque. Et rien n'est plus révélateur de la décomposition de cette « culture » que les seuls « remèdes » qu'elle est capable de préconiser, le retour de l'économie capitaliste à un « cours harmonieux » parfaitement mythique, et le retour de la société bourgeoise au trésor tout aussi mythique de ses « valeurs éternelles ». Dans une page férocement sarcastique, Marx a montré il y a plus d'un siècle que dans un mode de production qui rend productives *pour le capital* même les formes du travail les plus improductives pour l'homme, la délinquance — comme du reste, à un niveau supérieur de la pathologie sociale, le parasitisme et la fainéantise — se transforme en moyen de développement, en facteur d'expansion, en élément... d'harmonie. Nous la citerons presque en entier, en nous limitant à souligner les passages dans lesquels Marx fait sarcastiquement écho aux sermons bourgeois sur les « retombées » fécondes et stimulantes des crimes qui jalonnent le cours séculaire du capitalisme, depuis la pure et simple extorsion de plus-value, en passant par la création d'une « *multitude de fonctions, aujourd'hui indispensables, mais en elles-mêmes superflues* » (9) et même nocives, jusqu'aux guerres locales, générales, natio-

(9) *Le Capital*, Livre I, ch. XVII, Ed. Sociales, II, 201 (retraduit sur l'original allemand : Marx-Engels *Werke*, p. 552).

nales, coloniales et impérialistes. Paraphrasant ironiquement un économiste bourgeois, Marx écrit :

« Un philosophe produit des idées, un poète des vers, un pasteur des sermons, un professeur des manuels, etc. Un criminel produit des crimes. Si l'on considère d'un peu plus près le rapport qui existe entre cette dernière branche de production et l'ensemble de la société, on reviendra de bien des préjugés. Le criminel ne produit pas seulement des crimes, mais encore le droit criminel, le professeur qui fait des cours sur le droit criminel, et jusqu'au manuel inévitable où ce professeur condense son enseignement en vue de la vente. Il y a donc *augmentation de la richesse nationale,* sans compter le plaisir de l'auteur du manuel.

« Le criminel produit en outre toute l'organisation de la police et de la justice criminelle, les agents, les juges, les bourreaux, les jurés, etc., et les diverses professions qui constituent *autant de catégories de la division sociale du travail, développent les diverses facultés de l'esprit humain, créent de nouveaux besoins et de nouvelles manières d'y satisfaire.* La torture à elle seule a donné lieu aux inventions mécaniques les plus ingénieuses et occupé toute une foule d'honnêtes ouvriers à la production de ses instruments.

« Le criminel produit une impression soit morale, soit tragique, et *rend ainsi service au mouvement des sentiments moraux et esthétiques du public.* En dehors des manuels sur le droit criminel, du code criminel et des législateurs, il produit de l'art, de la littérature, des romans, voire des tragédies. Le criminel *apporte une diversion dans la monotonie et la calme tranquillité de la vie bourgeoise. Il la défend ainsi contre le marasme et fait naître cette tension inquiète, cette mobilité d'esprit, sans quoi le stimulant de la concurrence finirait lui-même par s'émousser.* Il donne donc une nouvelle impulsion aux forces productives. Le crime enlève au marché du travail une partie de la population en excédent, diminue la concurrence parmi les ouvriers et empêche, dans une certaine mesure, le salaire de tomber au-dessous du minimum ; et d'autre part la lutte contre le crime absorbe une autre partie de la même population. Le criminel apparaît donc comme *un de ces facteurs qui établissent l'équilibre salutaire et ouvrent toute une perspective d'occupations utiles.* [...] L'industrie des serrures connaîtrait-elle son actuelle prospérité s'il n'y avait pas de voleurs ? La fabrication des billets de banque en serait-elle arrivée à sa perfection d'aujourd'hui s'il n'y avait pas de faux monnayeurs ? Le microscope aurait-il pénétré dans les sphères commerciales, s'il n'y avait pas de fraudeurs ? La chimie pratique ne doit-elle pas autant à la falsification des marchandises et aux efforts faits pour la découvrir qu'au zèle ingénieux des honnêtes gens ? [...]

« *Aurions-nous un marché mondial, aurions-nous même des nations,* s'il n'y avait pas eu de *crimes nationaux ?* » (10).

---

(10) *Histoire des doctrines économiques (Theorien)* Ed. Costes, tome II, pp. 162-164.

C'est de ces « harmonies » que se nourrissent « l'insécurité et l'agitation perpétuelles » qui caractérisent le mode de production capitaliste. Comment y séparer, à la manière de Proudhon et de ses émules, les « bons » aspects des « mauvais » ? C'est dans l'apothéose des « *crimes nationaux* » portés au nues par la rhétorique bourgeoise que culminent les effets bénéfiques et progressistes, sur le plan matériel comme sur le plan moral, des crimes « privés » : comment isoler de la marche triomphale du progrès capitaliste la « criminalité notoire » de l'ordre social qui lui correspond ? Les techniques et les philosophies de l'évasion propres aux demi-classes et à leurs prophètes donnent peut-être l'illusion de pouvoir échapper individuellement à ce cercle infernal ; seule « la classe du scandale général », le prolétariat moderne, qui a grandi sous le poids écrasant de cette délinquance organisée et, en même temps, à l' « école dure mais formatrice du travail », peut le briser. Seule peut le briser *la révolution communiste, totalitaire, anti-individualiste, antinationale et antimercantile.*

Sommaires de notre presse internationale

EL PROGRAMA COMUNISTA Nº 29

— **Nuestro "saludo" a la nueva Constitución española**
— **En defensa de la continuidad del programa comunista (III) - Introducción - La táctica de la Internacional Comunista en el proyecto de tesis presentado por el PC de Italia al IV congreso mundial (Moscú - Noviembre de 1922)**
— **El "pensamiento de Mao" : expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución antiproletaria mundial (II)**
— **El proletariado chicano, un potencial revolucionario que hay que defender**

QUADERNI DEL PROGRAMMA COMUNISTA Nº 3

IL PROLETARIATO E LA GUERRA

— **Un problema di scottante attualita**
— **Socialismo e nazione**
— **Guerra e rivoluzione**
— **Guerra imperialista e guerra rivoluzionaria**
— **La guerra rivoluzionaria proletaria**
— **Romanzo della guerra santa**
— **Stato proletaria e guerra**

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM NR. 19

— **Die « Steigerung der Massenkaufkraft » oder das Wunderwässerchen der reformistischen Scharlatane**
— **Die Entwicklung der imperialistischen Gegensätze seit dem 2. Weltkrieg**
  - Die Nachkriegsperspektiven im Lichte der Parteiplattform (1946)
  - Weltfrieden oder wachsende imperialistische Gegensätze ? (1973)
  - Rückblick und weitere Entwicklung
— **Lenins Schrift « Der « Linke Radikalismus », die Kinderkrankheit im Kommunismus » : die Verurteilung der künftigen Renegaten**
— **Zum Prager Frühling 1968 : der Stalinismus mit menschlichem Antlitz (über ein Buch von Jiri Pelikan)**
— **Trotzkistische Perlen im Rosenkranz der bürgerlichen Moral und des parlamentarischen Kretinismus**

Le terrorisme

et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe

(La première partie de cet article a paru dans Programme Communiste *n° 77).*

Nous avons montré dans la première partie de cet article l'insuffisance de certaines critiques faites au terrorisme individualiste, en nous référant, pour replacer cette question dans l'optique correcte, à la polémique de Lénine contre les nihilistes et les populistes. Dans sa lutte longue et acharnée pour la constitution du parti de classe, Lénine a en effet dû combattre aussi bien le spontanéisme économiste que, sur un plan différent, le volontarisme des théoriciens et des praticiens de la violence et de la terreur coupées de la *lutte générale de classe.* Nous en étions arrivés ainsi à la veille de la révolution de 1905 en Russie ; dans ce cadre, la violence et la terreur de masse ont pris un sens très précis répondant aux besoins de la révolution, comme la doctrine marxiste l'avait indiqué dès l'origine.

La « répétition générale » de 1905

Ce n'est pas par hasard que Lénine a appelé la révolution russe de 1905 « répétition générale » de celle de 1917. Elle fut effectivement une répétition générale pour le prolétariat, qui a expérimenté au cours de cette année de bouleversements *toutes* les formes possibles de luttes : des manifestations aux combats de rue, des grèves partielles et locales aux grèves générales, des révoltes urbaines et rurales aux tentatives d'insurrection, des coups de main audacieux contre les prisons et les arsenaux aux mutineries dans l'armée et surtout dans la marine, de l'organisation immédiate à la constitution des premiers Soviets de délégués ouvriers. Elle fut aussi une répétition générale pour le Parti : dans le déroulement dramatique des luttes, celui-ci a affûté ses armes théoriques, programmatiques et tactiques, mettant

à l'ordre du jour le problème de l'insurrection armée (et de « l'art de l'insurrection ») avec tout ce qu'implique non seulement sa réalisation, mais aussi sa *préparation ;* et s'il n'a pas pu alors tester ces armes au vif des événements, il les a transmises comme un patrimoine intangible à l'Octobre rouge de 1917.

Dans la succession des événements révolutionnaires, la violence et la terreur, y compris celles exercées par des « individus et des petits groupes », perdaient leur caractère volontariste, idéaliste et « blanquiste » dans le mauvais sens du terme ; il appartenait aux bolchéviks de les revendiquer *dans ce contexte précis,* non seulement contre les opportunistes déclarés, mais aussi contre les révolutionnaires *en paroles,* contre les menchéviks et contre Plekhanov lui-même.

La révolution avait éclaté depuis peu lorsque, au 3e Congrès du POSDR réuni à Londres du 17 avril au 10 mai 1905 (12-25 avril du vieux calendrier), Lénine présente une résolution sur *L'attitude devant l'insurrection armée ;* bien qu'il ait accepté par la suite d'atténuer certaines formulations et d'en préciser d'autres, nous la reproduisons ici :

« Considérant :

« 1) que le prolétariat, étant de par sa situation la classe révolutionnaire la plus avancée et la plus conséquente, est par là-même appelé à jouer dans le mouvement révolutionnaire démocratique de Russie le rôle de chef et de guide ;

« 2) que seul l'accomplissement de cette mission en temps de révolution assurera au prolétariat les positions les plus avantageuses dans la lutte ultérieure pour le socialisme contre les classes possédantes de la Russie bourgeoise démocratique sur le point de naître [Remarquons que ces deux premiers points résument la tâche du prolétariat dans la révolution *double : diriger* la révolution démocratique-bourgeoise en la poussant *jusqu'au bout,* et créer ainsi les prémisses de la *révolution prolétarienne future,* à réaliser en liaison avec la révolution *européenne* - NdR] ;

« 3) que le prolétariat ne peut remplir ce rôle qu'organisé sous le drapeau de la social-démocratie en une force politique indépendante agissant dans les grèves et les manifestations avec l'unité la plus achevée,

« le IIIe Congrès du POSDR décide que la tâche d'organiser les forces du prolétariat pour la lutte immédiate contre l'autocratie par des grèves politiques de masse et par l'insurrection armée, ainsi que la création à cette fin d'un appareil d'information et de direction, constitue un des objectifs essentiels du parti dans la situation révolutionnaire actuelle. Aussi le Congrès charge-t-il le Comité central, les comités locaux et les unions de préparer la grève politique de masse, d'organiser des groupes spéciaux pour l'acquisition et la répartition des armes, l'élaboration du plan de l'insurrection armée et la direction immédiate de celle-ci. L'accomplissement de cette tâche peut et doit, non seulement se poursuivre sans porter le moindre préjudice au travail général du parti pour éveiller la conscience de classe du prolétariat, mais encore contribuer à l'approfondissement et au succès de ce travail » (1).

(1) *Projet de résolution sur l'attitude du POSDR à l'égard de l'insurrection armée, Œuvres,* tome 8, p. 370.

C'est la révolution elle-même qui « *instruit les masses populaires* ». Pour le Parti, le problème est de savoir si de son côté il saura « *enseigner quelque chose à la révolution* » (2). Le Parti qui, depuis qu'existe le mouvement ouvrier, a la double tâche d'armer les prolétaires « *d'un besoin brûlant de s'armer* » en vue de la prise du pouvoir et de « *faire obligation à ceux qui l'éprouvent de compter avec la nécessité de l'organisation et de l'action coordonnée, comme avec la situation politique générale* » ; le Parti qui, dans une situation « normale », oppose toujours à la volonté généreuse mais impuissante « *d'en finir immédiatement avec les bourgeois et leurs larbins* » la force « *de l'organisation et de la discipline, la conscience que les meurtres individuels sont absurdes, que l'heure n'est pas encore venue de la lutte révolutionnaire sérieuse des masses populaires, que la situation politique générale voulue n'existe pas* » ; le Parti qui « *ne dit et ne dira jamais au peuple en de pareilles circonstances : Armez-vous ! mais il l'arme toujours (faute de quoi il ne serait pas un socialiste, mais un vain bavard) du besoin brûlant de s'armer et d'attaquer l'ennemi* » ; ce Parti lance *aujourd'hui*, en 1905, « *à la suite des ouvriers doués d'initiative révolutionnaire, le mot d'ordre : AUX ARMES !* » (3).

Ce passage montre clairement la position des marxistes révolutionnaires. Elle s'oppose à celle des « bavards » qui évitent *en toute circonstance* (ou y ont renoncé une fois pour toutes) de propager la nécessité de *se préparer* à cette insurrection armée sans laquelle la conquête du pouvoir et le passage ultérieur au socialisme ne sont que des fantasmagories ; elle s'oppose aussi à celle des *volontaristes* qui prennent les armes ou appellent les prolétaires aux armes *à n'importe quel moment*, sans s'occuper sérieusement du rapport de forces réel. Si les premiers sont méprisables parce qu'ils ont en réalité abandonné la perspective révolutionnaire, les seconds, par leur prétention à se substituer à la force des choses *qui est aussi la force de la classe et du parti révolutionnaire*, sont inefficaces et désorganisateurs. De même, au cours des mouvements insurrectionnels, la position marxiste s'oppose aussi bien à ceux qui confondent l'insurrection avec le combat *de certains individus contre d'autres individus*, qu'à ceux qui prônent effectivement la nécessité de l'insurrection, mais se refusent à *l'organiser* dans le vif de la lutte générale de classe parce que, même s'ils ne l'avouent pas, « ils sont *terrorisés* à l'idée que c'est à eux de la réaliser ».

A partir de cette position solidement affirmée, Lénine suit avec une lucidité anxieuse et passionnée les développements infiniment variés et complexes de la lutte révolutionnaire, enregistre ses enseignements, indique aux militants marxistes comment y assumer un rôle de « guide et de direction » *dans tous les domaines*, y compris (mais pas seulement) celui de la préparation militaire. Citons quelques fragments de ses réflexions et indications ; en août 1905, il écrit :

---

(2) Préface à *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905), *Œuvres*, tome 9, p. 12.

(3) Lénine, *Devons-nous organiser la révolution ?*, 21 février 1905, *Œuvres*, tome 8, pp. 168-169.

« Vous avez beau faire une moue dédaigneuse, messieurs, quand on parle des attaques de nuit et autres questions spéciales de tactique militaire [...]. La vie l'emporte, la révolution instruit, stimulant et réveillant les pédants les plus figés. Les questions militaires, même les plus spéciales, *doivent* être étudiées en temps de guerre civile, et l'intérêt que les ouvriers y portent est on ne peut plus légitime et sain. Les quartiers généraux (ou les tours de garde des militants) *doivent* être organisés lorsqu'il le faut. Désigner des patrouilles, loger des détachements, voilà des fonctions purement militaires, voilà les premières opérations de *l'armée révolutionnaire*, voilà l'organisation de l'insurrection armée, l'organisation du *pouvoir révolutionnaire*, qui mûrit et s'affermit dans ces petits préparatifs et ces légères escarmouches, y éprouvant ses forces, y apprenant à combattre, se préparant à la victoire » (4).

Il est aussi urgent d'affronter ces problèmes extrêmement délicats. Même dans le passage le plus violent de Lénine, il n'y a pas un poil d' « aventurisme » ou de précipitation :

« Insurrection : le mot est très grand. L'appel à l'insurrection est chose très sérieuse. Plus la société est complexe, plus le degré d'organisation du pouvoir est élevé, plus la technique militaire est parfaite et moins il est loisible de formuler ce mot d'ordre à la légère. Nous avons dit plus d'une fois que les social-démocrates révolutionnaires se préparaient depuis longtemps à le formuler, *mais n'en firent un appel direct que lorsque aucun doute ne fut plus permis sur le sérieux, l'étendue et la profondeur du mouvement, lorsqu'il ne fut plus permis de douter de l'approche du dénouement au sens propre du terme* [...]. Le mot d'ordre de l'insurrection confie la décision à la force matérielle ; or, dans la civilisation européenne actuelle, *la force matérielle n'est constituée que par la force des armes.* Ce mot d'ordre ne doit pas être formulé *tant que les conditions générales de la révolution ne sont pas mûres, tant que l'effervescence et la disposition des masses à agir ne se sont pas clairement manifestées, tant que les circonstances extérieures n'ont pas abouti à une crise flagrante.* Mais du moment que ce mot d'ordre est lancé, il serait tout bonnement déshonorant de reculer devant lui pour venir à la force morale, à l'une des conditions de la montée de l'insurrection, à l'une des « transitions possibles », etc. Non, du moment que le sort en est jeté, il faut cesser de biaiser, *il faut expliquer directement et ouvertement aux masses quelles sont actuellement les conditions pratiques du succès de la révolution* » (5).

Encore une fois, il faut savoir *apprendre* de la révolution, et savoir *lui enseigner* quelque chose ; il faut savoir décider *énergiquement*

---

(4) Lénine, *Les cent-noirs et l'organisation de l'insurrection*, 29 août 1905, *Œuvres*, tome 9, pp. 208-209. Pour éviter qu'on donne au terme d'*armée révolutionnaire* un sens banalement « technique », Lénine précise ailleurs : « ... la force armée, celle du peuple révolutionnaire (et non du peuple en général), force qui se compose : 1) du prolétariat et des paysans en armes, 2) des détachements de choc formés de représentants de ces classes, 3) des troupes prêtes à passer au peuple. Cet ensemble constitue *l'armée révolutionnaire* » (*Le dernier mot de la tactique de l'Iskra*, 17 octobre 1905, *Œuvres*, tome 9, p. 379). « *Cet ensemble* », notons-le bien, et non un seul de ses trois termes, le deuxième par exemple, ou, pis encore, le troisième !

(5) *Le dernier mot de la tactique de l'Iskra, op. cit.*, pp. 380-381 (souligné par nous).

après avoir *froidement* apprécié la situation et choisi le moment ; il faut devancer le mouvement des masses, mais après les avoir préparées moralement et matériellement à la nécessité d'une décision irrévocable. Il ne faut pas prétendre que les masses se suffisent à elles-mêmes, ni que le parti se suffit à lui-même, encore moins son « bras armé » que certains schémas transforment en son *substitut.* Le processus révolutionnaire est caractérisé par l'éruption volcanique de forces sociales qui se fraient la voie dans *mille* directions, qui créent et recréent, abandonnent et reprennent les formes organisatives dans lesquelles leur énergie cherche peu à peu à se canaliser et à se discipliner : chacune d'elles renvoie aux autres, elles sont toutes liées, elles se maintiennent ou tombent *toutes ensemble.*

En juillet 1906 la première vague révolutionnaire avait reflué, mais tout annonçait une reprise vigoureuse ; c'était si net que les bolchéviks devaient boycotter ouvertement les élections à la Douma, proposées comme soupape à la colère des ouvriers et des paysans. A ce moment, Lénine relève que le « dernier mot » du mouvement de masse au cours du dernier trimestre de 1905 avait été la *grève générale politique.* Il montre que si cette grève est une condition *nécessaire* pour le développement d'une situation de haute tension sociale, elle reste toutefois *insuffisante* si elle ne débouche pas sur l'insurrection ; celle-ci était appelée par le fait même que la grève politique générale se heurtait à un adversaire conscient de jouer ses dernières cartes : « *indépendamment de notre volonté, au mépris de toute « directive », la situation révolutionnaire aiguë transformera la manifestation en grève, la protestation en lutte, la grève en insurrection* ». Et c'est seulement le développement de cette *chaîne ascendante* dont les maillons s'imbriquent les uns dans les autres qui posera avec une *évidence absolue,* même pour les grandes masses, le problème de la conquête du pouvoir.

De même, à la fin de 1905, on a vu surgir de la grève les Soviets des délégués ouvriers « *comme organes de la lutte immédiate de masse* ». Mais « *la nécessité les a poussés à devenir très vite des organes de la lutte révolutionnaire générale contre le gouvernement* », elle les a transformés « *irrésistiblement en organes de l'insurrection* ». Si cependant les Soviets sont « *indispensables pour grouper les masses, pour les unir en vue du combat, pour transmettre les mots d'ordre de la direction politique du parti (ou des partis qui se seraient mis d'accord), pour intéresser, réveiller, attirer les masses* », ils « *ne suffisent pas pour organiser directement les forces de combat, pour organiser l'insurrection dans le sens le plus strict du mot* ». Bien plus, la survie même des Soviets implique l'existence, « *à côté des Soviets, d'une organisation militaire pour les défendre, pour organiser l'insurrection sans laquelle resteraient impuissants tous les Soviets et tous les élus des masses populaires* ». La création de ces organes militaires ne peut évidemment pas être l'œuvre *exclusive* du Parti : « *l'esprit d'organisation des masses, structurées en petits groupes mobiles de combat, permettra au moment de l'action de résoudre le problème de l'armement* » (6).

(6) Lénine, *La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat,* juillet 1906, *Œuvres,* tome 11, pp. 120-123.

Ceci ne suffit pas encore. L'insurrection de Moscou en décembre 1905 n'a pas seulement montré, contre Plekhanov qui soutenait qu' « il ne fallait pas prendre les armes », qu'il fallait au contraire les prendre « d'une façon plus résolue, plus énergique et dans un esprit plus agressif », en appliquant la thèse de Marx selon laquelle « *l'insurrection est un art, et la règle principale de cet art c'est l'offensive menée avec une audace extrême et une décision sans faille* ». L'insurrection a aussi montré qu'on ne peut pas parler d'une lutte sérieuse « *si la révolution ne gagne pas les masses et l'armée elle-même* » ; elle a montré que cette « *conquête de l'armée* » n'est nullement « *une chose facile, un acte tout simple* », mais bien le fruit d'une lutte longue et tenace « *hardie, entreprenante et irrésistible* », et qui devra « aussi employer la force » (7) au moment de l'insurrection.

Enfin, et réciproquement, l'insurrection armée, point culminant de la lutte révolutionnaire *générale* de masse, est inconcevable sans l'action de « *détachements mobiles très petits, des groupes de dix, de trois ou même deux personnes* » ; cette action est le sens même de la « *tactique de la guerre de partisans* », et elle est rendue à la fois *possible* et *nécessaire* par les développements de la technique militaire moderne, tant comme *prélude* que comme *composante* de l'insurrection proprement dite :

> « la guerre de partisans, la terreur générale, qui en Russie se répandent partout presque sans discontinuer depuis décembre, contribueront incontestablement à enseigner aux masses la juste tactique, *au moment de l'insurrection.* Cette terreur exercée par les masses, *la social-démocratie doit l'admettre et l'incorporer à sa tactique ;* elle doit, bien entendu, l'organiser et la contrôler, *la subordonner aux intérêts et aux nécessités du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire générale ;* elle doit écarter, éliminer sans merci la tendance à faire tourner la guerre de partisans en « gueuserie », déformation dont les Moscovites ont si bien, si implacablement fait justice lors de l'insurrection, et les Lettons pendant les fameuses Républiques lettones » (8).

Il faut bien penser qu'on n'arrive à l'insurrection qu'*à l'apogée* d'une longue série de manifestations et de grèves, économiques et politiques ; qu'on n'arrive à la conquête de l'armée qu'*à l'apogée* d'un effort d'auto-armement et de réarmement du prolétariat ; qu'on n'organise vraiment les détachements de défense des Soviets qu'à l'apogée de la formation et de la généralisation des Soviets, et ainsi de suite. Tout se tient, tout concourt au résultat final. C'est dans cette perspective immense, sans commune mesure avec la vision myope et bornée du terrorisme individualiste et volontariste, que se place Lénine dans le projet de *Plate-forme tactique pour le congrès d'unification du POSDR.*

---

(7) Lénine, *Les enseignements de l'insurrection de Moscou*, 29 août 1906, *Œuvres*, tome 11, pp. 173-174.

(8) *Ibid.*, pp. 176-177. Nous avons souligné les phrases où Lénine donne la clé de voûte de la vision marxiste de l'emploi de la violence et de la terreur dans la lutte révolutionnaire directe.

Après une nouvelle *Résolution sur l'insurrection armée* qui résume les points que nous avons évoqués, il propose la célèbre résolution sur *Les actions armées*, complètement déformée par ceux qui prétendent s'y référer aujourd'hui. La voici :

« Attendu que :

« 1) depuis l'insurrection de décembre, presque nulle part en Russie les combats n'ont complètement cessé, combats qui se traduisent maintenant de la part du peuple révolutionnaire par des attaques isolées contre l'adversaire ;

« 2) ces actions, inévitables lorsque deux forces armées adverses se trouvent en présence et lorsque se déchaîne une répression militaire provisoirement triomphante, servent en même temps à *désorganiser l'adversaire* et préparent *de futures actions armées massives et ouvertes ;*

« 3) des actions de ce genre sont également indispensables pour *former et éduquer militairement nos groupes de combat*, qui, au moment de l'insurrection de décembre, se sont révélés en de nombreux endroits dépourvus de préparation pratique dans une activité nouvelle pour eux.

« Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

« 1) le Parti doit reconnaître que les actions armées des groupes de combat appartenant au Parti ou luttant à ses côtés sont *admissibles sur le plan des principes* et *opportunes dans la période actuelle ;*

« 2) le caractère des actions armées doit être adapté à la tâche qui consiste à *former les dirigeants des masses ouvrières en période d'insurrection* et à *acquérir l'expérience des actions offensives soudaines ;*

« 3) le but immédiat le plus important de ces actions doit être la destruction des appareils gouvernemental, policier et militaire et une lutte impitoyable contre les organisations cent-noirs actives qui pratiquent la violence et la terreur contre la population ;

« 4) il faut admettre aussi les actions armées destinées à s'emparer de moyens financiers appartenant à l'ennemi, c'est-à-dire au gouvernement autocratique, et à détourner ces moyens au profit de l'insurrection ; ce faisant, il importe de veiller sérieusement à ce que les intérêts de la population soient le moins possible lésés ;

« 5) les actions armées de partisans *doivent s'effectuer sous le contrôle du Parti* et de telle sorte que *les forces du prolétariat ne soient pas gaspillées en vain, et qu'en même temps, on prenne en considération les conditions du mouvement ouvrier dans la localité donnée et l'état d'esprit des larges masses* » (9).

C'est *l'ensemble* de ces conditions (que le volontarisme et le roman-

(9) Le texte, publié le 20 mars 1906, se trouve dans les *Œuvres*, tome 10, pp. 156-157 (souligné par nous). De telles affirmations font évidemment bondir les bourgeois : elles sont faites pour la révolution prolétarienne, et donc contre la bourgeoisie et ses institutions, qu'elles soient démocratiques ou non. Mais lorsqu'il s'agit de défendre ou de restaurer ces mêmes institutions et d'écraser le prolétariat, la bourgeoisie ne se contente pas d'y souscrire ; comme on l'a vu, pendant la « résistance » par exemple, elle les applique sans réserve aucune, en se moquant pas mal de « léser les intérêts de la population » !

tisme anarchiste ou blanquiste, nés de l'individualisme bourgeois « à l'envers », ignorent systématiquement) qui fait de « l'action de partisan », du « terrorisme de masse » un élément, *subordonné* certes, mais *inséparable* de la lutte insurrectionnelle pour la prise du pouvoir. Ces affirmations nous ramènent à notre point de départ, aux citations de *La guerre de partisans* de Lénine et de notre texte *Parti et action de classe* rappelées dans la première partie de cet article. Après avoir reparcouru, sur le plan de la lutte théorique comme des indications pratiques, l'histoire du bolchévisme depuis sa naissance jusqu'au seuil de la lutte pour le pouvoir dans la révolution de 1905 qui anticipe sur celle de 1917, nous pouvons donner notre *appréciation critique* non seulement du terrorisme individualiste en général mais aussi de ses versions actuelles.

La méthode marxiste face au problème du terrorisme

Si nous avons suivi cette voie indirecte, c'est pour rendre claire l'attitude du marxisme face au terrorisme, une attitude qui, comme le dit Trotsky à propos du rôle de la conspiration dans le processus révolutionnaire, *n'est contradictoire qu'en apparence :* la *critique de principe* du terrorisme individualiste et romantique va de pair avec la revendication de la violence et de la terreur dans le cadre de la stratégie classiste *générale* de la conquête du pouvoir. C'est sur cette base qu'on peut combattre l'avalanche de falsifications intéressées à laquelle la « geste » de la Fraction Armée Rouge ou des Brigades Rouges a donné naissance dans les groupes politiques les plus divers.

Le marxisme rejette toutes les explications de ce phénomène social qu'est le terrorisme qui ne reposent pas sur une base matérialiste, et qui ont à leur tour besoin d'être expliquées. Si on admettait que le terrorisme individualiste est purement et simplement le produit d'une certaine *idéologie,* il faudrait chercher les *racines objectives* de celle-ci : toutes les idéologies sont des reflets de réalités matérielles. Si on admettait que le terrorisme individualiste résulte *systématiquement* des « menées souterraines » des gens du bord opposé, il faudrait expliquer pourquoi la « provocation » trouve un terrain si propice. Si on admettait que le terrorisme est (en général, et pas seulement dans quelques rares cas pathologiques) une « variante politique » de la criminalité courante, il faudrait encore expliquer aussi bien ce phénomène éminemment social qu'est la criminalité, que le phénomène non moins social de sa « transfiguration » politique.

Le marxisme, pour sa part, relie le phénomène du terrorisme individualiste à un contexte *historique et social* bien précis — faute de quoi il n'aurait pas le droit de s'appeler *science.* N'en déplaise à ceux qui osent se revendiquer de lui alors qu'ils avancent ou couvrent de son nom des « explications » comme celles que nous avons évoquées ci-dessus, c'est bien ainsi qu'il a toujours agi pour étudier tant les actions que les « doctrines » terroristes.

Dans la plupart des cas, presque toujours, il a ainsi trouvé les racines du terrorisme dans une violente crise interne de la classe dominante elle-même, une crise qui pousse à la révolte contre l'ordre établi jusqu'à *ses propres fils*, y compris ceux des catégories les plus élevées, mais surtout ceux *des couches inférieures*, plus directement frappées ou menacées par le séisme social qui se déroule ou s'annonce : les intellectuels, les étudiants et, plus généralement, une fois le capitalisme installé ou en cours d'implantation, la *petite bourgeoisie*, surtout urbaine. Plus rarement et accessoirement, il a trouvé ces racines dans une réaction élémentaire et spontanée (les premières Sociétés secrètes, par exemple) de la classe ouvrière naissante contre le bouleversement de toutes les habitudes de vie et travail provoqué par l'accumulation primitive du capital et le développement de la grande industrie. Dans le cas particulier des Brigades Rouges, le cordon ombilical qui les rattache aux mouvements universitaires et surtout à 68, c'est-à-dire à une matrice sociale *petite-bourgeoise*, est évident.

Dans la mesure où il connaît et comprend les racines du phénomène, le marxisme est seul capable de le *justifier historiquement* alors même qu'il procède à sa *démolition théorique*. Il est seul capable de reconnaître la *valeur symptomatique* d'événements qui doivent se produire non seulement *indépendamment* de la volonté, des décisions et des objectifs conscients des acteurs qui occupent le devant de la scène sociale, mais *contre* leur volonté, *contre* leurs décisions, *contre* leurs objectifs conscients. Et, pour le marxisme, la valeur *positive* ou *négative* à attribuer à ces événements dépend des *données matérielles de la situation historique*, jamais de considérations *abstraites* et encore moins de *jugements moraux !*

Il y a bien là de quoi dérouter tous les idéalistes. Ainsi, en 1847, Engels fustigeait avec Marx le « tyrannicide » Heinzen, en dénonçant la vaine prétention de renverser les rapports politiques et sociaux existants en éliminant le « personnage », grand ou petit, qui en réalité n'est pas la *cause* de ces rapports mais leur *produit*. Et en 1878-79, voici le même Engels qui salue en Russie les signes annonciateurs d'une révolution qui, certes, « *partira d'en haut, du sein d'une noblesse appauvrie et frondeuse* » (10) mais qui, « *une fois en mouvement, entraînera les paysans* » et produira alors des scènes « *à faire pâlir 1793* » ; qui salue « *la conspiration puissante dans l'armée et jusque dans la cour impériale* » ; qui salue « *l'assassinat politique* » comme le « *seul moyen qui reste aux hommes intelligents, dignes et fiers pour se défendre contre les agents d'un despotisme inhumain* » (11).

---

(10) Quelques dizaines d'années plus tard, les représentants de cette noblesse feront assassiner Raspoutine, aux applaudissements de tous les démocrates bien-pensants. En tout cas Engels, même quand il critique durement les tenants de la révolte, ne les insulte jamais ; aujourd'hui, non seulement bourgeois et opportunistes, mais même une partie de l'extrême (!) gauche couvrent d'opprobre ceux qu'Engels considérait toujours comme d' « *héroïques combattants d'avant-garde* ».

(11) Dans *La Plebe* des 22 janvier 1878 et 21 mars 1879. Ce passage a été traduit d'après le recueil en italien d'écrits de Marx et Engels *India, Cina, Russia*, Milan 1965, pp. 232-233.

De même, alors qu'il a mené de 1875 à 1894 une critique impitoyable de l'idéologie populiste en Russie et de ses origines blanquistes afin de jeter les bases théorico-programmatiques de l'organe du prolétariat naissant, le parti communiste, c'est encore Engels qui écrivait en 1885 à propos de la poudrière qu'était devenu l'empire tsariste :

> « C'est un des cas exceptionnels où il est possible pour une poignée d'hommes de *faire* une révolution ; c'est-à-dire de faire crouler par un petit choc tout un système en équilibre plus que labile [...] et de libérer, par un acte en lui-même insignifiant, des forces explosives indomptables après. Eh bien, si jamais le blanquisme — la fantaisie de bouleverser toute une société par l'action d'une petite conspiration — avait une certaine raison d'être, c'est certainement à Pétersbourg. Une fois le feu mis à la poudre, une fois les forces libérées et l'énergie nationale, de potentielle, transformée en cinétique [...] les hommes qui ont mis le feu à la mine seront enlevés par l'explosion qui sera mille fois plus forte qu'eux et qui cherchera son issue comme elle pourra, comme les forces et les résistances économiques décideront » (12).

A l'inverse, Marx a condamné les rêves velléitaires de Schapper et Willich dans les conditions *négatives* d'après 1850 *(« prise immédiate du pouvoir, ou alors on va se coucher »)*, rêves dans lesquels il ne voyait même pas l'*indice* d'une situation favorable. Engels a condamné de la même façon les rêves dont se berçaient en 1874 les communards blanquistes réfugiés à Londres, en plein dans le reflux qui suivait l'écrasement de la Commune de Paris.

Mais en même temps ils *expliquaient* ces rêves par la situation désespérée d'une classe ouvrière réduite à l'impuissance, privée même du droit de *« parole, de presse et d'association »* après les terribles défaites de 1848-49 en Allemagne et de 1871 en France ; et par cette généreuse mais impuissante *impatience* qui, ne comprenant pas qu'on ne pourrait sortir de cette situation que *« dans 15, 20 ou 50 ans »* et *à condition* de travailler à construire le parti prolétarien de demain, voulait en sortir *tout de suite* par un acte volontaire.

Dans tous les cas, la compréhension du phénomène terroriste — en acte ou en projet — est la condition nécessaire de son *dépassement* par une vision *classiste et matérialiste* du processus révolutionnaire et du rôle que le parti y joue. Cette compréhension est d'autant plus nécessaire que le terrorisme romantique trouve non seulement un champ ouvert mais presque une raison d'être dans *l'absence ou l'éclipse momentanée* de la seule force historique capable de polariser les « énergies explosives » qui dorment dans la société, qu'il s'agisse de pousser la révolution démocratique-bourgeoise jusqu'à ses conséquences extrêmes ou de réaliser la révolution prolétarienne et communiste, à savoir le *prolétariat* agissant comme *classe.*

---

(12) Engels à Vera Zassoulitch, 23 avril 1885, in Marx-Engels *Correspondance,* Moscou, 1971, p. 396.

Il faut souligner ensuite que le jugement sévère des marxistes ne porte pas sur le terrorisme *en général* mais sur la forme *spécifique* que lui donnent ceux qui, suivant la formule lapidaire de Marx à propos de Schapper-Willich, mettent « *à la place de la conception matérialiste une conception idéaliste,* [pour qui] *au lieu de la situation réelle, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution* » (13). Ce qui nous sépare d'eux, ce n'est pas le fait de vouloir ou non employer la violence et la terreur, mais une vision différente et même *opposée* du processus révolutionnaire, de la lutte et de la guerre de classe. Dans notre vision, le geste terroriste, l'acte exemplaire, le coup de main audacieux, accomplis même par des « individus ou des groupes », sinon par la masse en effervescence, dirigés et de préférence organisés par le parti, trouvent leur place naturelle et leur fonction positive tout comme la « conspiration », aspect *nécessaire* de l'insurrection, parce qu'ils sont insérés dans un *cycle historique* qu'on ne peut pas réduire aux proportions d'un... putsch.

Le principe fondamental de la conception marxiste c'est que le heurt entre les classes ne se résoud pas sur le terrain du droit mais sur celui de la force, force dont la manifestation la plus haute est la violence révolutionnaire, autoritaire et centralisée qui frappe l'Etat capitaliste, et qui se transforme après la conquête du pouvoir en une autre forme de violence systématique et planifiée, la dictature. C'est *cela* le sens de la célèbre phrase du *Capital* sur « *la violence, accoucheuse de la vieille société grosse d'une nouvelle* ». L'affirmation, aujourd'hui banale à droite comme à gauche, selon laquelle Marx et Engels n'auraient pas vu toutes les implications nécessaires de cette formule, et que l'histoire aurait réservé à Lénine (soi-disant père de... Staline !) le privilège de les découvrir, n'est qu'un mensonge aussi infâme que stupide.

Certes, à Londres après 1850, Marx et Engels ont tourné le dos aux faiseurs de révolution affairés à projeter « *de futurs gouvernements provisoires* » alors qu' « *une nouvelle période de prospérité industrielle inouïe s'était ouverte* » et que la base des conditions sociales était « *tellement sûre et* [...] *tellement bourgeoise* » (14). Mais dans le feu des batailles révolutionnaires des années précédentes, inspiré par les besoins de la lutte et non par la froide réflexion ou un « libre choix », c'est celui que la bourgeoisie a appelé le *red-terror doctor* qui écrivait : « *pour abréger, pour simplifier, pour concentrer l'agonie de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle, il existe un seul moyen — le terrorisme révolutionnaire* » ! Car si le prolétariat n'a pas le « cannibalisme » de la contre-révolution bourgeoise, il dédaigne aussi l'hypocrisie avec laquelle celle-ci cache la férocité de ses représailles. « *Nous n'avons pas l'habitude de prendre*

---

(13) Marx, *Révélations sur le procès des communistes de Cologne* (1853), in Marx-Engels, *Textes sur l'organisation,* Paris, Spartacus, 1970, p. 8.

(14) Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes* (1885), *Textes sur l'organisation, op. cit.,* pp. 30-31.

des ménagements, nous n'en réclamons pas de votre part », disait Marx à la police prussienne qui interdisait la *Nouvelle Gazette Rhénane*, « *quand ce sera notre tour, nous n'embellirons pas le terrorisme* » (15).

En 1850, Marx et Engels coupent les liens avec Schapper et Willich, ces hommes — toutefois admirés personnellement — qui « *remplacent le développement révolutionnaire par la phrase révolutionnaire* » ; ils se consacrent à préparer pour un avenir qu'ils savent éloigné le « *parti d'opposition du futur* », le parti prolétarien de classe, et à défendre ses « *positions rigoureusement indépendantes* ». Mais en mars de la même année, dans la fameuse *Adresse*, ils donnaient comme disposition impérative à ce parti de faire « *le nécessaire pour que tout le prolétariat soit armé de fusils, de carabines, de canons et qu'il ait des munitions* », sachant bien que les « alliés d'hier » sont les ennemis d'aujourd'hui et plus encore de demain ; ils proclamaient qu' « *il ne faut, sous aucun prétexte, se dessaisir des armes et des munitions, et il faut empêcher,. au besoin par la force, toute tentative de désarmement* » ; bref, ils appelaient à « *réaliser immédiatement l'organisation autonome et l'armement des ouvriers* » (16). La même année, dans *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Engels fixe les normes tactiques impératives de « *l'insurrection en tant qu'art* », opposées à l'idée d'une insurrection abandonnée à sa propre spontanéité, privée de centralisation et donc d'efficacité, normes qui imposent d' « *agir avec la plus grande détermination et de façon offensive* » (17).

Certes en 1874 les marxistes condamnent sans appel le volontarisme qui règne parmi les blanquistes exilés. Mais dans *Les luttes de classe en France* Blanqui est évoqué comme l'homme dans lequel la bourgeoisie reconnaît à juste titre pendant les journées de 1848 — c'est le plus bel hommage qu'elle pouvait lui rendre — le spectre terrifiant « *de la déclaration de la révolution en permanence et de la dictature de classe du prolétariat* » ; en 1861 encore, Marx l'exalte comme « *la tête et le cœur du parti prolétaire en France* » (18) parce qu'il n'a pas hésité à affronter l'ennemi sur son propre terrain, celui de la force, et donc aussi de la violence.

En 1871, les yeux fixés sur l'exemple sublime des communards, Marx écrit à Kugelmann que « *s'ils succombent, seul leur caractère*

---

(15) Marx, « Victoire de la contre-révolution à Vienne », *Nouvelle Gazette Rhénane*, n° 136 du 7-11-1848, et « L'élimination de la *Nouvelle Gazette Rhénane* par la loi martiale », NGR n° 301 du 19-5-1849, in Marx-Engels *La Nouvelle Gazette Rhénane*, Paris, Ed. Sociales, 1963-71, tome II p. 97 et tome III p. 365.

(16) Marx-Engels, *Adresse du Conseil Central à la Ligue*, mars 1850, in *Textes sur l'organisation, op. cit.*, pp. 42-43.

(17) Lénine citera longuement cette page d'Engels à la veille d'Octobre. Voir *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, par exemple dans le recueil *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Paris, Ed. Sociales, 1952, pp. 289-290.

(18) Marx à L. Watteau, 10 novembre 1861, in Marx-Engels, *Correspondance, op. cit.*, p. 120.

« *bon garçon* » *en sera cause* », avant tout parce qu'ils n'ont pas voulu « *commencer la guerre civile* » en marchant immédiatement sur Versailles (19). Aujourd'hui, les opportunistes tremblent à l'idée que les Brigades Rouges pourraient, pensez donc, déclencher la guerre civile ! Après la défaite de la Commune, c'est encore Marx qui revendique dans « *la guerre des asservis contre leurs oppresseurs, la seule guerre juste dans l'histoire* », ces mesures de rétorsion, d'intimidation et de terreur *non dissimulée* dont la vile classe dominante faisait usage contre les vaincus sans hésiter une seule seconde à donner à ses forces l'ordre de « *tuer, brûler et détruire* » (20). Quant à Engels, qui critique en 1874 la « phrase révolutionnaire » des blanquistes, c'est lui qui, la même année, rappelle aux adversaires de l'autorité qu'

> « une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui existe, un acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie à l'aide de baïonnettes, de fusils, de canons, moyens autoritaires s'il en fut ; et le parti qui a triomphé doit maintenir son autorité par la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour, si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas au contraire la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de son autorité ? » (21).

Est-ce clair, messieurs ? — pouvons-nous dire en reprenant les paroles de Marx aux autorités prussiennes. Ces passages — ces quelques passages choisis parmi *d'innombrables* — n'annoncent-ils pas l'épopée de l'Octobre Rouge et de la guerre civile menée à la victoire sous la direction de ces prétendus « barbares », « asiates » ou encore « jacobins » que furent Lénine et Trotsky ?

L'incompatibilité entre le marxisme et le terrorisme individualiste

Connaissant les racines sociales du terrorisme individualiste, le marxisme peut sans difficulté définir et critiquer l'idéologie qui lui est inhérente et qui gouverne ses actions.

C'est sur ce plan, en considérant non les particularités de ses manifestations dans des circonstances données mais ses *constantes historiques,* que la démarcation entre le romantisme terroriste et le marxisme devient *incompatibilité,* que les divergences se transforment en *antithèses.* Dans leur lutte ou leur réaction instinctive contre l'ordre établi, les membres des couches sociales où germe le terrorisme indivi-

---

(19) Marx à Kugelmann, 12 avril 1871, en annexe à *La guerre civile en France,* Paris, Ed. Sociales, 1952, p. 77.

(20) Marx, *La guerre civile en France, op. cit.,* p. 65.

(21) Engels, *De l'autorité* (1873), in *Textes sur l'organisation, op. cit.,* p. 119.

dualiste — les classes moyennes et, dans leurs interstices, l'intelligentsia — traînent fatalement avec eux le bagage de *motivations idéologiques* propres à leurs origines sociales et les *formes d'action* qui y correspondent. C'est en tant qu'*individus* qu'ils se révoltent contre le poids des structures productives, sociales et politiques qui étouffent toujours plus la « personne humaine », et l'étouffent d'autant plus qu'elles prétendent davantage la libérer, la respecter, lui permettre de s'épanouir. Même lorsqu'ils utilisent des bribes de terminologie marxiste, même quand ils en appellent au « prolétariat » et parlent de « lutte pour le communisme », ils placent fatalement leur révolte sous le drapeau de l'« *individualisme bourgeois à l'envers* », de cet « *individualisme, base philosophique de l'anarchisme* » (22) dans lequel Lénine reconnaît l'essence même de l'une des branches idéologiques du terrorisme populiste. Le complément nécessaire de cet individualisme (il rejoint là l'autre branche, le terrorisme élevé en système, le blanquisme), c'est *l'idéalisme* dans l'interprétation de l'histoire et le *volontarisme* dans la théorisation des moyens d'action destinés à modifier son cours, choses que Marx critiquait déjà chez Schapper et Willich.

Au centre de cette vision du monde ne se trouvent pas les *classes* et, à leur racine, les modes et les rapports de production, mais les *individus* déliés les uns des autres. Contrairement aux classes qui sont nécessairement poussées à agir par des *déterminations matérielles,* ces individus agissent à la suite d'un « libre choix » et d'une décision de leur *volonté :* ce choix et cette décision opposent au « mal », au pouvoir et aux privilèges détenus par des *individus* oppresseurs et exploiteurs, l'indignation *morale,* la *volonté* passionnée, la force de l'*idée* et de la représentation d'un modèle « plus juste » de société que se font les *individus* opprimés et exploités.

On retrouve ici la triple « incompréhension » que Lénine relevait dans la conception anarchiste, et qui marquait déjà le côté pré- et anti-marxiste du blanquisme, comme Engels le souligne dans sa critique des réfugiés blanquistes : « *Socialiste uniquement par sentiment, plein de sympathie pour les souffrances du peuple, Blanqui ne possède ni une théorie socialiste, ni des proposition pratiques d'intervention sociale bien définies* ». Cette triple incompréhension — « *incompréhension des causes de l'exploitation* [...] *du développement de la société qui conduit au socialisme* [...] *de la lutte de classe en tant que force créatrice réalisant le socialisme* » — reflète une vision idéaliste du processus révolutionnaire. Cette vision part de la donnée brute et immédiate du rapport opprimé-oppresseur, exploité-exploiteur, dominé-dominateur, etc., rapport commun à *toutes* les sociétés divisées en classes et donc indépendant de la société particulière dans laquelle on vit et agit, et n'arrive pas à en sortir. Elle est incapable de remonter aux causes matérielles qui *déterminent* ce rapport, non dans l'abstrait et hors du temps, mais dans le mode de production et de vie sociale *actuel* ; elle est incapable de remonter aux forces de classe que ce mode de produc-

(22) Lénine, *Anarchisme et socialisme,* 1901, *Œuvres,* tome 5, p. 333.

tion engendre en son sein et qui tendent irrésistiblement à le déborder, incapable donc d'arriver aux voies et moyens qui seuls permettent de briser son cadre, et aux finalités que son évolution même rend à la fois *possibles et nécessaires.* Elle est par conséquent condamnée à tourner en rond dans un cercle vicieux d'illusions et de désillusions, dont elle croit pouvoir sortir par « l'acte volontaire » à la fois destructeur et créateur.

C'est pour cela que Lénine met en parallèle l'économisme et le terrorisme : ce sont deux manifestations, opposées seulement en apparence, d'une même *soumission fondamentale à la spontanéité,* à la donnée immédiate. Alors que la lutte « purement économique » (trade-unioniste, syndicale) réduit le conflit historique entre la *classe* prolétarienne et la *classe* bourgeoise à la simple opposition salarié-patron qui limite son horizon, la lutte « purement terroriste » ne voit que l'opposition sujet-souverain (avec ou sans couronne...) et réduit le conflit historique dont elle attend une société « plus humaine » à l'opposition esclave-maître *en général.*

Si les actions terroristes (issues aujourd'hui de l'éclatement des rêves de 68 de « contre-pouvoir » ou de « pouvoir alternatif », tout comme le nihilisme russe était né des désillusions de ceux qui avaient voulu « aller au peuple » dans les années 1870) s'opposent par leur éclat à l'activité terne de l'économisme, elles n'en ont pas moins le même *horizon idéologique* qui reste enfermé dans le cadre de cet ordre que les uns et les autres croient — sincèrement, admettons-le — combattre. Et si le terroriste est plus « respectable » que l'économiste dans la mesure où c'est un *insurgé,* il est aussi plus abstrait : il raisonne en des termes qui s'appliquent *indifféremment* à une société esclavagiste, féodale ou capitaliste, et agit en conséquence.

Sur ce terrain, les illusions du terroriste fleurissent non par hasard, mais inévitablement. Il est inévitable qu'il s'imagine « frapper le cœur de l'Etat » en frappant la personne de ses instruments, ou frapper l'appareil productif dans la personne de ses agents ; qu'il confonde le réseau d'intérêts, de rapports, d'institutions sur lequel repose la « société civile » avec une hiérarchie ou même une « clique », pur et simple *agrégat d'individus,* qui serait par là-même exposée aux entreprises hardies d'un *autre* groupe d'individus.

Il est inévitable qu'il confonde la révolution avec une *conjuration des élus* visant à abattre une *conjuration universelle des méchants,* sans voir que dans la trame serrée de la structure économique et de la superstructure sociale et politique le personnel dit exécutif n'est qu'un ensemble de *pièces de rechange,* remplaçables et de fait constamment remplacées, au service d'une machine *impersonnelle, historiquement déterminée.*

Il est inévitable qu'il isole la *partie* — le « centre de pouvoir », tel gouvernement, tel parti, etc. — du *tout,* et s'imagine « désarticuler » le tout en désarticulant une partie (même pour cela, la bombe classique ou l'enlèvement, plus moderne, ne suffisent d'ailleurs pas...) ; ou qu'il

cherche partout la main des « multinationales » dont il découvre aujourd'hui (!) la naissance inexplicable (!) dans un monde qui, sans elles, lui semblerait encore vivable.

Il est inévitable qu'il mesure le degré révolutionnaire ou contre-révolutionnaire des situations au thermomètre de *son propre* enthousiasme : qu'importe le jeu complexe des rapports de forces si c'est *la volonté pure* qui les crée et les dirige ? La surévaluation des situations historiques par le terroriste extra- et antimarxiste ne résulte nullement d'une « erreur d'analyse » : elle est au contraire *systématique*, elle fait partie de sa nature et de sa « raison d'être ».

Or cette soumission à la spontanéité ne se traduit pas seulement par la tentative impuissante d'égratigner la cuirasse du « système ». Le terrorisme individualiste n'est pas seulement incapable de « désorganiser » l'adversaire, même s'il peut lui créer d'indéniables difficultés ; il est tout aussi incapable d'organiser les forces sociales dont il s'érige en représentant et en défenseur ; pire, il contribue généralement à les désorganiser.

Ainsi les populistes propageaient le mythe du *peuple* et surtout du paysan russe qui serait « révolutionnaire par instinct » ; qui aurait conservé intactes les institutions communautaires anticipant la société socialiste future, et qui serait prêt à reprendre sa voie lumineuse *pourvu qu'*on fasse sauter la chape de plomb d'une superstructure purement politique et policière, l'autocratie tsariste. Tkatchev, par exemple, est

> « convaincu qu'« suffirait de faire éclater en même temps dans plusieurs localités les sentiments accumulés de rancœur et d'amertume qui grondent toujours au sein de notre peuple » pour que « l'union des forces révolutionnaires se fasse d'*elle-même* et que la lutte... se résolve par le triomphe de la cause du peuple. La nécessité pratique, l'instinct de conservation » créeront par eux-mêmes « une alliance indestructible entre les communes en révolte ».

Engels lui répond :

> « On ne saurait imaginer de révolution plus commode, plus agréable. Il suffit de frapper en même temps en trois ou quatre lieux différents, et le « révolutionnaire par instinct », la « nécessité pratique », « l'instinct de conservation » se chargeront de faire le reste. Et pourquoi donc, puisque c'est un jeu d'enfant, la révolution n'est-elle pas déjà faite depuis longtemps, pourquoi n'a-t-elle pas déjà libéré le peuple et transformé la Russie en pays modèle du socialisme ? C'est tout à fait inexplicable » (23).

---

(23) Engels, *Soziales aus Russland* (1875), traduction française dans Marx-Engels, *La Russie*, Paris, U.G.E., 1974, p. 251. Même dans le langage, Tkatchev annonce nos terroristes actuels : « *terroriser le gouvernement et le désorganiser* [...] *toute la question, pour nous révolutionnaires matérialistes* [*sic !*] *se réduit* [rien moins qu'à !] *à s'emparer d'un pouvoir dont la force est actuellement tournée contre nous* », etc.

A quelques légères modifications de vocabulaire près, c'est le même mythe qu'exprime l'idéologie des terroristes actuels qui, même lorsqu'ils parlent de « prolétariat », le confondent systématiquement avec le *peuple* : il suffit de frapper, le prolétariat est là, tout prêt, il s'insurgera de lui-même ; il suffit de s'insurger, le socialisme est là, tout prêt, il naîtra de lui-même.

Parler ainsi, c'est ignorer *toute* l'histoire de la classe ouvrière qui, à l'échelle historique, est faite d'une succession d'avancées et de défaites ; c'est ignorer le poids de ces vicissitudes, le frein que constituent les inerties héritées du passé, et le passage à l'ennemi de groupes entiers de dirigeants ; c'est ignorer l'influence de l'idéologie bourgeoise, répandue avec insistance du haut de toutes les chaires, et les effets dissolvants de la « concurrence entre salariés » ; c'est ignorer la difficulté à accomplir le saut — car il s'agit d'un véritable saut — de la lutte purement économique à la lutte politique, et l'impossibilité (malgré tous les volontarismes) de construire des îlots de « pouvoir alternatif » au sein de la société bourgeoise. Pour couronner le tout, c'est ignorer que le Parti mondial de classe a été *détruit* par ce stalinisme que d'aucuns ont admiré si longtemps et admirent peut-être encore aujourd'hui. C'est ignorer que ce Parti ne se crée pas *dans* la lutte et ne naît pas *spontanément ;* qu'il n'attend pas son programme — le programme de l'émancipation prolétarienne — des réflexions d'une « fraction armée » ; qu'il ne peut jouer son rôle d'organe dirigeant de la révolution que dans la mesure où il l'a *précédée, et* dans le programme (qui n'est pas à inventer aujourd'hui, car il est formulé depuis un siècle et demi) *et* dans l'organisation pratique ; et qu'il *doit* jouer ce rôle pour que la révolution, si elle éclate, ne succombe pas une fois de plus.

Que faut-il donc faire, ici et maintenant, au sein d'une classe ouvrière qui *commence à peine* à secouer le poids de l'opportunisme qui la soumet à la bourgeoisie, qui commence à peine à se défendre sur le terrain économique immédiat, et qui ne se pose pas encore le problème de son autodéfense physique ? Que faire au sein d'une classe ouvrière qui cherche péniblement à retrouver les méthodes et les instruments les plus élémentaires de la lutte de classe, et à se redonner ces organes de résistance syndicale qu'un long cycle de contre-révolution a détruits ou profondément déformés ? Que faire pour combattre et liquider peu à peu non seulement l'influence de l'opportunisme déclaré, mais celle de ses mille variantes « de gauche » ? Quel rapport peut-il y avoir entre les luttes immédiates que la classe ouvrière doit mener aujourd'hui sur un terrain *encore difficile et défavorable,* et une « organisation armée » qui ne peut exister que dans une phase de très haute tension sociale, et seulement en tant que « bras armé » du parti *politique* ? Peut-on établir à travers les luttes une solidarité réelle entre travailleurs, chômeurs, laissés pour compte, si on leur fait miroiter la perspective irréaliste d'une révolution *imminente* ? Quel jugement faut-il porter sur les « socialismes » russe, chinois, cubain, yougoslave, vietnamien ou albanais, et sur les déguisements « socialistes » des mouvements révolutionnaires nationaux-démocratiques, dont l'idéologie se

combine dans le romantisme terroriste actuel avec l'héritage anarchiste et blanquiste ? Le *parti de classe* n'est-il pas indispensable non seulement pour la prise du pouvoir, mais aussi pour diriger et exercer la dictature prolétarienne ? Ne faut-il pas reconstituer ce parti sur la trace d'une tradition ininterrompue, qu'il doit redonner à la classe ouvrière entière et inaltérée, débarrassée de toutes les déformations et aberrations accumulées par la droite comme par la « gauche » ? Et qu'est donc au fond le communisme, que tant de gens ramènent à une mauvaise copie du capitalisme ?

Toutes ces questions et bien d'autres encore restent ouvertes dans ce qui s'intitule « avant-garde révolutionnaire ». Or si on veut pouvoir parler de révolution en marche, il faut leur donner une réponse claire et nette. Cela, nos terroristes actuels ne savent pas plus le faire que leurs aînés. Tout ce qu'ils savent dire, c'est qu'il faut frapper l'Etat au cœur (ou ce qu'ils croient être le cœur), en ignorant purement et simplement les énormes tâches, humbles parfois et pas toujours enivrantes, *mais essentielles*, de la préparation révolutionnaire.

Or, ignorer ces problèmes et ces tâches, ou s'en remettre au choc de la terreur gratuite pour les résoudre, c'est non seulement esquiver le travail difficile et indispensable de préparation des conditions subjectives de la révolution, c'est en fait *idéaliser* l'état de désorganisation et de désorientation programmatique et tactique dans lequel la classe ouvrière se trouve aujourd'hui. Cela ne revient pas seulement, comme Plekhanov le disait en 1884, à détourner *« notre attention de l'essentiel : de l'organisation de la classe ouvrière pour la lutte contre ses ennemis présents et à venir »* (24) ; cela signifie nier la nécessité même de cette organisation, c'est-à-dire ajouter à la désorganisation réalisée par l'opportunisme réformiste *sa propre* désorganisation et *son propre* amorphisme, que le bruit de la phrase révolutionnaire et des rafales de mitraillette ne suffit pas à cacher.

Comme l'écrit très justement Trotsky :

> « dans toute société de classe, il y a assez de contradictions pour que, dans les fissures, on puisse bâtir un complot [... *Mais*] la conspiration, même en cas de victoire, ne peut donner que le remplacement au pouvoir de différentes cliques de la même classe dirigeante, ou bien, moins encore : des substitutions d'hommes d'Etat. La victoire d'un régime social sur un autre n'a été apportée dans l'histoire que par une insurrection de masse. [*Or*] les masses, à plusieurs reprises, attaquent et reculent avant de se décider à donner le dernier assaut » (25).

Si on pense que Trotsky disait cela d'une période déjà pré-révolutionnaire, on voit le dur et long travail de préparation devant lequel nous nous trouvons aujourd'hui. C'est ce difficile travail qu'il faut

---

(24) Plekhanov, *Nos controverses* (1884), *Œuvres philosophiques*, Moscou, tome 1, p. 162.

(25) Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Paris, 1950, p. 907.

entreprendre, c'est à lui qu'il faut consacrer le meilleur de ses forces ; l'issue révolutionnaire sera le fruit d'une *conquête longue et acharnée*, et non le résultat d'un simple coup d'épaule porté à l'édifice du capitalisme, encore solide, hélas, sur ses fondations minées.

Le terrorisme individualiste refuse de s'engager dans cette voie. C'est *dans ce refus* que réside sa « folie » — et non dans la revendication de la nécessité historique de la violence, comme l'affirment nos braves démocrates toujours prêts d'ailleurs à l'utiliser sans retenue pour défendre les institutions bourgeoises ; c'est *ce refus* qui le condamne.

De quoi les masses ont-elles besoin ?

Il n'y a pas de contradiction entre l'idéalisme individualiste qui caractérise la doctrine et la pratique du terrorisme romantique, ancien ou moderne, et le fait qu'à un certain point de sa trajectoire il essaie de sortir du cercle vicieux de son isolement *réel*, et *s'imagine* pouvoir « se projeter dans le mouvement des masses » comme dit par exemple un « résolution » des Brigades Rouges de février 1978. Cette tentative confirme au contraire sa nature, car ou bien il prétend *susciter* le mouvement des masses pour ensuite « s'y insérer », ou bien il s'autodéfinit comme la « pointe de l'iceberg » d'une révolution en marche ; dans un cas comme dans l'autre, il ne fait que porter son *volontarisme* congénital sur un autre plan pour mieux le combiner au spontanéisme : il rêve d'organiser *dès à présent* le « pouvoir ouvrier dans les usines, les quartiers, les prisons » et de mettre à sa disposition le bras armé d'une organisation militaire.

L'histoire se répète. En été 1902, Lénine a dû combattre les socialistes-révolutionnaires qui

> « se donnent bien du mal pour défendre le terrorisme, dont l'expérience du mouvement révolutionnaire russe a si clairement démontré qu'il ne mène à rien : ils déclarent ne l'admettre qu'associé au travail dans les masses, et que par conséquent les arguments à l'aide desquels les social-démocrates russes ont réfuté (et réfuté pour longtemps) le bien-fondé de cette méthode de combat ne les concernent pas » (26).

Tout en exaltant les épisodes de « duel » armé avec les autorités, les s-r proclamaient : « *Nous appelons au terrorisme non pas en remplacement du travail dans les masses, mais précisément au nom de ce travail et parallèlement à lui* ». La réponse de Lénine est d'autant plus instructive qu'elle s'appuie sur une situation radicalement différente de celle d'aujourd'hui. A l'époque, les masses étaient effectivement en train de se soulever. Le grave problème qui se posait à la révolution était de combler le vide creusé entre un mouvement de masse en

(26) Lénine, *L'aventurisme révolutionnaire, Œuvres*, tome 6, p. 191.

montée vigoureuse et la fragilité d'une organisation incapable, ne disons pas de le diriger, mais de répondre à ses besoins *les plus élémentaires* d'orientation, d'organisation et de préparation politique au sens large. Or « l'incompréhension du rôle de l'organisation et de l'éducation des ouvriers » a toujours été, pour Lénine et pour le marxisme, un des traits caractéristiques de l'anarchisme. Les économistes, enfermés dans une vision *immédiatiste* du mouvement, réduisaient les tâches révolutionnaires au « travail minutieux » d'intervention dans les luttes économiques ; les « économistes à l'envers », les terroristes, affligés d'une maladie analogue, les réduisaient aux « grandioses » actions d'éclat. Les uns et les autres ignoraient les besoins urgents, à la fois « minutieux » et « grandioses », de ce mouvement auquel ils prétendaient se dévouer ; les uns et les autres *détruisaient* les conditions subjectives du renforcement de l'organe sans lequel le mouvement est condamné à tourner en rond, le parti de classe.

Aujourd'hui, nous subissons les effets *à long terme* de la contre-révolution social-démocrate et stalinienne, qui rendent si difficile la renaissance d'un authentique « mouvement de masse » et qui surtout pèsent d'un poids terrible sur la reconstitution des bases programmatiques, tactiques et organisationnelles du Parti révolutionnaire de classe ; c'est pourquoi ces paroles de Lénine, écrites dans une période de tension sociale énorme, alors que se tissait la trame du futur Parti d'Octobre, prennent une résonnance encore plus forte :

> « Cette erreur [*des socialistes-révolutionnaires*] réside, comme nous l'avons déjà maintes fois démontré, dans *l'incompréhension* du défaut essentiel de notre mouvement [...]. En un temps où les révolutionnaires *manquent* de forces et de moyens pour diriger une masse déjà en mouvement, appeler à une action terroriste telle que l'organisation, par des individus isolés ou des petits groupes qui ne se connaissent pas, d'attentats contre les ministres, c'est *par là-même* non seulement négliger le travail dans les masses, mais y semer directement la désorganisation. »

Et, habitué à ramener même les questions théoriques les plus ardues sur le terrain anti-démagogique et anti-rhétorique du travail de parti, Lénine explique :

> « Celui qui mène effectivement son travail révolutionnaire en liaison avec la lutte de classe du prolétariat, celui-là sait, voit et sent parfaitement quelle masse de besoins immédiats et directs du prolétariat (et des couches du peuple capables de le soutenir) restent insatisfaits. Il sait qu'en de très nombreux endroits, dans d'immenses régions, la masse ouvrière brûle littéralement d'engager la lutte, mais que ces élans sont rendus vains par le défaut de publications et de dirigeants, par l'indigence en forces et en moyens des organisations révolutionnaires. Et nous nous trouvons — nous voyons que nous nous trouvons — dans ce même maudit cercle vicieux qui, comme une fatalité, a pesé si longtemps sur la révolution russe. D'une part, l'élan révolutionnaire d'une foule insuffisamment éclairée et inorganisée ne débouche pas. D'autre part, les coups de feu des « individus insaisissables » qui perdent foi dans la possibilité de

marcher dans le rang, de travailler la main dans la main avec la masse restent vains » (27).

C'est pour cela (nous l'avons déjà rappelé plus haut) que Lénine oppose à la « *répétition « facile » de ce qui est déjà condamné par le passé* », c'est-à-dire aux seules « *formes passées du mouvement* », « *ce qui a l'avenir pour lui* », les « *formes futures du mouvement* ». C'est pour cela que, en déclarant « *une guerre résolue et sans merci aux socialistes-révolutionnaires* », il écrit entre autres :

> « Ni protestations oratoires ni adjurations ne peuvent infirmer ce fait indubitable que le terrorisme actuel, comme le pratiquent et le prônent les socialistes-révolutionnaires, *n'a aucun lien* avec le travail dans les masses, pour les masses et avec les masses, que l'organisation par le parti d'actes terroristes détourne [*non dans l'absolu ni par principe, comme Lénine le répète inlassablement, mais dans des circonstances de ce type - NdR*] nos forces organisatrices déjà trop peu nombreuses de leur tâche très difficile et qui est loin d'être accomplie, d'organisation d'un parti *ouvrier* révolutionnaire, *qu'en fait* le terrorisme des socialistes-révolutionnaires n'est rien d'autre qu'un *combat singulier* entièrement condamné par l'expérience historique [ne serait-ce que parce qu'il sème des illusions et que] ces illusions nuisibles ne peuvent conduire qu'à une rapide déception et à un affaiblissement du travail pour la préparation de l'offensive des masses contre l'autocratie » (28)

ou, aujourd'hui, contre l'Etat bourgeois démocratique.

Le « parti combattant »

Les terroristes actuels croient peut-être avoir rallié la position de Lénine parce qu'ils utilisent une de ses formules, celle du « parti combattant ». S'agit-il vraiment de leur part de la reconnaissance de la nécessité fondamentale du *parti*, et faut-il voir là l'indice d'un changement qualitatif dans la théorie et le programme du terrorisme individualiste ? Il n'en est évidemment rien, et c'est tout à fait hors de propos que ces gens utilisent l'expression de Lénine.

Dans la conception marxiste (non pas « revue et corrigée » par Lénine comme le disent certains, mais simplement développée dans toutes ses conséquences explicites et implicites), le parti de classe, le parti *politique*, porte dès sa naissance inscrit dans son programme immuable que sa *raison d'être* en tant qu' « *organisation politique du prolétariat en classe* » est la *préparation* du bond qualitatif vers « *l'organisation en classe dominante* », en d'autres termes la préparation de la prise révolutionnaire du pouvoir. Celle-ci implique l'insurrection armée et la dictature exercée sur les classes vaincues par le pouvoir

(27) *Ibid.*, pp. 194-198.

(28) Lénine, *Pourquoi la social-démocratie doit-elle déclarer une guerre résolue et sans merci aux socialistes-révolutionnaires ?*, *Œuvres*, tome 6, p. 176.

victorieux et dirigé par le parti, tant pour briser les résistances internes et externes de la bourgeoisie que pour faire passer sur le plan de la guerre révolutionnaire, lorsque les conditions objectives le permettront, la lutte par définition internationale contre le capitalisme. Le parti sait cependant qu'on ne peut atteindre ce but et réaliser cette préparation qu'*à condition* non seulement d'avoir accompli dans *toute* la période qui précède la situation révolutionnaire l'*ensemble* complexe des activités de propagande, de prosélytisme, d'agitation, d'organisation, d'intervention dans les luttes ouvrières, etc., qui caractérise le parti, mais aussi à condition de *continuer* à les assumer *toutes* (dans des proportions différentes) *pendant* la situation révolutionnaire. Ce n'est qu'ainsi, en effet, qu'il pourra répondre aux besoins d'organisation et de préparation politique du prolétariat en fonction desquels il est apparu et qui le définissent comme *parti de classe.*

« *A l'époque de la guerre civile,* écrit Lénine dans l'article sur *La guerre de partisans* déjà cité, *l'idéal du parti du prolétariat est le parti combattant* ». Justement, *à l'époque de la guerre civile !* Pas n'importe quand, pas dans n'importe quelle situation que les élucubrations ou la volonté de certains *décrètent* situation de guerre civile ! Le parti ne devient « parti combattant » que lorsque « *le mouvement de masse est déjà arrivé pratiquement à l'insurrection, et que des intervalles plus ou moins longs apparaissent entre les « grandes batailles » de l'insurrection* » ; lorsque, pour éviter que le mouvement ne s'effiloche dans la désagrégation et la démoralisation implicitement contenues dans sa *spontanéité* généreuse mais dépourvue d'orientation, le parti doit se montrer capable de *le diriger.* Si le parti devient alors « parti combattant », c'est parce qu'il s'est préparé *depuis longtemps* à la nécessité de se donner son « *bras armé* », tâche qui n'est pas adaptée à n'importe quelle situation ni réalisable n'importe quand. Mais en aucun cas le parti ne peut être *confondu* avec ce bras armé, ni se *réduire* à lui.

S'il est « parti combattant », c'est parce qu'il a appris de longue date à combattre, et qu'il est prêt à utiliser les moyens propres à une « époque de guerre civile », les moyens et les méthodes militaires, et à diriger le prolétariat aussi sur ce terrain. Mais ces moyens-là, il ne les considère « *jamais comme les seuls ni comme les principaux moyens de lutte* », au contraire, il les « *subordonne aux autres, les adapte aux principaux moyens de lutte et les anoblit grâce à l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme* » (29).

Il utilise donc ces moyens en les encadrant dans un plan stratégique et tactique qui ne permet *jamais* de transformer le *parti politique* en un réseau plus ou moins serré de « brigades », ni en une quelconque « armée ». Ce plan impose par contre au parti politique de construire dans cette phase son propre *appareil militaire,* rigoureusement *soumis* aux objectifs, au programme, au réseau organisatif, aux décisions tacti-

(29) Lénine, *La guerre de partisans, Œuvres,* tome 11, p. 226.

ques du parti. Il lui impose de préparer à l'avance les conditions subjectives de la constitution de cet appareil, et de ne pas se laisser arrêter, le moment venu, par les manifestations inévitables de « *désorganisation* » qu'entraîne le passage à toute action de guerre et à « *toute nouvelle forme de lutte accompagnée de nouveaux dangers et de nouveaux sacrifices* ». Ces troubles inévitables seront d'ailleurs d'autant moins graves que les militants du parti seront mieux préparés à y faire face et que le parti dans son ensemble aura conquis la sympathie et l'appui de couches toujours plus larges de la classe au cours d'un travail mené avec *ténacité et continuité* sur un terrain et avec des moyens qui ne sont et ne peuvent encore être *militaires*.

Ce parti, dont le « bras armé » n'est qu'un instrument et un instrument *secondaire*, technique et rigoureusement *subordonné*, ne s'amuse pas à « choisir la clandestinité » (comme on dit dans la phraséologie typiquement volontariste du terrorisme romantique) même s'il prévoit qu'il sera *contraint* à un certain moment de son parcours à une existence souterraine. Il ne donne d'ailleurs pas dans l'erreur idéaliste qui présente la clandestinité comme mécaniquement synonyme de lutte armée ou d'action militaire, même s'il prévoit que dans la phase cruciale de l'insurrection, l'action clandestine deviendra un — mais *un* seulement — de ses principaux modes d'action. Bien au contraire, il ne cessera alors de développer par des moyens illégaux *toutes* les activités qui caractérisaient sa vie auparavant « légale », de même qu'il doit s'appliquer dans les temps « normaux » à tisser un réseau clandestin plus ou moins rigide, non pas comme *alternative* au réseau ouvert et déclaré du parti, mais comme son *complément* nécessaire, son *système de défense* indispensable.

Bref, le parti ne s'imagine pas que sa tâche permanente, qui consiste *à organiser* et *à orienter* les masses pour pouvoir les *diriger*, et qu'il devra encore assumer *bien après* la fin de la guerre civile et la conquête du pouvoir, puisse se réduire à ce qui n'est qu'*une* de ses phases ; une phase particulièrement délicate certes, mais par conséquent aussi une de celles qui ont le plus besoin d'être *politiquement contrôlées, et aussi une des plus limitées dans le temps*.

Que peut-il y avoir de commun entre un organisme qui agit selon ces critères et le « parti combattant » dont se réclament les terroristes de type blanquiste ? Ces derniers érigent en parti ce qui pour le marxisme n'est qu'*un des instruments* du parti, un instrument dont il exige avant tout une discipline et une obéissance politique autant qu'organisative, parce que c'est seulement à cette condition qu'il pourra lui confier, à l'heure H, une fonction de commandement momentané dans un secteur spécifique (30).

Pour le marxisme, l'organe-parti ne naît pas « du mouvement »

(30) Ainsi, le « Comité militaire révolutionnaire » d'Octobre fut un magnifique *instrument* technico-politique du Parti bolchévik, dont il recevait les *ordres* et devant lequel il était responsable. Personne, et Trotsky moins que quiconque, n'aurait jamais eu l'idée de l'élever au rang de *parti !*

comme le prétendent tous les spontanéistes, et il peut encore moins naître d'un mouvement réduit à l'expression de commandos militaires à l'échelle homéopathique, comme le voudraient les brigadistes actuels. Il ne fabrique pas son programme au jour le jour, en ramassant toutes les théories soi-disant nouvelles ; il ne fait pas dépendre son organisation des attentes, réelles ou imaginaires, du moment ; il ne subordonne pas son plan tactique aux sollicitations immédiates de la conjoncture. Sa capacité de diriger le mouvement réel — qu'il ne *crée* pas, dont il ne peut *décider* quand il naîtra, ni sous quelles formes toujours variées se manifesteront ses exigences multiples — dépend de sa capacité à le *précéder*. Elle dépend de sa capacité à prévoir aussi bien le débouché final que le chemin qui y conduit, les phases qu'il faudra parcourir sur cette longue route, les moyens qu'il faudra employer tour à tour, et dont aucun n'exclut les autres, même lorsqu'il passe au premier plan.

Cette capacité découle par conséquent de la possession d'une théorie et d'un programme qui éclairent les voies de la révolution dans la mesure où ils incarnent des intérêts et des finalités qui ne correspondent pas à une phase *isolée* du mouvement mais qui *dépassent* les objectifs qui peuvent sembler essentiels aux membres de la classe pris individuellement, et même à la classe dans son ensemble, à tel instant *particulier* de son histoire. Bref, le parti doit être le *point de départ* pour pouvoir être le levier décisif du processus d'émancipation de la classe ouvrière. L'appareil militaire, par contre, organe vital de l'insurrection mais ni suffisant ni autonome, ne peut être qu'*un* des points d'arrivée de l'échelle ascendante de la révolution, *jamais* son point de départ.

C'est pour cela que Lénine montre dans *Que Faire ?* que les phénomènes apparemment opposés de l'économisme et du terrorisme sont les deux faces d'une même médaille qui a nom : *soumission à la spontanéité.* C'est pour cela qu'il écrit :

> « Ce serait une très grave erreur si, en bâtissant l'organisation du Parti, on ne comptait que sur des explosions et des combats de rue, ou sur « la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne ». Nous devons *toujours* faire notre travail quotidien et toujours être prêts à tout [...]. L'on ne saurait se représenter la révolution elle-même sous la forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profonde. C'est pourquoi l'activité essentielle de notre Parti, le foyer de son activité doit être un travail qui est possible et nécessaire aussi bien dans les périodes des plus violentes explosions que dans celles de pleine accalmie, c'est-à-dire un travail d'agitation politique unifiée pour toute la Russie, qui mettrait en lumière tous les aspects de la vie et s'adresserait aux masses les plus profondes » (31).

C'est pour cela que Lénine indique comme instrument vital du

(31) Lénine, *Que Faire ? Œuvres,* tome 5, pp. 528-529.

Parti non pas... le pistolet ou la bombe, mais cet instrument *d'éducation et d'organisation politique* qu'est le journal, véhicule des principes, du programme et du plan tactique, auxquels *chaque* moyen de lutte particulier est et doit rester *subordonné*. C'est autour de cet instrument que se constituera le réseau organisatif qui, précisément,

> « sera prêt *à tout*, aussi bien à sauver l'honneur, le prestige et la continuité dans le travail du Parti au moment de la pire « oppression » des révolutionnaires, qu'à préparer, fixer le départ et réaliser l'insurrection armée du peuple » (32).

C'est pour cela que « *la tâche de créer* [dans les périodes de haute tension sociale] *des organisations qui aient la plus grande capacité de diriger les masses aussi bien dans les grandes batailles que, dans la mesure du possible, dans les petites rencontres* », et, lorsque « *la lutte de classe s'exaspère en guerre civile, tant de participer à cette guerre civile que d'y assumer un rôle dirigeant* », cette tâche Lénine ne la confie pas à une organisation, *quelle qu'elle soit*, née comme expression *immédiate* de la lutte ou de la volonté de lutte, armée ou non. Il confie cette tâche au *parti révolutionnaire de classe* (33), incarnation non pas métaphysique mais *physique* de la théorie, du programme et des traditions de lutte d'un siècle de mouvement ouvrier.

C'est seulement sur ce plan qu'on a le droit et *le devoir* de se battre pour le « parti combattant ». Ceux qui ne se placent pas sur ce terrain se battent seulement pour les phantasmes nés de leur propre volontarisme, et par là-même désorientent et désorganisent ce « mouvement de masse » qu'ils glorifient par ailleurs.

A la lumière d'Octobre

Les bolchéviks ont été rigoureusement fidèles à cette vision *globale*, ni étroite ni immédiate, du rôle du parti dans la révolution prolétarienne et dans sa préparation. C'est cela qui leur a permis en Octobre 17, non seulement de donner le signal de l'insurrection, ce qui aurait été insuffisant, mais de *la diriger* et de *la mener à la victoire.*

De février à octobre, le Parti a parcouru *toutes* les phases de son développement, accompli *toutes* ses tâches, poussé sa propagande, son agitation, ses efforts pour organiser le prolétariat dans *toutes* les directions. Loin de se complaire dans sa position minoritaire, il a cherché à la *surmonter* en travaillant dans les rangs de la classe, aussi bien « sous terre » qu'en plein jour, dans les manifestations de rue comme dans les batailles économiques, dans les attaques audacieuses des moments d'offensive comme dans les combats prudents des jours de

---

(32) *Ibid.*

(33) Voir *La guerre de partisans, op. cit.*

repli ou de défense ; il a travaillé en prêtant une attention extrême non à ses propres désirs ou impatiences mais aux aspirations *réelles* et aux besoins *profonds* des masses, s'appliquant toujours à *devancer* le mouvement, quitte à rejeter de ses propres rangs les « suivistes » enclins à rester à sa remorque. C'est cette activité qui caractérise le « parti combattant », et non sa parodie à la sauce de la guerilla urbaine. C'est cette activité de Parti qui a produit ce « chef d'œuvre de l'art militaire » que fut l'insurrection d'Octobre. C'est grâce à elle qu'Octobre fut simultanément l'enterrement du terrorisme *individualiste* et la plus sublime exaltation de la violence et de la terreur *de classe.*

Dans toute cette étude nous nous sommes efforcés de remettre en place les enchaînements dialectiques qui seuls permettent de réaffirmer, contre les bêlements de la démocratie et de ses prêtres « ouvriers », la substance révolutionnaire du marxisme, sans pour autant atténuer la critique plus que centenaire du terrorisme romantique. Nous ne pouvons mieux conclure qu'en citant les pages où Trotsky, en plein accord avec le Lénine des lettres au Comité central à la veille et à l'avant-veille d'Octobre, remet la *conspiration* à sa juste place, la restitue au prolétariat comme une de ses armes indispensables.

Après avoir souligné la différence énorme qu'il y a entre « *l'entreprise concertée d'une minorité* » et « *l'insurrection, s'élevant au-dessus de la révolution comme une cime dans la montagneuse chaîne des événements* » et qui, pas plus que la révolution dans son ensemble, « *ne peut être provoquée arbitrairement* », Trotsky écrit :

> « Ce qui vient d'être dit ne signifie pourtant pas du tout que l'insurrection populaire et la conspiration s'excluent l'une l'autre en toutes circonstances. *Un élément de conspiration, dans telle ou telle mesure, entre presque toujours dans l'insurrection.* Etape historiquement conditionnée de la révolution, l'insurrection des masses n'est jamais purement élémentaire. Même ayant éclaté à l'improviste pour la majorité de ses participants, elle est fécondée par les idées dans lesquelles les insurgés voient une issue aux peines de l'existence. Mais une insurrection des masses peut être prévue et préparée. Elle peut être organisée d'avance. Dans ce cas, le complot est subordonné à l'insurrection, il la sert, facilite sa marche, accélère sa victoire. Plus élevé est le niveau politique d'un mouvement révolutionnaire, plus sérieuse est sa direction, plus grande est la place occupée par la conspiration dans l'insurrection populaire [...].
>
> « Renverser l'ancien pouvoir, c'est une chose. Prendre le pouvoir en main, c'en est une autre. La bourgeoisie, dans une révolution, peut s'emparer du pouvoir non point parce qu'elle est révolutionnaire, mais parce qu'elle est la bourgeoisie : elle a en main la propriété, l'instruction, la presse, un réseau de points d'appui, une hiérarchie d'institutions. Il en est autrement pour le prolétariat : dépourvu de privilèges sociaux qui existeraient en dehors de lui-même, le prolétariat insurgé ne peut compter que sur son nombre, sur sa cohésion, sur ses cadres, sur son état-major.
>
> « De même qu'un forgeron ne peut saisir de sa main nue un fer chauffé à blanc, le prolétariat ne peut, les mains nues, s'emparer du pouvoir : il lui faut une organisation appropriée à cette tâche. Dans *la combinaison de l'insurrection de masses avec la conspiration,* dans *la*

subordination du complot à l'insurrection, dans *l'organisation de l'insurrection à travers la conspiration,* réside le domaine compliqué et lourd de responsabilités de la politique révolutionnaire que Marx et Engels appelaient « l'art de l'insurrection ». Cela suppose *une juste direction générale des masses, une souplesse d'orientation devant des circonstances changeantes, un plan médité d'offensive, de la prudence dans la préparation technique et de la hardiesse à porter le coup* [...].

« [La social-démocratie] ne nie pas la révolution en général, en tant que catastrophe sociale, de même qu'elle ne nie pas les tremblements de terre, les éruptions de volcans, les éclipses de soleil et les épidémies de peste. Ce qu'elle nie, comme du « blanquisme » ou, pis encore, du bolchévisme, c'est *la préparation consciente de l'insurrection, le plan, la conspiration.* [...]

« D'après ses observations et ses méditations sur les échecs de nombreux soulèvements auxquels il prit part ou dont il fut témoin, Auguste Blanqui déduisit un certain nombre de règles tactiques à défaut desquelles la victoire de l'insurrection est rendue extrêmement difficile, sinon impossible. Blanqui réclamait la création en temps opportun de détachements révolutionnaires réguliers, leur direction centralisée, un bon approvisionnement en munitions, une répartition bien calculée des barricades. [...] Toutes ces règles, procédant des problèmes militaires de l'insurrection, doivent, bien entendu, être inévitablement modifiées en même temps que les conditions sociales et la technique militaire ; mais, en elles-mêmes, elles ne sont nullement du « blanquisme » dans le sens où l'on entend à peu près chez les Allemands le « putchisme » ou « l'aventurisme » révolutionnaire.

« L'insurrection est un art et, comme tout art, elle a ses lois. Les règles de Blanqui étaient les exigences d'un réalisme de guerre révolutionnaire. *L'erreur de Blanqui consistait non point en son théorème direct, mais dans sa réciproque.* Du fait que l'incapacité tactique condamnait l'insurrection à l'échec, Blanqui déduisait que l'observation des règles de la tactique insurrectionnelle était capable, par elle-même, d'assurer la victoire. *C'est seulement à partir de là qu'il est légitime d'opposer le blanquisme au marxisme. La conspiration ne remplace pas l'insurrection.* La minorité active du prolétariat, si bien organisée soit-elle, ne peut s'emparer du pouvoir indépendamment de la situation générale du pays : en cela, le blanquisme est condamné par l'histoire. Mais seulement en cela. *Le théorème direct conserve toute sa force. Pour la conquête du pouvoir, le prolétariat n'a pas assez d'une insurrection des forces élémentaires. Il lui faut une organisation correspondante, il lui faut un plan, il lui faut la conspiration* » (34).

C'est pour *toutes* ces raisons, qui forment un bloc inséparable, qu'il a besoin du *parti révolutionnaire de classe,* solidement enraciné dans les Soviets, dans les syndicats, les conseils d'usine, etc., et fort de son appareil militaire, *mais sans être subordonné à aucun de ces*

(34) Cette citation et la suivante (soulignées par nous) sont tirées du chapitre de *L'Histoire de la Révolution russe* intitulé *L'art de l'insurrection, op. cit.,* pp. 908-914. Il est clair qu'avec la prise du pouvoir s'ouvre un nouveau chapitre, celui de la *terreur rouge* au cours de la guerre civile et de la dictature. Cet aspect sort du cadre de notre article. Rappelons que Trotsky l'a traité dans *Terrorisme et Communisme* de façon exhaustive et avec une formidable force dialectique.

organes. Et Trotsky poursuit en ces termes, qui rejoignent les positions caractéristiques de notre courant :

> « Grâce à une combinaison favorable des conditions historiques, tant intérieures qu'internationales, le prolétariat russe trouva à sa tête un parti exceptionnellement doué de clarté politique et d'une trempe révolutionnaire sans exemple : *c'est cela seulement qui permit à une classe jeune et peu nombreuse d'accomplir une tâche historique d'une envergure inouïe.* En général, comme en témoigne l'histoire — celle de la Commune de Paris, des révolutions allemande et autrichienne de 1918, des soviets de Hongrie et de Bavière, de la révolution italienne de 1919, de la crise allemande de 1923, de la révolution chinoise des années 1925-1927, de la révolution espagnole de 1931 — *le plus faible anneau dans la chaîne des conditions a été jusqu'à présent celui du parti :* le plus difficile pour la classe ouvrière est de créer une organisation révolutionnaire qui soit à la hauteur de ses tâches historiques. *Dans les pays les plus vieux et les plus civilisés, des forces considérables travaillent à affaiblir et à décomposer l'avant-garde révolutionnaire. Une importante partie de ce travail se voit dans la lutte de la social-démocratie contre le « blanquisme », dénomination sous laquelle on fait figurer l'essence révolutionnaire du marxisme.* »

Une tâche énorme attend les communistes : lutter contre ces forces d'origine social-démocrate et aujourd'hui surtout stalinienne, tout en empêchant la *fausse* réaction, l'idéologie qui nie la fonction centralisatrice du parti, de reprendre pied.

C'est pour cela que, tout en mettant à nu l'inconsistance du « côté négatif » du blanquisme terroriste et de *toutes* ses variantes, nous appelons les jeunes prolétaires à lutter avec la plus grande énergie contre les illusions funestes du gradualisme réformiste, contre la peste opportuniste, sans tomber dans les rêves stériles et impuissants du terrorisme individualiste. Nous les appelons à lutter afin que la *substance révolutionnaire du marxisme* apparaisse en plein jour ; afin que l'anneau de la chaîne des conditions nécessaires qui dans les pays avancés s'est montré jusqu'à présent le plus faible, le parti politique marxiste, se renforce et se manifeste avec toute sa vigueur ; afin que la révolution prolétarienne renaisse de la conjonction du parti avec l'insurrection spontanée des forces nées du volcan de la vie économique et sociale, et qu'au lieu d'être écrasée dans l'œuf une fois encore, elle l'emporte.

La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (VII)

Le début de cette étude a paru dans Programme Communiste *nos 68, 69-70, 73, 75, 76 et 77.*

Trotsky

On ne peut pas amalgamer la position soutenue par Trotsky dans *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?* (1), le seul texte qu'il ait consacré entre *Cours Nouveau* et le grand débat d'été-automne 1926 aux questions de la politique économique, avec les thèses développées par Préobrajensky ou, sur un plan moins théorique, par Piatakov.

Trotsky était sans doute préoccupé par les arguments de ceux des adversaires de la dictature bolchévique qui soutenaient que celle-ci ruinait le pays en « construisant l'économie socialiste », ou bien qu'elle finirait par aboutir « en réalité au capitalisme » ; c'est pour cela qu'il appuie sa réponse sur l'analyse du « *processus économique et de son développement pour ainsi dire logique* », en faisant abstraction de « *presque tous les autres facteurs qui non seulement influencent le développement économique, mais qui sont même capables de lui donner une direction entièrement opposée* ». Ce point de vue peut être utile lorsqu'il s'agit de « *trouver les solutions pratiques du moment* », et encore, à condition de « *tenir compte autant que possible de tous les facteurs* », objectifs aussi bien que subjectifs, « *dans leur conjoncture instantanée* ». Mais Trotsky sait cependant qu'il est insuffisant dès qu'il « *s'agit de la perspective du développement pour toute une époque* », parce qu'alors « *il faut absolument séparer les facteurs « saillants », c'est-à-dire avant tout le facteur politique* » ; par exemple, « *une guerre pourrait avoir une influence décisive sur notre développement,*

(1) Traduction française dans : N. Boukharine, L. Kamenev, E. Préobrajensky, L. Trotsky, *La question paysanne en U.R.S.S.*, Paris, Maspéro, 1973. C'est à ce livre que renvoient les numéros de page entre parenthèses sans autre indication.

et la révolution européenne victorieuse aussi. Et non seulement des événements venant de l'extérieur. Les processus économiques intérieurs produisent un réflexe politique très compliqué, qui de son côté peut devenir un facteur important » (p. 135).

Pour Préobrajensky, comme nous l'avons vu, tout se réduit à donner une caractérisation théorique de la NEP conçue comme une façon particulière de « construire le socialisme », et il considère les facteurs politiques comme secondaires ou, en tout cas, dérivés. Ces facteurs sont au contraire prédominants pour Trotsky, qui regarde par-delà les catégories économiques pour découvrir les forces de classe qui les sous-tendent ainsi que le jeu changeant de leurs rapports. S'il ne leur consacre que le dernier petit chapitre, axé au demeurant sur les questions internationales, de son ouvrage, cela est dû à la réserve que le grand révolutionnaire s'impose face à la campagne grossière lancée contre lui par le centre dirigeant au cours des deux années qui ont suivi le XII[e] congrès du PC russe.

D'ailleurs, si Trotsky martèle avec insistance la nécessité d'accélérer l'allure du développement économique, en faisant de l'industrie d'Etat son levier fondamental et décisif sur la base de la célèbre trilogie : « *la nationalisation réelle (socialisation) de la pensée technique, scientifique et de toute activité de recherche dans le domaine de la production ; une solution centralisée, selon le plan, des questions énergétiques de l'économie en général et de chaque division économique en particulier ; la standardisation (ou normalisation) de tous les autres produits et, finalement, une spécialisation conséquente des usines elles-mêmes* » (p. 126), ce n'est pas parce qu'il croit que tout cela constitue la clé de l' « édification du socialisme ». C'est simplement parce que de ce renforcement des « *forces de production qui se trouvent entre les mains de l'Etat et lui assurent tous les leviers de commande* » (p. 97) dépend la capacité de faire face aux « conséquences *sociales* du système du marché » et aux « dangers *politiques* qui lui sont inhérents », dangers que le Parti n'avait jamais considérés comme une « fatalité inévitable », mais qu'il envisageait, dans toute leur portée, comme des « *problèmes qu'il s'agit d'étudier attentivement dans chacune de leurs phases et de résoudre pratiquement* » (p. 89). Ce renforcement des forces productives devait d'ailleurs permettre de faire face à ces problèmes sans faire peser, comme le suggérait Préobrajensky, les rigueurs de l'accumulation primitive sur la paysannerie et plus précisément sur ses couches pauvres ; il permettait au contraire de fournir aux campagnes des produits industriels de moins en moins chers et de qualité croissante, de sorte que « *le renouvellement socialiste de l'agriculture* » (passons pour l'instant sur cette formulation) se ferait non pas à travers « *les coopératives considérées comme forme pure d'organisation, mais au moyen de coopératives appuyées sur l'industrialisation de l'agriculture, son électrification et son industrialisation générale* » (p. 105).

Bien qu'ils partent de prémisses différentes, voire opposées, Trotsky et Préobrajensky se rejoignent cependant sur un point qui, pour

Trotsky, est lié de façon cohérente à sa version de la théorie marxiste de la révolution en permanence. C'est l'idée qu'il coexisterait en Russie *deux systèmes économiques* qui « *s'excluent l'un l'autre* » : l'un serait socialiste *parce que* fondé sur la propriété publique des moyens de production, alors que l'autre serait capitaliste *parce que* fondé sur leur propriété privée ; et des poids respectifs de ces deux « systèmes » dans l'économie globale dépendrait le pronostic sur l'avenir du pays, sur son passage *intégral* au socialisme ou sa « *rechute* » dans le capitalisme. Dans cette vision, la lutte que se livrent les deux « systèmes » qui essayent chacun de gagner du terrain sur l'autre, et qui sont représentés par l'industrie étatique d'un côté, l'entreprise privée paysanne (et, accessoirement, industrielle) de l'autre, cesse d'être un « reflet » du conflit historique entre prolétariat et bourgeoisie ; elle s'identifie à ce conflit, elle en devient l'*expression directe*. Dans quelle direction se développe la Russie ? La réponse se trouve dans les graphiques de la production des entreprises industrielles (et aussi agricoles) de l'Etat, et dans ceux de la production des entreprises agricoles (et aussi industrielles) privées : qu'on confronte ces graphiques, et on aura le diagramme du mouvement social et politique, on saura s'il avance vers le socialisme, ou mieux *dans* le socialisme, ou au contraire dans le capitalisme.

C'est en partant de ce point de vue que Trotsky a pu s'enivrer avec les « chiffres de contrôle » publiés pour la première fois par le *Gosplan* pour l'année économique 1925-1926, chiffres qui montraient un bond formidable de l'industrie (essentiellement étatique) par rapport à l'agriculture (essentiellement à gestion privée), et y lire « *la merveilleuse musique historique du socialisme grandissant* » (p. 91). Tragique paradoxe ! Il anticipait là sur les hymnes que les planificateurs staliniens entonneront pour glorifier la progression et les taux de croissance de la production industrielle, présentés comme autant de succès et de conquêtes dans l' « édification du socialisme dans un seul pays ». C'est ainsi que, devant l'augmentation lente (+ 3 %) mais irrésistible de la part de l'industrie étatique dans l'ensemble de la production manufacturière en 1924-1925, « *tandis que la participation privée a baissé d'autant* », Trotsky s'exclame : « *C'est de ce pourcentage que dans ce petit laps de temps la prépondérance du socialisme sur le capitalisme a grandi* » (p. 101). C'est ainsi qu'il a pu saluer dans la nationalisation croissante de l'industrie et dans le lancement du premier plan quinquennal non seulement un formidable pas en avant dans la préparation des « conditions » du socialisme (comme il le dit lui-même, de façon correcte sur le plan marxiste, et comme le disait Lénine), mais un pas dans l'édification du socialisme lui-même : abstraction faite des facteurs politiques « saillants » de l'orientation interne et internationale du Parti, ces réalisations auraient été *en elles-mêmes* la preuve matérielle qu'en U.R.S.S. le « système » socialiste allait battre définitivement le « système » capitaliste. C'est ainsi que, élargissant sa vision à la terre entière, Trotsky a pu voir l'indice de la victoire finale du prolétariat soviétique dans la tendance de « *l'allure du développement économique intérieur* » en Russie à rattraper, et en perspective à dépasser, le niveau mondial du capitalisme. Il ne se contentait pas de

voir dans ce rattrapage ou ce dépassement économique un accroissement de la « *force de résistance envers la pression économique du capitalisme mondial et la pression militaire et politique de l'impérialisme* « (p. 97), ce qui est parfaitement correct ; il *l'identifiait, ce qui devient absolument incorrect,* avec le *triomphe politique international* sur l'ennemi de classe. Il est clair que cette position contient déjà en germe la théorie de l' « Etat ouvrier dégénéré » et la théorie de la bureaucratie qui est obligée *malgré tout* d'édifier le socialisme dans l'économie et dans les rapports sociaux, même si elle le trahit sur le plan politique, programmatique et doctrinal. Et on tient ici les racines de l'incompréhension de Trotsky et (dans un sens différent) de Préobrajensky envers la signification réelle du « tournant » stalinien en direction de la planification, de l'industrialisation et de la « socialisation », ainsi que les racines du jugement en partie positif qu'ils ont porté sur ce tournant contre la position toujours condamnée et combattue de l' « ennemi numéro un », Boukharine.

A partir de ce moment, Trotsky ne cessera de se battre contre le moulin à vent d'une « renaissance du capitalisme » vue sous la forme d'une prédominance de la production « privée » sur la production publique. Il ne parviendra jamais à saisir la contre-révolution stalinienne dans ses formes réelles, à savoir la liquidation politique (et physique) du bolchévisme sur la base matérielle de la grande industrie étatisée et de la planification centrale. L'Opposition de 1926-1927 ne revendiquera aucune des propositions pratiques de Préobrajensky-Piatakov, mais elle restera politiquement prisonnière de cette « équivoque » fondamentale, commune à tous ses porte-parole. Presque tous l'utiliseront pour justifier leur propre capitulation. Trotsky ne le fera pas, mais dans son refus de capituler il ne pourra que s'arrêter à mi-chemin.

Boukharine

Nous avons déjà relevé, au cours de cette longue étude, un aspect qu'il n'est pas inutile de rappeler : s'il s'était seulement agi, dans le débat qui s'est ouvert en 1923 et qui s'est prolongé jusqu'en 1927-28, de « corriger » de fausses constructions théoriques en économie politique, ou à l'inverse de discuter sur la meilleure manière de réaliser des objectifs pratiques communs de politique économique, des divergences auraient certes été inévitables au sein du parti russe, mais la rupture n'aurait pas été inévitable.

Ainsi, en critiquant en 1924-1926 l'édifice théorique de la *Nouvelle Economique* de Préobrajensky, Boukharine avait beau jeu de revendiquer le « primat de la politique sur l'économie » sous la dictature du prolétariat, et donc la nécessité de mesures concrètes de politique économique décidées au fur et à mesure par le Parti et l'Etat, compte tenu du tableau des forces agissant dans l'ensemble de la société

russe (2). De même, il avait beau jeu de réfuter (bien qu'à l'aide d'artifices polémiques souvent douteux) les trop nombreuses exagérations que son adversaire direct introduisait en matière d' « échanges non équivalents » pour réaliser l' « accumulation primitive socialiste » (3). Mais lorsque Boukharine dit en 1927 que « la tâche principale » du centre dirigeant du Parti était et avait toujours été « *de développer plus énergiquement notre industrie et d'accélérer le rythme de notre développement sans nous heurter à la ruine des paysans, sans priver l'industrie des matières premières agricoles, en conservant une proportion rationnelle entre l'agriculture et l'industrie, en rendant plus solide l'alliance des ouvriers et des paysans, en consolidant le rôle dirigeant de l'industrie prolétarienne et du prolétariat lui-même* », ou encore qu'outre la question des prix des produits industriels et agricoles, les problèmes à résoudre avaient pour nom « *problème des « ciseaux », réduction de l'écart des ciseaux, rationalisation de la production, réduction du prix de revient, organisation du réseau commercial* » (4), il est facile de voir que Trotsky n'avait rien dit d'autre dans ses thèses et son discours au XII[e] congrès en 1923, dans *Cours Nouveau* quelques mois plus tard, dans *Vers le socialisme ou vers le capitalisme ?* en 1925, dans les amendements aux thèses de Rykov en avril 1926 ; et qu'en 1927, se démarquant des formulations les plus typiques de Préobrajensky, la *Plate-forme de l'Opposition unifiée* ne disait rien d'autre (5).

Dans un tel contexte, on aurait pu discuter sur les rythmes plus ou moins rapides qui étaient souhaitables pour le développement industriel, sur les voies plus ou moins longues et détournées qu'il fallait emprunter pour conserver un « équilibre dynamique » entre l'industrie et l'agriculture ; dans le but de réaliser une accumulation et donc une reproduction élargie dans la grande industrie (que *tous* voulaient), on aurait pu discuter pour déterminer s'il fallait tabler *plutôt* sur la planification, la rationalisation et la standardisation de la production industrielle et de son appareil, ou *plutôt* sur la « fécondation réciproque » des deux grands secteurs dans un régime de liberté contrôlée des échanges (jamais Trotsky ou Boukharine n'avaient prétendu qu'il fallait

---

(2) Voir en particulier *Le problème des lois de la période de transition*, 1926, *in* Boukharine, *Le Socialisme dans un seul pays*, Paris, U.G.E., 1974, pp. 44 à 47.

(3) Voir *Une nouvelle révélation sur l'économie soviétiste*, etc. (10 décembre 1924), *in* Boukharine, Préobrajensky, Trotsky, *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, *op. cit.*, pp. 182-183. A son tour, d'ailleurs, Boukharine exagère souvent les thèses de Préobrajensky et les amalgame à celles de l'Opposition qui, à l'époque comme en 1926-27, s'en distinguent nettement.

(4) *La situation extérieure de l'U.R.S.S. en 1927*, *in Le Socialisme dans un seul pays*, *op. cit.*, pp. 217-218.

(5) D'ailleurs, dans *Le parti et le bloc de l'opposition* (20 juillet 1926) Boukharine donne au parti les mêmes objectifs que ceux pour lesquels se battait l'Opposition : « *élévation des salaires réels* », « *lutte contre les excès du régime d'économie* » qui pèsent sur l'industrie, lutte « *contre le bureaucratisme qui nous étrangle* ». En ce qui concerne les remarques de Trotsky sur le rapport de Rykov sur la situation économique de l'U.R.S.S., voir le *Bulletin Communiste*, 1927, pp. 359 à 363.

tabler *exclusivement* sur l'une ou l'autre voie). Même la proposition boukharinienne de laisser s'accumuler librement le capital agraire, dont l'économie avait besoin pour sortir de la stagnation, quitte à favoriser sur le sol nationalisé (et non à reprivatiser) la naissance d' « *une classe de grands fermiers de l'Etat employant sous son contrôle des salariés en attendant d'être elle-même expropriée lorsque le degré nécessaire de concentration du capital rural serait atteint* » (perspective que Boukharine voyait à travers une série de stades contradictoires), même cette proposition était inattaquable sur le plan théorique : c'était un « compromis à la Lénine », comme nous l'avons montré dans nos textes de Parti (6). En ce qui concerne les dangers de bureaucratisation de l'appareil d'Etat, les positions de Boukharine et de Trotsky ne s'opposaient pas mais se complétaient. Le premier lançait un cri d'alarme devant les risques de morgue et de sclérose bureaucratique, de mépris des besoins de consommation immédiats des grandes masses, créés par la position de monopole de la grande industrie et des organes de la planification étatique (7), ou devant les risques découlant de la prétention (que personne ne défendait d'ailleurs à l'époque) de « remplacer tous les petits producteurs par des bureaucrates » ; le second, comme nous l'avons déjà vu, lançait un cri d'alarme *complémentaire* en dévoilant les racines non pas psychologiques ou « traditionnelles » mais *matérielles* du phénomène de la bureaucratisation de l'Etat et du Parti, qui ne pouvait que s'aggraver en raison des tâches administratives toujours plus absorbantes submergeant l'Etat-Major bolchévik, tendu dans un effort surhumain pour « maintenir une parfaite harmonie économique » entre les intérêts divergents des classes coexistant dans une société non homogène.

Mais le fait est que tous ces problèmes, ainsi que les solutions correspondantes, étaient insérés par les uns et par les autres dans des systèmes théoriques *généraux,* et il ne pouvait en être autrement puisqu'il ne s'agissait pas de « confrontations » d'idées pures mais du heurt de forces matérielles dont les « idées » n'étaient que le reflet nécessaire. Ces « systèmes » dépassaient les aspects particuliers et accessoires de la politique économique quotidienne, ils mettaient en jeu des questions globales d'orientation programmatique et tactique, des questions de *principe,* et chacun d'eux, formulé plus ou moins explicitement, engendrait par contrecoup un système opposé.

Sur la base de la NEP, Préobrajensky avait édifié et perfectionné

---

(6) Voir en particulier notre *Bilan d'une Révolution,* Editions Programme Communiste, pp. 137 et suivantes, d'où sont tirées les citations.

(7) Ce leitmotiv de la polémique boukharinienne est exposé dans *Une nouvelle révélation..., op. cit.,* pp. 196-197, et surtout dans *Critique de la plate-forme de l'Opposition* (15 janvier 1925), *ibid.,* p. 221 ; Boukharine explique que la directive d' « accélération des *échanges,* élargissement du *marché,* expansion concomitante de la *production,* etc. » est non seulement « *indispensable,* car il nous faut réaliser à tout prix l'alliance avec les paysans », mais aussi « *réalisable,* parce qu'elle a l'avantage de pouvoir se libérer de la relative *planification* de notre économie » ; selon lui, la crise des ciseaux découle uniquement du vertige industrialisateur, planificateur et accumulateur dont sont saisis les organes chargés de l'industrie d'Etat.

un modèle *pur*, et donc abstrait, de « transition au socialisme », basé sur le triomphe (qui était loin d'être acquis) de la gestion étatique et planifiée dans l'industrie sur la gestion privée et spontanée dans l'agriculture. Cet édifice doctrinaire, avec ses lois absolues et ses catégories rigides, avait des implications extrêmement discutables dans le domaine des rapports entre le prolétariat et la paysannerie ; sur le plan économique, il ne permettait pas à la classe ouvrière, qui portait « le souci de l'économie nationale » dans son ensemble, d'assurer à ce processus, selon les termes de Boukharine, *« la direction juste, c'est-à-dire ne pas tomber dans un corporatisme étroit en veillant uniquement à ses propres intérêts généraux, d'une part, et d'autre part comprendre l'interdépendance des parties constituantes de l'économie »* (8). En réaction, Boukharine édifie à son tour un modèle théorique général de « transition au socialisme » fondé sur l'échange et donc sur le marché, régi par des lois tout aussi absolues et structuré en catégories tout aussi rigides, et dont les implications politiques et sociales tendaient à altérer et même à inverser les bases théoriques et programmatiques du Parti du prolétariat russe et international. Ces implications, inquiétantes à court terme et catastrophiques à long terme, ne pouvaient que susciter le malaise, puis la révolte de la Vieille Garde ; on ne peut pas les considérer comme des appendices erronés mais éphémères de thèses économiques justes et durables, car elles font partie d'un ensemble *cohérent*.

***

Il ne fait pas de doute qu'un fil conducteur *commun* court à travers les théories opposées des ex-camarades de tendance. On ne s'en étonnera pas si on se souvient des polémiques de 1918, 1921 et 1922 entre Lénine et ceux qu'on appelait les « communistes de gauche » (Boukharine en premier, mais aussi Préobrajensky et Piatakov) sur l'imminence ou non du passage au socialisme en Russie, sur la légitimité ou non du terme de « capitalisme d'Etat » pour définir son économie, et sur la nature même de l'Etat « ouvrier ». Ce tronc commun se retrouve dans les « théorèmes » dans lesquels ils cherchaient maintenant, chacun de leur côté, à emprisonner la réalité mobile et tourmentée d'une dictature prolétarienne agissant dans un pays arriéré à grande majorité paysanne.

Pour l'un comme pour l'autre, la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat ont coïncidé avec le commencement du socialisme non seulement du point de vue *politique*, mais aussi du point de vue *économique*. Nous avons déjà cité les phrases de Préobrajensky, que Boukharine n'a aucune raison de contester, sur les « rapports de production nés pendant la dictature du prolétariat » et

(8) Cité dans *Bilan d'une Révolution*, p. 139.

identifiés avec un type de socialisme, embryonnaire peut-être, mais socialisme quand même. De même que Trotsky (9), qui restait cependant beaucoup plus vague, ils considéraient tous deux la grande industrie d'Etat (« notre industrie prolétarienne », comme se plaisait à l'appeler Boukharine) comme socialiste ; et pour eux elle était socialiste *de par son essence*, et non parce qu'elle était un instrument de la politique intérieure et internationale du pouvoir ouvrier et une arme d'intervention économique pour entraîner les forces productives vers les formes les plus évoluées du capitalisme ; ils considéraient pareillement comme socialistes tous les mécanismes, y compris le système bancaire et le crédit, par lesquels l'Etat contrôlait ou du moins tentait de contrôler l'économie (10). Pour l'un comme pour l'autre, la planification était par elle-même synonyme de socialisme, et le secteur de l' « économie planifiée » était donc en lui-même socialiste.

Le problème qui se pose (et sur la solution duquel ils se divisent) est celui des voies à parcourir et des moyens à utiliser pour promouvoir et si possible accélérer le développement des forces productives dans tous les domaines, puisque seul ce développement pouvait permettre d'élargir le secteur étatique, et qu'il caractérisait pour l'un comme pour l'autre un modèle de production et une société d'un type nouveau. Boukharine aura beau écrire qu'avec le passage à la NEP « les illusions de la période d'enfance se sont consumées et dispersées sans laisser

---

(9) Polémiquant en 1926 avec Zinoviev et Kamenev qui voulaient qu'on appelle le capitalisme d'Etat par son vrai nom, Boukharine soulignera que « Trotsky n'a jamais dit que notre industrie serait du capitalisme d'Etat. Non, il a reconnu que notre industrie est socialiste ». (Cité par E.H. Carr, *Socialism in one country*, chapitre 18, Londres, Pelican, 1970, vol. 2, p. 187).

(10) Il est vrai que Boukharine hésitera à appliquer l'étiquette de « socialiste » au commerce — ce que le stalinisme, lui, n'hésitera pas à faire. Toutefois, en s'efforçant d'empêcher que la phrase crue et explicite de Lénine : « *Libre commerce égale capitalisme* » soit interprétée dans le sens d' « identifier le libre commerce avec le capitalisme dans le sens vulgaire du mot », il dira : « Par exemple, si une de nos entreprises d'Etat de caractère strictement socialiste [?!] achète des machines à une autre entreprise étatique de caractère socialiste, cette opération d'achat a une forme de circulation de marchandises. Ce n'est pas une forme socialiste de distribution. Mais est-ce du capitalisme ? Non. » (Discours au XIV[e] Congrès, *La Russie vers le socialisme, op. cit.*, p. 172). On se trouverait donc devant une forme « hybride », qui ne serait plus capitaliste sans être encore socialiste. Staline sera plus désinvolte. Il affirmera en 1952 que les moyens de production produits par l'industrie d'Etat soviétique ne sont pas des marchandises (« *la production de marchandises ne revêt un caractère capitaliste que lorsque les moyens de production sont dans les mains des intérêts privés* ») et que par conséquent leur circulation à l'intérieur du secteur industriel n'est pas un échange mercantile ; dans l'agriculture, par contre, on continuerait à produire et à échanger des marchandises, mais « il n'y a aucune raison pour que, au cours d'une période déterminée, la production de marchandises ne puisse servir aussi à une société socialiste » (!) (Voir notre *Dialogue avec Staline, Programme Communiste* n° 8). Quant aux héritiers actuels de Staline, ils ne se posent même plus de questions de ce genre ; pour eux, la production et la circulation de marchandises sont la forme « naturelle » et « éternelle » de l'économie...

de traces » (11), faisant ainsi allusion aux croyances dans la possibilité de supprimer immédiatement le marché et d'appliquer à fond les méthodes du « communisme de guerre » dans les campagnes, ainsi qu'à l'attente de la révolution mondiale à brève échéance : il n'en restait pas moins convaincu que le levier de commande de l'industrie était en même temps le véhicule d'un socialisme *en action*, et que c'était à la fois une erreur théorique et une capitulation politique de parler de « capitalisme d'Etat » comme du but à atteindre (ce qu'avait dit Lénine), comme de l'objectif *maximum* qu'on pouvait se fixer en attendant la révolution dans les pays capitalistes avancés d'Europe.

D'autre part, pour les marxistes, l'Etat est lui-même une force économique. Même dans les conditions spécifiques de la Russie soviétique, Boukharine ne réduit pas l'Etat ouvrier à une abstraction, comme Lénine le lui avait reproché dans une polémique. Au contraire, il le considère (malheureusement) comme une conquête assurée une fois pour toutes de la révolution d'Octobre, de la même façon qu'il considère « le rôle de la classe ouvrière, et le renforcement de sa base matérielle qu'est la grande industrie » comme une *donnée* et non comme « un enjeu de la lutte de classe », ainsi qu'on a pu le faire remarquer à juste titre (12) ; il fait donc de l'Etat une « catégorie méthodologique » absolue de l'économie nouvelle. « Garanti » par la présence d'une avant-garde consciente qui marche dans la « direction juste » (13) à la tête d'une classe ouvrière en possession des « leviers de commande », l'Etat n'est pas seulement « à l'abri de toute contamination ». Il peut aussi, sans contraindre personne puisque l'ère de la coercition est passée et qu'on est entré dans celle de la persuasion, conduire tout le monde (et en premier lieu « les paysans, les petits producteurs, y compris bourgeois, les couches rétrogrades, les travailleurs non touchés encore par les idées socialistes ») à « travailler de telle sorte que, en partageant leurs intérêts privés, ils contribuent *comme prolétaires* [souligné par nous — NdR] au développement de la production » (14) ; et, grâce aux incitations matérielles et à la prudence de l'action gouvernemen-

(11) Article du 15 avril 1924, cité par Carr, *op. cit.*, vol. 1, p. 184. Il n'est pas inutile de rappeler que parmi ces illusions figuraient le dépérissement de la loi de la valeur et la réduction du salaire à une « grandeur apparente », qui étaient les clés de voûte de l '« économie de transition » non seulement en général, mais aussi dans la Russie à peine sortie du « communisme de guerre ». Voir à ce propos *Les catégories économiques du capitalisme durant la période de transition* (*in Le débat soviétique..., op. cit.*, pp. 170 à 181). Il est caractéristique que ce texte ait été écrit en collaboration avec Piatakov, tout comme *l'ABC du communisme* a été rédigé avec Préobrajensky.

(12) J.-L. Dallemagne dans sa préface à Boukharine, *Le socialisme dans un seul pays, op. cit.*, pp. 15 et 19, où il est souligné à juste titre, à propos de la définition du secteur industriel et planifié comme socialiste, que Boukharine confond dictature du prolétariat et « socialisme inférieur ».

(13) Boukharine consacre tout un petit chapitre de son texte *Le chemin du socialisme et le bloc ouvrier-paysan* au thème de « la garantie d'une direction juste ». Voir *Le socialisme dans un seul pays, op. cit.*, pp. 178 et suivantes.

(14) *La nouvelle politique économique et nos tâches* (15 mai 1925), *La question paysanne..., op. cit.*, p. 114.

tale, l'Etat pourrait aussi obtenir l'aide des commerçants, des entrepreneurs privés et des koulaks sans avoir à craindre de subir une poussée en sens inverse, et encore moins d'y succomber. En réalité, cette poussée, les prolétaires surtout, mais aussi les petits paysans, en subissaient déjà avec angoisse les effets pendant l'été 1925, alors que le centre dirigeant s'acharnait à la minimiser ou même à la nier. Paradoxalement, si Boukharine voyait le danger de bureaucratisation qui avait sa source aux sommets de l'appareil industriel et du *Gosplan*, il ne voyait pas en revanche le danger bien plus pressant et mortel d'une dégénérescence et de l'Etat et du Parti sous la pression matérielle de l'ambiance bourgeoise et petite-bourgeoise qui faisait de rapides progrès. C'est ce danger qui angoissait tellement Lénine et Trotsky, ou encore Bordiga dans sa lettre à Korsch, et qui transparaît même dans les écrits les plus arides et détachés, les textes d' « économie pure » de Préobrajensky. Boukharine ne l'entrevoit que comme une possibilité abstraite, un phénomène marginal et limité : « *Théoriquement, la dégénérescence d'une fraction du parti, sa fusion avec la NEP bourgeoise et les « spécialistes », la formation d'une nouvelle classe capitaliste, sont toujours possibles* », mais... « *mais notre parti n'y consentira jamais* » (15).

Ainsi, Préobrajensky avait construit, en se basant sur l'axiome d'un « secteur socialiste de l'économie », un schéma dynamique comportant des antagonismes croissants qui devaient se résoudre ou bien par le triomphe du socialisme, ou bien par sa défaite, sans que l'issue de la bataille historique puisse être considérée comme acquise. Sur cet axiome commun, et sur celui qui lui était propre de l' « incorruptibilité » et de l'immutabilité du Parti et par contrecoup de l'Etat, Boukharine construisait de son côté un schéma statique d'harmonies qui, tant sur le plan économique que sur le plan social et politique, devaient se développer dans *une seule* direction, celle de la « prospérité générale » et de l'accroissement des forces productives assurant la victoire du socialisme ; celui-ci allait ainsi démontrer à l'épreuve des faits que, contrairement au capitalisme, il était en mesure de satisfaire les exigences et les aspirations immédiates et finales de la « population laborieuse » au sens le plus large du terme.

Ce schéma entraîne une double série de conséquences, proches et lointaines. En ce qui concerne la perspective proche, c'est-à-dire le problème pratique immédiat d' « équilibrer » les deux grandes branches de l'économie et d'obtenir qu'à travers cet équilibre elles « se fécondent réciproquement », la vision boukharinienne estompe les obstacles dont, selon Lénine, le chemin de la dictature du prolétariat en Russie est parsemé. Ces obstacles perdent petit à petit de leur tranchant et se réduisent en fin de compte à des difficultés administratives normales et passagères, puisque non seulement les frictions et les antagonismes entre les représentants des deux grands secteurs

(15) *La bourgeoisie internationale et son apôtre Kautsky* (1925), in *Le socialisme dans un seul pays*, *op. cit.*, p. 350.

de la production sont censés se compenser sur le marché, qui constitue leur zone de contact, mais l'action consciente et volontaire de l'Etat « ouvrier » est censée compléter, dans le cas particulier de la NEP, l'action équilibrante de la spontanéité et des automatismes du libre échange. Ce système d'équations économiques simples exerce une terrible fascination sur celui qui jongle avec lui. Boukharine est extrêmement attentif à la croissance anormale du monopole de la grande industrie et à la possibilité qui en découle pour elle de fixer et d'imposer ses propres prix, ou de restreindre l'offre de marchandises sur le marché sans s'occuper des intérêts et des besoins généraux du pays ; il en oublie par contre que, dans un régime de libre échange, une vieille expérience montre que la grande agriculture — la seule qui produise à vaste échelle pour le marché — jouit en fait d'un monopole, « naturel » selon l'économie classique bourgeoise, social selon le marxisme ; d'un monopole qui n'est pas moindre que celui de la grande industrie, plus fort même, parce que l'Etat central ne parvient à la contrôler que dans une mesure très limitée, comme les événements de ces années-là le confirment amplement.

Certes, Boukharine a raison lorsqu'il écrit (ce n'est d'ailleurs qu'une lapalissade) : « *l'accumulation dans notre industrie marche de pair avec l'accumulation dans l'économie paysanne ;* autrement dit, plus cette dernière s'enrichit, améliore son outillage et perfectionne ses procédés de culture, plus elle devient capable d'acheter à l'industrie urbaine. A son tour, le développement de l'économie rurale est impossible sans celui de l'industrie urbaine [...] *Le développement de l'industrie est fonction du développement de l'agriculture et vice-versa* » (16). Mais se représenter cette interdépendance réelle comme un processus harmonieux et neutre, qui se déroule entre des entités économiques et sociales supposées homogènes, sans fractures de classe, et dont toutes les couches participeraient également aux bénéfices du développement général, ou encore postuler comme acquis ce que l'économie classique présente comme un résultat mécanique et naturel du « progrès », à savoir que « si le revenu national augmente d'année en année, *la classe ouvrière et la paysannerie* [ici, les paysans pauvres] *en toucheront une part de plus en plus grande* », c'est ni plus ni moins réciter un acte de foi dans les « automatismes » de la liberté du commerce et s'en remettre à ses mécanismes (17).

En passant de la spontanéité pure à la spontanéité combinée avec l'intervention volontaire et consciente de l'Etat, on élimine jusqu'aux dernières « inconnues » du système d'équation. Faut-il, pour résoudre le problème d' « accélérer l'accumulation dans notre industrie et amener

(16) Cette citation (soulignée par l'auteur) et celles qui suivent (où c'est nous qui soulignons) sont tirées de *Le chemin du socialisme..., op. cit.*, pp. 152 à 154, 139 et 138.

(17) Rappelons que nous ne cherchons pas ici à mettre en cause les *intentions subjectives* de Boukharine, mais que nous analysons le *jeu objectif* des forces sociales.

ainsi de l'argent dans les caisses de l'Etat [...], continuer à développer l'échange dans notre pays », et faut-il « à cet effet [...] donner plus de liberté économique à la bourgeoisie rurale ? ». Eh bien, accordons la lui, sans réserve ni limite : « c'est là une mesure qui, pour nous, *ne présente aucun danger*, car [...] dans le domaine économique, les positions dominantes sont entre nos mains ». Peut-on imaginer qu'elles échappent de « nos mains », ou encore que nos mains, devenues sans le vouloir les mains de quelqu'un d'autre, les utilisent dans un sens différent ? Sans doute : « On pourrait se représenter un état de choses dans lequel l'économie des koulaks se développerait à une vitesse vertigineuse, accumulerait des fonds plus rapidement que l'industrie nationale étatique, se lierait au capital commercial privé et renverserait tout le régime économique et politique de la dictature du prolétariat ». On pourrait certes l'imaginer, « mais cette hypothèse est invraisemblable ; *l'admettre, c'est faire violence à la réalité* ».

L'équation générale couvre et justifie les équations partielles ; il suffit d'en indiquer deux exemples. N'est-il pas vrai que dans l'achat et la vente des produits industriels les commerçants « réalisent des bénéfices considérables » ? C'est indiscutable ; « néanmoins, *qu'ils le veuillent ou non*, ils contribuent de la sorte au développement de notre industrie et de notre commerce étatique et à l'accélération de la circulation du capital » ; pour compléter l'action bénéfique de la spontanéité économique, il suffira que l'Etat prélève des taxes et des impôts sur ces bénéfices et affecte « à différentes œuvres utiles aux travailleurs, à la cause du socialisme [...] le surplus de valeurs matérielles provenant des impôts sur les couches bourgeoises » (18). Les koulaks de leur côté, non contents de s'enrichir comme l'Etat les invite à le faire pour le bien de tous, s'unissent-ils en coopératives de « crédit mutuel » ? Eh bien, « si elles veulent prospérer » (qui en douterait !) ces coopératives devront « se lier aux organes de l'économie nationale » et « déposer leur argent disponible dans les banques pour en toucher l'intérêt » ; elles seront par là-même « forcément maintenues dans des limites déterminées [...] car le *caractère général du développement de notre pays est prédéterminé par le régime de la dictature prolétarienne et par la force déjà considérable des organisations économiques de cette dictature* ». Et s'il arrive que le courant s'inverse, que ce ne soit plus le paysan riche qui prête de l'argent à l'Etat mais l'Etat qui prête au paysan riche, le lien qui attache ce dernier à l'Etat ne sera plus seulement un lien de dépendance irréversible, mais carrément de gratitude, même si les retombées des impôts fonciers et autres servent à renforcer les paysans pauvres et leurs coopératives contre les koulaks et leurs diverses organisations de défense : « Si nous persuadons diffi-

(18) Dans *La nouvelle politique économique et nos tâches (op. cit.*, pp. 152-153), on assigne à la politique fiscale une tâche encore plus audacieuse, mais tout à fait cohérente avec les prémisses générales de la théorie : « Nous laissons le capitaliste privé faire du commerce dans certaines limites, prélevant au moyen des impôts une partie des ressources économiques gagnées par lui et les employant ensuite *à la construction du socialisme* (budget d'Etat, crédits bancaires, ouvertures nombreuses) ».

cilement le koulak, il nous gêne économiquement ; mais s'il reçoit de l'argent de nos propres banques, il ne nous gêne plus. Car c'est nous alors qui l'aidons ; si bien qu'il peut se faire, à la fin, que le petit-fils du koulak nous remercie de la façon dont nous l'avons traité » (19). On touche ici à l'aboutissement tragique de cette vision harmonieuse du développement économique : non seulement on s'imagine que le bourgeois ne nous gêne plus dès lors que nous lui donnons de l'argent, mais on en arrive à souhaiter longue vie, de génération en génération, à la souche déjà si vigoureuse des paysans riches, ceux que dans sa célèbre invective Lénine traitait de *vampires* !

Entendons-nous bien. Si nous avons insisté sur ces points pratiques, ce n'est pas du tout pour prétendre que, une fois accordée la liberté de commerce, on aurait pu empêcher les commerçants d'exister et les koulaks de prospérer ; ni que le plan consistant à laisser ces derniers accumuler des ressources qu'on soumettait dans l'immédiat à des règlements sévères et des taxes rigoureuses en attendant de pouvoir les recueillir demain, était condamnable en théorie. Nous avons voulu montrer comment, dans le scénario de Boukharine, les figures qui apparaissent sur la nouvelle scène économique russe ont cessé de représenter les personnages d'un authentique drame social, mais sont devenus les héros d'un roman à l'eau de rose, avec *happy end* garanti malgré les brouilles passagères, les petites disputes et les scènes de ménage. Dans ce schéma où tout se réduit aux chiffres arides d'un code des impôts et d'un plan d'Etat pour l'accroissement du PNB, les forces de classe et les alignements de guerre ont disparu pour être remplacés par des individus et des groupes qui contribuent tous, bon gré mal gré, au fond commun du « revenu national ».

Cela devient encore plus frappant si, quittant les problèmes immédiats et proches, on s'intéresse à la perspective plus vaste de l'orientation programmatique et tactique du parti et de la dictature, et si on

---

(19) *La nouvelle politique économique et nos tâches, op. cit.*, p. 143. Dans ce même discours, Boukharine s'en prend aux « originaux qui proposeront une « nuit de la Saint-Barthélémy » contre les paysans riches, et qui démontreront que cela correspond à une ligne de classe [...]. Il n'y a aucune raison à ce que nous agissions de cette manière. Nous n'en tirerions, d'ailleurs, pas d'autre avantage que de rétrograder. Nous préférons laisser le paysan bourgeois développer son économie et en obtenir beaucoup plus que nous ne pourrions le faire avec le paysan de classe moyenne. Les ressources ainsi obtenues pourront être distribuées sous forme de crédits accordés aux organismes paysans pauvres et aux journaliers. Nous tirons du paysan riche des ressources supplémentaires grâce auxquelles nous pouvons aider effectivement la masse des paysans pauvres et de la classe moyenne » (*ibid.*, p. 153). Comme d'habitude, c'est une conception mécanique, et de plus purement administrative. Les faits se chargeront bien vite de démontrer qu'il était impossible de jouer à ce jeu sans provoquer des réactions violentes des « pions » harmonieusement disposés sur l'échiquier. Il faudra, alors, recourir à une nouvelle « Saint-Barthélémy » ou, comme le proposaient d'autres (Larine en particulier), à « une seconde révolution, qui sera l'expropriation par la violence » au terme d'une différenciation toujours plus nette au sein de la paysannerie. C'est que le fils du koulak et le koulak lui-même n'avaient nullement l'intention de « remercier » leurs bienfaiteurs : ce qu'ils voulaient, c'était recevoir *toujours plus* en donnant *toujours moins* !

passe du schéma empirique de la politique économique à son idéalisation en termes de doctrine.

En janvier 1925, Boukharine essayait de résumer le point crucial du débat en écrivant : « Le comité central part de l'échange (monnaie, prix, commerce) pour arriver à la production, tandis que l'opposition [...] part de la production (plan rationnel) pour arriver aux échanges ». Mais aussitôt, comme s'il craignait d'en avoir trop dit, il ajoutait qu' « il ne faut pas prendre au pied de la lettre ces divergences » (20). Cette restriction aurait été parfaitement légitime s'il avait simplement voulu rappeler à ses contradicteurs que le centre dirigeant du parti et de l'Etat se trouvait devant la nécessité objective de concentrer son attention non seulement sur les risques que comportaient les rapports d'échange vers lesquels la NEP avait inévitablement déplacé l'axe de la vie économique, mais aussi sur leurs potentialités. Mais elle perdait tout sens dès lors que les mesures pratiques de direction de l'économie étaient intégrées par Boukharine dans un édifice théorique qui, *volens, nolens,* reposait sur un point de vue analogue à celui de l'économie classique, que le marxisme a démolie. Celle-ci, en effet, cherche la clé du mode de production, des lois de son mouvement et de son destin final, dans la sphère de l'échange au lieu de les chercher dans la sphère de la production. Et ce n'est pas par hasard qu'elle la cherchait dans ce règne neutre des prix, de la monnaie et du commerce qui ignore les classes et leurs antagonismes, et ne connaît que des « opérateurs économiques », divisés tout au plus par des oppositions d'intérêt au jour le jour. Entre ces opérateurs il ne peut y avoir ni antagonisme ni heurt mais seulement des dialogues et des rencontres ; leurs rapports « oscillent » bien sûr, mais c'est pour finir à la longue par s'équilibrer (tout comme les prix et les profits) autour d'une ligne *moyenne,* réalisant ainsi l'optimum humainement accessible dans la société forcément imparfaite qu'est la société humaine.

Dès lors que quelqu'un est entré dans cette optique, il ne s'agit plus de discuter avec lui des voies les meilleures et les plus sûres pour arriver à un équilibre dynamique entre production et consommation, ou entre planification et liberté du commerce : il faut revenir au point fondamental, établir si la théorie et la pratique de la lutte d'émancipation prolétarienne peuvent se fonder sur le « marécage du marché », source de la pacification sociale, ou sur le « volcan de la production » qui engendre la flamme ardente de la lutte et de la révolution de classe (21). Or, la conception boukharinienne de la stratégie proléta-

---

(20) *Critique de la plate-forme économique de l'Opposition* (15 janvier 1925), *in Le débat soviétique sur la loi de la valeur, op. cit.,* p. 210.

(21) Notre texte *Volcan de la production ou marécage du marché ?* (paru dans *Il Programma Comunista* nos 13 à 19 de 1954, et reproduit dans le livre *Economia marxista ed economia controrivoluzionaria,* Ed. Iskra, Milano, 1976, pp. 96 et suivantes) montre que cette opposition est une des formes sous lesquelles se manifeste la contradiction fondamentale du capitalisme, l'antagonisme entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Il montre que « *finalement, vue de façon dialectique, nous pourrons revendiquer cette opposition* [...] *: production contre échange ! Lutte contre pacification sociale ! Volcan qui promet l'éruption sociale à venir, contre marécage où la force révolutionnaire s'enliserait dans la fange mercantile* ».

rienne et communiste en Russie et dans le monde trouve nécessairement son aboutissement dans le premier terme de l'alternative.

Certes, Boukharine ne songe pas à nier la persistance des tensions sociales en régime de dictature du prolétariat ; mais il est si vrai que le rapport d'échange cache et masque les rapports de production, et donc de classe, que dans sa conception il ne s'agit plus que d'oppositions tout à fait « secondaires » (22), qu'il s'agisse des rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie ou des rapports en vigueur au sein du magma hétérogène des classes rurales. Dans le premier cas, ces oppositions sont réduites à celles qui se présentent entre producteurs de produits alimentaires et consommateurs, ou encore entre producteurs de moyens de production et producteurs de moyens de consommation ; non seulement les conflits sont censés pouvoir toujours être résolus par le jeu de la « confrontation » sur le marché, mais l'intérêt commun des deux secteurs (dans lesquels on ne peut plus reconnaître de classes au sens propre) d'interdire un retour de l'ancien régime les pousserait à les atténuer, voire à les estomper complètement (23). Quant aux rapports au sein de la paysannerie, les oppositions ne reposeraient que sur le mode de répartition des « richesses » ou du « revenu » national, et pourraient être surmontées dans la mesure où le développement des forces productives, combiné avec le contrôle politique croissant du prolétariat sur l'ensemble de la société et de l'économie, réduit les inégalités entre les couches et sous-couches rurales. Certes, le prolétariat ne renonce pas pour autant à son rôle *dirigeant ;* mais dans la vision boukharinienne ce rôle ne découle plus des rapports de classe qu'il incarne dans l'immédiat, en tant que « classe pour le capital », et dont le dépassement, possible seulement grâce à sa révolution et sa dictature, ouvre l'avenir de la société que le pouvoir dictatorial communiste doit faire accoucher ; il découle de la supériorité pour ainsi dire technique résultant de la grande concentration du prolétariat face à la dispersion des paysans, et de son invulnérabilité, ou de sa moindre vulnérabilité aux inerties idéologiques du passé.

Certes, Boukharine ne dit pas que la classe ouvrière et la paysannerie forment une seule et même classe. Mais dans son schéma il tend à les réunir sous le terme général de « classes laborieuses » : c'est seulement « une partie de la classe laborieuse » qui a conquis et qui exerce le pouvoir, mais elle le fait au nom et en fonction des

---

(22) *Critique de la plate-forme..., op. cit.*, p. 204, et *Le chemin..., op. cit.*, p. 135.

(23) Boukharine en arrive à soutenir ceci (voir *Le chemin..., op. cit.*, pp. 111-112) : les propriétaires fonciers et les capitalistes, qui ne sont pas « une seule et même classe [...] marchent la main dans la main et s'unissent de plus en plus dans la vie économique et dans la lutte contre la classe ouvrière et la paysannerie » ; eh bien, de la même façon, ces dernières, qui sont pourtant des « classes différentes », sont poussées (et on ne voit pas pourquoi le paysan riche serait soustrait à cette poussée) à s'unir contre le bloc du capital industriel et de la propriété terrienne. Il raisonne comme si on pouvait mettre sur le même plan les racines *matérielles* d'un fait permanent de la société actuelle, et celles d'une tendance *contingente et contradictoire* qui se manifeste dans son cadre.

« intérêts fondamentaux communs » de cette classe (si on peut dire), qui seraient « la réalisation du socialisme » (24). Pour lui, l'hégémonie du prolétariat est essentiellement « didactique ». Pour le marxisme, la dictature du prolétariat se présente, comme dit Lénine, sous les traits spécifiques d'une « *lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société* » (25) dont le siège naturel est dans les campagnes ; ici par contre, cette lutte n'apparaît que sous une seule face : non sanglante, pacifique, économique et, parfois, administrative et pédagogique. A partir d'un certain degré — et à en croire Boukharine, il est atteint dans la Russie de 1923-1927 ! — cette dictature s'identifie au règne de la « paix civile » (26) qui, à partir d'un minimum de conditions objectives, finit par abriter sous son aile même les koulaks soumis à un processus de « régénération ». Son terrain d'application, c'est ce régime de « circulation ouverte » opposé à la « circulation fermée » du communisme de guerre, et qui n'est rien d'autre que le règne de la *concurrence* : produire mieux et à plus bas prix, et en donner la preuve pratique au banc d'épreuve des *échanges mercantiles.* La dictature n'a donc plus un contenu purement *politique,* mais, Boukharine ne cesse de le répéter, essentiellement *économique.*

Parallèlement, la « soudure » entre le prolétariat et la petite paysannerie (pas toute la paysannerie) de Lénine, soudure fragile et toujours susceptible de casser, devient le « bloc ouvrier-paysan ». Projetée à l'échelle mondiale, cette perspective se traduit dans les résolutions adoptées par l'Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste de mars 1925 : le plan gigantesque de 1920 qui insérait les luttes paysannes, et les luttes nationales qui leur sont étroitement liées, dans la stratégie mondiale du prolétariat, est remplacé par une vision qui subordonne la victoire révolutionnaire dans tous les pays au préalable de la « conquête de l'âme du paysan », qui devient partout l'objectif premier ; et pour atteindre cet objectif, on ne mise plus sur la force d'attraction et de cristallisation exercée sur les couches intermédiaires par la classe ouvrière assumant le rôle dirigeant dans la préparation et la conduite de la révolution, mais sur une série de concessions, d'abord présentées comme tactiques, puis de plus en plus érigées en questions de principe, envers les aspirations de la paysannerie *en tant que telle,* et plus généralement de la petite bourgeoisie *en tant que telle.* C'est pour cela que, sur le plan économique, on inscrit sur le drapeau du mouvement communiste international le mot d'ordre : « partage des grandes entreprises agricoles entre les paysans », aussi bien dans les pays arriérés que dans les pays impérialistes les plus avancés ; c'est

(24) *Le chemin..., op. cit.,* pp. 131-132.

(25) Lénine, *La maladie infantile du communisme,* Œuvres, tome 31, p. 39.

(26) *Le chemin..., op. cit.,* p. 140 ; voir également *Critique de la plate-forme..., op. cit.,* p. 204, où on parle aussi d' « unité sociale » à propos de la collaboration entre les deux classes fondamentales.

pour cela que, sur le plan politique, on pousse à l'alliance avec les partis paysans ou à l'appui direct à leurs « ailes gauches » (27).

C'est ainsi que les limites de la tactique prolétarienne et communiste dans les pays arriérés, où sont à l'ordre du jour les problèmes de la révolution double, deviennent de plus en plus floues, et qu'il en est de même, par contrecoup, de la tactique et même de la stratégie prolétarienne et communiste dans les pays avancés où se posent les problèmes de la révolution prolétarienne « pure ». Ce sera le prélude, ou plus exactement le début de toute l'évolution ultérieure de la III[e] Internationale et de sa dégringolade vers les fronts populaires, puis les fronts nationaux, qui seront l'aboutissement ultime mais *nécessaire* de la fausse transposition du modèle « harmonique » des rapports d'échange sur le terrain par essence *antagonique* des rapports entre les classes.

C'est une construction théorique régie par des lois d'une cohérence implacable. La coopération n'y est plus un chemin détourné pour canaliser la petite entreprise agricole vers des formes toujours plus intégrées de travail associé, dans le cadre de cette électrification dont le réseau, centralisateur par nature, était pour Lénine un des piliers du « plan unique » de développement des forces productives dans l'immense campagne russe ; elle est tendanciellement devenue dans tous les pays — ce serait soi-disant la « dernière version » de Lénine — la *voie au socialisme* dans l'agriculture, parallèle à celle de « l'économie planifiée » dans l'industrie (28). Quant à l'échange, instrument nécessaire de la reprise économique dans le cadre du contrôle central de la dictature, il devient maintenant la voie royale qui mène partout ou presque au socialisme. Boukharine ne prétend pas seulement que la coopération résoudra le problème d'instaurer une « concordance entre l'intérêt privé du petit producteur et l'intérêt de la construction socialiste prolétarienne » ; il affirme aussi que si « nous avions cru pouvoir anéantir le marché d'un seul coup [*mais qui l'avait cru, sinon les « communistes de gauche » russes ? NdR*] l'expérience nous a montré que ce n'est qu'en passant par le marché que nous arriverions au socialisme » (29).

Conséquence logique, on peut aussi arriver au socialisme *dans un seul pays :* « nous avons prouvé qu'il est possible de réaliser le socia-

---

(27) Voir en particulier le discours de Boukharine dans le *Protokoll der Erweiterten Exekutive der K.I.*, Moskau, 21 mars - 6 avril 1925, pp. 234, 244 et suivantes ; et les résolutions dans *Le socialisme dans un seul pays, op. cit.*, pp. 189 à 210.

(28) Ainsi, dans *Le chemin..., op. cit.*, p. 136, Boukharine écrit « Sous la dictature du prolétariat, le développement de la coopération *équivaut au développement du socialisme* ». En ce qui concerne les « deux » versions que Lénine aurait données du rôle de la coopération, voir en particulier *La nouvelle politique économique et nos tâches, op. cit.*, pp. 147-148. On sait que Kroupskaya s'est vigoureusement élevée au XIV[e] Congrès du parti russe contre cette théorie qui attribuait « deux âmes » à Lénine.

(29) *Le chemin..., op. cit.*, p. 151.

lisme même sans l'aide économique et technique des autres pays » ; l'unique apport qui peut et doit nous venir de la « victoire du prolétariat dans plusieurs autres pays capitalistes » est politique, c'est l'aide pour repousser l' « agression soudaine d'un de nos voisins » qui viendrait malencontreusement interrompre « notre œuvre de réalisation pacifique » (30). L'aide du prolétariat des autres pays n'est donc utile que dans ces seules circonstances *particulières*, elle n'est pas nécessaire en *général*.

Finalement, au nom d'un prétendu « léninisme », on a détruit tous les piliers centraux de la conception marxiste rétablie par Lénine : le rôle indépendant et moteur du prolétariat dans les révolutions doubles ; son rôle indépendant et global dans les révolutions socialistes « pures » ; le caractère international du mouvement ouvrier et du socialisme. Ce sont ces piliers que l'Opposition Unifiée ne cessera de défendre en 1926 et 1927 ; c'est autour d'eux aussi que tourne, dans les Thèses de Lyon (1926) de la Gauche du PC d'Italie, une grande partie des divergences avec le Kominterm.

(à suivre)

---

(30) *Ibid.*, pp. 186 et 184. D'ailleurs, en critiquant Trotsky dans *Sur la théorie de la « révolution permanente »* (*ibid.*, pp. 281 et suivantes), Boukharine attribue à Lénine la théorie de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, en jouant sur l'équivoque entre révolution socialiste et socialisme ; il prépare ainsi les « théorisations » de Staline.

Au sommaire de notre nouvel organe pour les pays du Maghreb

el-oumami

(l'internationaliste)

N° 1 - octobre 1978

— **L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption**
— **Pour le parti ouvrier indépendant : 1. Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays**
— **Algérie : Misère de l'anti-impérialisme bourgeois - L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire ! - Sur la Charte nationale**
— **Luttes ouvrières : grèves au Maghreb, lutte des foyers Sonacotra en France.**

24 pages - 3 francs - Abonnement : 12 F les 4 numéros
(pli fermé : 20 F)

Cours de l'impérialisme mondial

L'offensive du capital contre la classe ouvrière

Avec la crise mondiale de l'économie capitaliste qui a culminé en 1975 s'est achevé pour les économies occidentales le cycle d'accumulation dans la « prospérité » amorcé par la reconstruction de l'après-guerre. De même que la paix impérialiste n'est qu'un intervalle entre deux guerres, la prospérité bourgeoise n'est en effet que la préparation de la crise : « *Avec ses destructions massives de capital,* écrivions-nous dans le rapport sur le cours de l'impérialisme mondial présenté en mai 1975, *le bain de sang du second conflit impérialiste fut pour le capitalisme mondial un véritable bain de jouvence. Mais comme le marxisme l'avait prévu et annoncé, les trois décennies d'accumulation forcenée et de développement des forces productives auxquelles il a ouvert la voie ne pouvaient mener et n'ont mené qu'à une nouvelle période d'affrontements et de crises qui ne pourra elle-même déboucher, si la révolution prolétarienne n'y met auparavant bon ordre, que sur une nouvelle guerre impérialiste* » (1).

Ce tournant signifiait aussi la fin de la période pendant laquelle le capital peut profiter de sa prospérité pour concéder quelques avantages à des couches ouvrières plus ou moins larges, en les emprisonnant en contrepartie dans l'immense toile d'araignée de la collaboration de classe à tous les niveaux et de l'aménagement de leurs chaînes par les mille et un mécanismes de l'Etat-providence. Après avoir analysé les développements de la crise à la lumière de la théorie marxiste qu'ils confirmaient de manière éclatante, le rapport cité plus haut examinait les hypothèses possibles sur l'évolution de l'économie mondiale : soit reprise productive cyclique, soit approfondissement de la crise, en concluant que *dans un cas comme dans l'autre*

(1) Voir « Cours de l'impérialisme mondial », *Programme Communiste* nº 67, juillet 1975.

la perspective offerte par le capital à la classe ouvrière ne pouvait être que l'aggravation de ses conditions d'existence :

« Au bout de trente années de « prospérité » bourgeoise qui devaient soi-disant lui apporter le bien-être, voilà donc la brillante alternative offerte à la classe ouvrière : d'un côté, si la crise se prolonge, généralisation du chômage et de la misère parce que la production capitaliste est paralysée faute de marchés ; de l'autre, si la reprise économique succède à la crise, généralisation du chômage parce que pour accéder aux marchés les capitalistes concurrents devront abaisser leurs coûts en se débarrassant d'une partie de leur force de travail. D'un côté, chute systématique et généralisée du niveau de vie ; de l'autre, reprise de l'inflation galopante, conjuguée avec l'existence d'une forte armée industrielle de réserve, tendant toutes deux à faire baisser les salaires réels. D'un côté, approfondissement et extension graduels de la crise ; de l'autre, préparation d'une nouvelle crise encore plus profonde et plus vaste.

« Dans un cas comme dans l'autre, la classe ouvrière n'a comme avenir immédiat que l'aggravation de l'exploitation, la détérioration de ses conditions d'existence, la volatilisation des avantages que le capital se vantait de lui « garantir », la pression accrue d'un mode de production qui ne peut fuir ses contradictions qu'en les aggravant et en pesant d'un poids toujours plus lourd sur les épaules des exploités ».

Avec le recul, il est maintenant possible de voir que l'économie mondiale a subi une évolution à mi-chemin entre les deux hypothèses qui avaient été envisagées, et que, comme c'était prévisible, les conditions d'existence de la classe ouvrière n'ont cessé de s'aggraver.

La situation des économies capitalistes occidentales

Après la chute de 1975, la production industrielle a rattrapé dans la plupart des grands pays capitalistes occidentaux (2), les niveaux atteints avant la crise. Globalement, l'indice de la production industrielle de l'OCDE (qui reflète la situation de l'ensemble des pays capitalistes occidentaux) a retrouvé en 1976 son niveau de 1974 (voir tableau 1), bien que le rattrapage ait été plus lent en Allemagne, au Japon et surtout en Grande-Bretagne que dans la moyenne des autres pays. Mais une fois ce rattrapage effectué, le rythme de la croissance s'est ralenti et il reste, dans l'ensemble des pays capitalistes avancés, nettement inférieur à celui qui a précédé la crise. Seule l'économie américaine a continué à croître sur sa lancée, grâce à une légère reprise des investissements (sur laquelle nous reviendrons plus loin)

(2) Le présent rapport ne porte que sur les économies capitalistes occidentales ; en ce qui concerne les répercussions de la crise sur les capitalismes russe et orientaux, voir les deux précédents rapports dans *Programme Communiste* nos 67 (juillet 1975) et 72 (décembre 1976).

TABLEAU 1 - INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

1970 = 100	1973	1974	1975	1976	1977	1978*
Etats-Unis	120,4	119,9	109,3	120,4	127,2	133,5
Canada	123,5	127,4	121,3	127,4	132,5	141,0
Grande-Bretagne	109	106	101	101	107	112
Allemagne	112,9	111,3	105,0	112,7	116,1	116,6
Japon	126,4	122,5	109,6	121,7	126,7	133,8
France	120	123	114	124	126	134
Italie	114,5	119,0	108,5	121,1	121,1	122,4
OCDE	119	120	110	120	124	128

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques. * 2e trimestre

et au soutien des exportations au moyen d'une baisse constante du dollar (c'est-à-dire au détriment des exportations des économies concurrentes).

Selon le rapport annuel 1978 du Fonds Monétaire International, « pour le groupe [des 7 principaux pays industrialisés] la croissance de la production industrielle du secteur manufacturier est estimée actuellement à 4 % environ par an, contre 6 % au début de la décennie. Cette décélération tient en grande partie au fait que *l'accumulation de capital s'est ralentie* » (3). La même constatation est faite par une autre institution bourgeoise qui étudie depuis longtemps l'évolution de l'économie mondiale, la Banque des Règlements Internationaux de Bâle, qui indiquait dans ses rapports successifs que « *la faiblesse persistante des dépenses en capital fixe des entreprises* a joué un rôle essentiel dans la pause marquée par la reprise au milieu de l'année », puis que « si le redressement de l'activité économique n'a pu se poursuivre sur sa lancée, l'une des principales raisons en est que *l'investissement du secteur privé* n'a pas réagi comme il convenait au mouvement de reprise conjoncturelle » (4).

Ce diagnostic des praticiens bourgeois attribuant au *ralentissement de l'accumulation* (illustré par le graphique de la page 56, tiré du rapport annuel 1978 de la B.R.I.) le ralentissement de la croissance est incomplet certes, mais en lui-même parfaitement acceptable pour le marxisme, puisqu'il ne fait que confirmer ce qui a été démontré sur le plan théorique par Marx et Lénine : c'est le secteur I, celui qui produit des *biens de production,* qui est le moteur de l'économie capitaliste. *Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes !* Le mode de production capitaliste est fondé sur cette monstrueuse *fuite en*

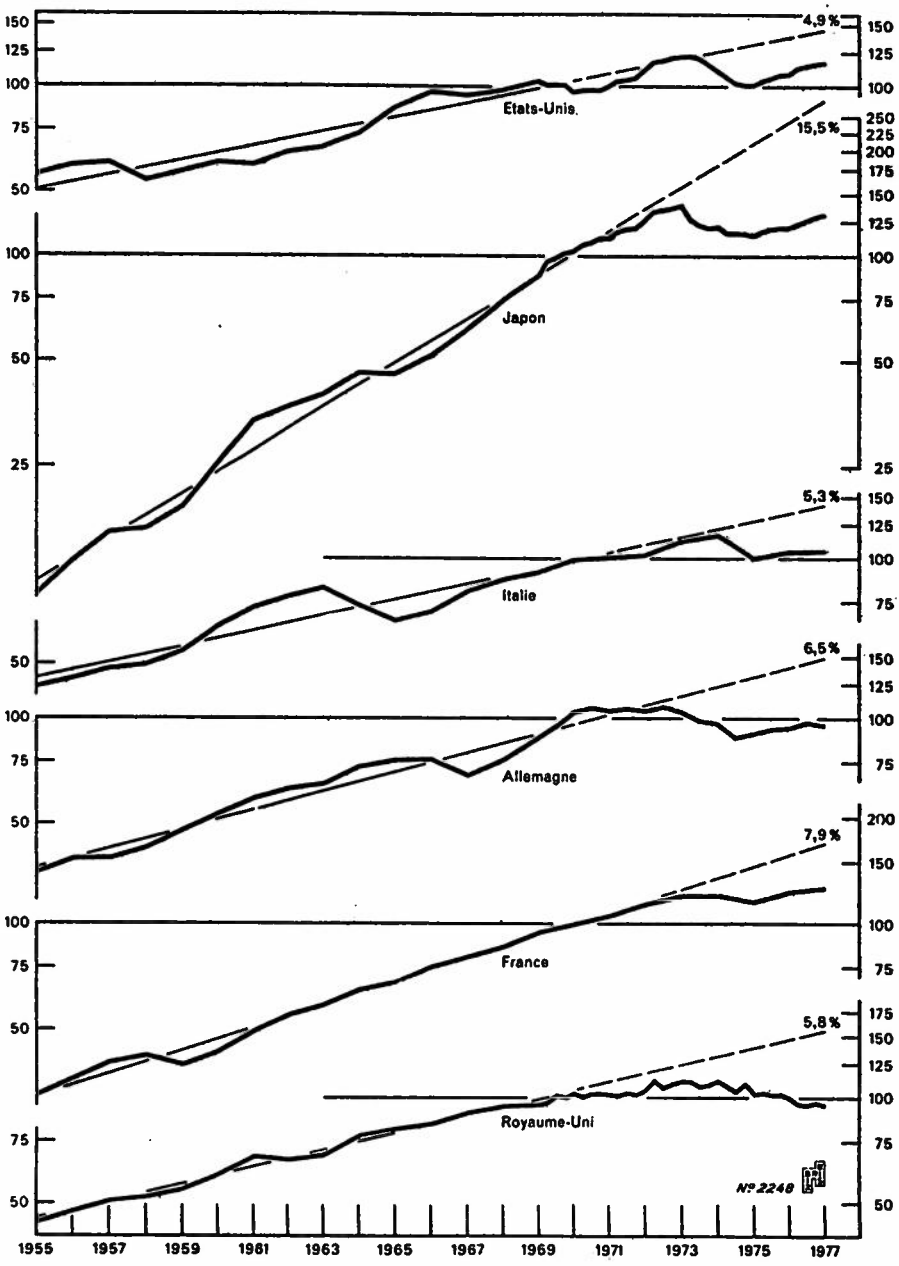
(3) Fonds Monétaire International, *Rapport annuel 1978,* p. 7.

(4) Banque des Règlements Internationaux, *47e et 48e Rapports annuels,* Bâle, 1977, 1978.

GRAPHIQUE I - LE RALENTISSEMENT DE L'ACCUMULATION

Taux annuel de croissance de l'investissement fixe

(Echelle semi-logarithmique - La droite de tendance indique la moyenne 1960-73)



Source : B.R.I., 48e **Rapport annuel**, Bâle, 1978.

avant dans la reconversion incessante de plus-value en capital, de travail vivant en travail mort. La reproduction *élargie* est son essence même ; c'est pourquoi le ralentissement du rythme d'accumulation, s'il n'est pas synonyme d'effondrement de la production, est cependant d'une extrême gravité pour le capital ; que l'accumulation ralentisse, et ce sont brusquement *toutes* les contradictions du mode de production capitaliste qui s'exacerbent, la concurrence commerciale (avec ses reflets monétaires) qui s'aggrave, l'armée de réserve industrielle qui enfle, la lutte pour la constitution de zones d'influence privilégiées qui prend une nouvelle acuité, la pression sur le prolétariat des métropoles et la pression impérialiste sur les continents dominés qui s'accroissent en même temps que les antagonismes inter-impérialistes.

La baisse tendancielle des taux de profit

Cette aggravation de la pression sur la classe ouvrière et les masses exploitées se fait d'autant plus sentir que de l'aveu même des bourgeois, le ralentissement de l'accumulation n'est pas dû à des difficultés passagères, mais aux effets de la *baisse du taux de profit.* Selon le rapport 1978 du Fonds Monétaire International, « *nombreux sont ceux parmi les responsables politiques et les hommes d'affaires des pays industrialisés qui pensent que la faiblesse actuelle de la demande d'investissement tient au moins pour une part à la dégradation de la situation en matière de profits (et, partant, des incitations à investir), causée par divers changements structurels défavorables qui ont alourdi les coûts des entreprises* [...] *cette opinion semble être assez fondée* » (5). Les experts de la Banque des Règlements Internationaux sont encore plus précis. Dans leur rapport de 1976, ils constataient une « baisse tendancielle de la rentabilité des sociétés », que la crise n'a fait qu'accentuer :

« *En 1974-75, la conjonction inhabituelle d'une inflation rampante et d'une profonde récession a porté un coup sévère, dans la plupart des pays, à la rentabilité des entreprises et à leur marge brute d'autofinancement. Mais, dans une perspective à plus long terme, cette détérioration cyclique de la rentabilité n'a fait qu'accentuer le fléchissement des taux de rendement réel du capital, observé dans la plupart des pays depuis les années 60* ».

En 1977, la B.R.I. constatait à nouveau que

« *la rentabilité du capital a rarement été aussi faible* [...] *L'année dernière* [...] *au Royaume-Uni le taux de rentabilité avant impôt du capital des entreprises industrielles et commerciales ne se situait que légèrement au-dessus du creux de 3,5 % atteint en 1975. Au cours des années 1964-66 il s'est établi en moyenne à 11 % pour s'infléchir assez régulièrement par la suite.* [*aux Etats-Unis*] *le taux de rentabilité après impôts du capital des sociétés non financières a progressé*

(5) F.M.I., *op. cit.*, p. 5.

[...] *à 5 % en 1976 contre 3,5 % en 1974 ; mais il restait sensiblement au-dessous de la moyenne de 8 % enregistrée au cours de la période 1964-66* » (6).

Ces aveux ont pour nous d'autant plus de poids que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est une loi fondamentale du mode de production capitaliste qui, sur le plan *théorique*, a toujours été niée par les idéologues bourgeois, et dont, sur le plan *pratique*, la vérification expérimentale n'est pas toujours possible. En effet, même à supposer que l'on puisse disposer pour les principaux pays de statistiques fiables, systématiques, et correspondant à la définition marxiste du taux de profit (ce qui est loin d'être le cas) deux facteurs intrinsèques tendent à faire obstacle à l'observation de la courbe descendante des taux : d'une part, la loi de baisse du taux de profit n'exerce ses effets qu'à long terme, *historiquement*, à mesure que des masses de travail mort s'accumulent sous forme de capital en gonflant démesurément le dénominateur du taux de profit (c'est-à-dire la valeur totale du capital avancé pour obtenir le profit annuel figurant au numérateur) ; d'autre part, comme la plupart des lois mises en évidence dans le *Capital*, la loi de baisse du taux de profit est une loi de *tendance*, dont la manifestation peut être contrecarrée sur des périodes plus ou moins longues par des tendances contraires plus ou moins puissantes ; bien plus, dans la mesure où cette loi traduit une contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, elle pousse sans cesse celui-ci à vouloir lui échapper par tous les moyens — ce qu'il ne peut faire qu'en aggravant *l'ensemble* de ses contradictions.

Marx lui-même consacre un chapitre du Livre III du *Capital* aux « Causes qui contrecarrent la loi » (7) ; sans les examiner toutes, il cite « les plus générales » : l'augmentation du degré d'exploitation du travail, la réduction du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, la baisse de prix des éléments du capital constant (machines, mais aussi *matières premières*, ce qui explique l'importance pour l'impérialisme du contrôle des sources de matières à bas prix), le commerce extérieur (dans lequel Marx inclut l'investissement des capitaux dans les colonies qui rapportent des taux de profit plus élevés grâce notamment à une exploitation accrue), etc. On peut ajouter à cette énumération d'autres « causes », mentionnées explicitement ou implicitement dans d'autres chapitres du *Capital*, en particulier *l'accélération de la vitesse de rotation du capital*, qui peut être obtenue par la généralisation du travail de nuit et du travail posté par équipe, procédé en extension rapide et bien digne de la barbarie capitaliste (8).

(6) B.R.I., *46e et 47e Rapports annuels.*

(7) *Le Capital*, Livre III, ch. XIV, Ed. Sociales, tome VI, pp. 245-253.

(8) Voir dans le Livre III du *Capital* le ch. IV, « Effet de la rotation sur le taux de profit », rédigé par Engels ; voir également dans *Programme Communiste* n° 73 (avril 1977) l'article « Idole de la compétitivité, religion du taux de profit ».

Toutes ces « tendances » qui s'opposent à la tendance du taux de profit à la baisse ne peuvent être analysées en détail, encore moins quantifiées, dans le cadre de ce rapport ; mais elles expliquent que certaines données « expérimentales » puissent être *en apparence* en contradiction avec la loi, sans pour autant invalider celle-ci.

Ainsi, une étude *a priori* sérieuse récemment publiée dans une revue du ministère français des finances (9) fait apparaître une tendance du taux de profit à la baisse en Allemagne, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, mais à la *hausse* au Japon ainsi que, dans une moindre mesure, en France jusqu'à la fin des années 60. Démenti au marxisme ? Commentant ces résultats, les auteurs écrivent que dans ces deux derniers pays le taux de profit est resté stable ou a augmenté *« grâce à une modification du partage salaires-profits au détriment des premiers. Une baisse sensible de la part salariale a en effet été réalisée dans les années cinquante et soixante en France et surtout au Japon grâce à une profonde restructuration du système productif, à un renouvellement du capital fixe, au développement de techniques plus capitalistiques, aux gains de productivité qui en ont résulté (et, au Japon, également grâce à l'utilisation d'un abondant réservoir de main-d'œuvre) »*. En d'autres termes, le capitalisme japonais a pu combattre la tendance du taux de profit à la baisse par une forte « augmentation du degré d'exploitation du travail », pour reprendre les termes même de Marx. Pour la France, outre ce facteur, une étude complémentaire publiée dans la même revue constate que *« deux phénomènes, extension du travail posté, baisse du prix relatif des investissements, [...] ont joué un rôle fondamental dans la hausse prolongée de la rentabilité sur la période, jusqu'en 1970, et dans l'absence d'une chute brutale par la suite »* (10). Loin de démentir le marxisme, nous sommes donc en pleine confirmation : à supposer qu'il y ait eu en France une hausse légère du taux de profit sur vingt ans (ce qui n'est pas certain car d'autres données, que nous citerons plus loin, font apparaître une tendance à la *baisse* du taux de profit sur la même période), elle n'est que la résultante de ces « contre-tendances » mises en évidence depuis longtemps par le marxisme : l'accroissement rapide du taux de plus-value, c'est-à-dire du degré d'exploitation ; l'accélération de la vitesse de rotation du capital par l'extension du travail de nuit et du travail posté (qui a globalement *plus que doublé* en France depuis 1957, et qui a même triplé ou quadruplé dans certaines branches) ; la « baisse du prix relatif des investissements », qui n'est autre que la « baisse du prix des éléments du capital constant » dont parle Marx, transposée dans le contexte inflationniste actuel.

En l'absence de statistiques calculées internationalement sur la base de la définition marxiste du taux de profit, nous avons rassemblé

(9) Loiseau-Mazier-Winter, « Répartition, rentabilité et accumulation du capital : un essai de comparaison internationale », *Statistiques et études financières*, série orange, n° 25, 1976.

(10) Hugues Bertrand, « Quelques réflexions sur l'évolution économique en France et à l'étranger de 1950 à 1974 », *ibid*, p. 53.

TABLEAU 2 - TAUX DE PROFIT MOYEN

	Grande-Bretagne	Etats-Unis	Allemagne	France (I)	France (II)
1950		27,4			
1951		26,0			
1952		23,2		8,0	
1953		22,9		8,4	
1954		21,3		7,8	
1955		23,6	12,5	8,0	
1956		21,9	12,5	8,5	
1957		19,9	12,4	8,4	9,6
1958		18,4	11,9	8,5	9,1
1959		19,6	12,1	8,7	10,3
1960	14,2	18,7	12,2	9,4	9,8
1961	12,3	18,6	11,5	9,3	9,3
1962	11,2	19,4	10,4	9,0	9,0
1963	12,1	19,7	10,0	9,0	8,6
1964	12,5	20,6	10,1	9,3	8,7
1965	11,8	21,0	10,1	8,8	8,3
1966	10,2	21,8	9,5	9,2	7,9
1967	10,5	19,9	9,0	8,9	7,8
1968	10,3	19,9	9,9	9,3	7,7
1969	10,0	18,6	9,6	10,5	9,4
1970	8,7	16,2	9,1	9,9	9,5
1971	8,6	15,9	8,4	9,7	8,3
1972	8,5	17,1	8,2	8,7	8,1
1973	7,1	18,8	8,1	8,6	
1974	3,7	17,7	6,8	7,9	
1975	3,1			7,6	
1976	3,5				
1977	4,0				

Sources : Grande-Bretagne : **Trade and Industry,** 22 septembre 1978, et numéros antérieurs ; Etats-Unis, Allemagne et France (I) : chiffres calculés d'après les données de base fournies par Loiseau-Mazier-Winter, « Répartition, rentabilité et accumulation du capital : un essai de comparaison internationale », **Statistiques et études financières,** série orange, nº 25, 1976 ; France (II) : taux de rendement économique des immobilisations de l'échantillon des grandes sociétés cotées SEDES, in **Fresque historique du système productif,** Collections de l'INSEE, série E, nº 27 (octobre 1974), tableaux 16 et 18. En raison d'importantes différences de méthode dans les calculs (voir bases méthodologiques dans les sources de référence) les diverses séries ne sont **pas comparables entre elles.** Rappelons par ailleurs qu'aucune d'entre elles ne saurait être **assimilée** au taux de profit **au sens marxiste,** mais que leur tendance reflète le mouvement de ce taux.

dans le tableau 2 des taux calculés différemment mais dont les grandes tendances à la hausse ou à la baisse devraient refléter celles du taux de profit au sens marxiste. Pour la Grande-Bretagne, il s'agit de chiffres officiels publiés régulièrement par la revue du ministère de l'industrie et du commerce ; pour les Etats-Unis et l'Allemagne, les chiffres ont été tirés des données de l'étude publiée par le ministère des finances citée plus haut. Ces trois séries (qui sont corrigées des distorsions introduites par l'inflation) *ne sont pas comparables entre elles* pour des raisons dont l'exposé sortirait du cadre de ce rapport, et leurs chiffres n'ont d'intérêt que pour la *tendance historique* qu'ils font apparaître : une baisse incontestable du taux de profit moyen sur le dernier quart de siècle. Comme le montrent les chiffres de la Grande-Bretagne, cette baisse est aggravée par la crise (entre 1973 et 1975 le taux de profit chute de plus de moitié) ; mais dans les trois pays la tendance à la baisse date de *bien avant* la crise et se manifeste (avec des oscillations) *au cœur même de la période de prospérité capitaliste* — ce que les bourgeois ne pourront jamais comprendre, mais qui est *normal* pour des marxistes, puisque c'est précisément lorsque le capital accumule avec le plus de frénésie qu'il sape les bases de sa propre rentabilité.

Pour la France, le tableau 2 donne deux séries de chiffres : la première, tirée de l'étude que nous venons de citer, fait apparaître une tendance à la hausse du taux de profit jusqu'en 1969, puis un retournement de tendance ; la seconde, basée sur un échantillon de grandes sociétés cotées en Bourse, et appliquant une définition différente du taux de profit, traduit une baisse lente mais régulière, avec une reprise passagère à la fin des années 70. En ce qui concerne la période récente, les données officielles indiquent (avec, à l'appui, des chiffres qui ne sont malheureusement raccordables à aucune des deux séries précédents) que « *depuis 1973, la rentabilité des entreprises s'est sensiblement dégradée* » (11).

Quelque réserve que l'on puisse faire sur la valeur des chiffres cités plus haut et sur leur comparabilité avec la notion marxiste de taux de profit, la tendance à long terme qui se dégage de la plupart d'entre eux est éloquente. De toute façon, les aveux du Fonds Monétaire Internationale et de la Banque des Règlements Internationaux, organismes peu suspects de complaisance envers la théorie marxiste, nous suffisent à eux seuls pour constater que la loi de baisse tendancielle du taux de profit est vérifiée par les faits. De là découle l'explication du ralentissement du taux d'accumulation. L'attitude des capitalistes (individuels ou collectifs) ne peut en effet être que le *reflet* de la situation réelle du capital : en particulier, leur décision d'investir ne peut être dictée que par le *taux de profit* que l'investissement

---

(11) *Comptes prévisionnels de la nation pour 1978*, annexé au *Projet de Loi de finances pour 1979*, Paris, Imprimerie nationale, 1978, p. 19.

pourra rapporter. C'est précisément ce taux qui, malgré un léger rétablissement en 1976, est encore trop bas pour le capital :

« *Si l'amenuisement des marges bénéficiaires s'est notablement ralenti dans divers pays, la rentabilité n'a jamais été aussi faible, ce qui semble toujours décourager les nouveaux investissements* [...] *L'incitation des entreprises à investir sous forme d'usines et d'équipements est déterminée* [...] *par le bénéfice qu'elles comptent retirer de l'investissement* [...] *Il est peu probable qu'on assiste prochainement à une réactivation de la formation de capital fixe des entreprises, à moins d'une réactivation substantielle de la rentabilité escomptée des nouveaux investissements* [...] *L'objectif devrait être de rétablir une rentabilité « réelle » appropriée du capital déjà investi. Sans un apport plus normal de bénéfices courants, les dépenses d'équipement ne s'accroîtront pas* » (12).

Le capital répugne donc à s'investir dans le cycle de la production capitaliste avant qu'un taux de profit suffisant ait été rétabli. Mais comment le rétablir ? Si l'économie bourgeoise est bien forcée de constater les symptômes du mal qui la frappe, elle est évidemment congénitalement incapable de remonter à sa cause réelle, car ce serait admettre qu'elle est condamnée. Elle ne peut s'attaquer à la démesure du dénominateur, l'accumulation forcenée de capital qui se retourne contre le capital et qui ne trouve de solution, dans le cadre bourgeois, que dans les destructions massives périodiques de capital, c'est-à-dire *les guerres.* Pour l'heure, elle ne voit que l'insuffisance du numérateur ; le seul coupable possible, c'est donc la classe ouvrière qui ne produit pas assez de profits : haro donc sur les ouvriers, ces goinfres qui compromettent l'investissement, haro sur leurs salaires excessifs, sus à la « mauvaise graisse » et aux « excédents de main-d'œuvre », licencions et restructurons pour abaisser nos dépenses de capital variable, et nous accroîtrons ainsi nos bénéfices, notre *oxygène.* Pris à la gorge par la baisse du taux de profit, le capital se retourne en une offensive générale contre la classe ouvrière pour accroître le taux de plus-value (c'est-à-dire l'exploitation) et augmenter ainsi la masse des profits au détriment de la masse des salaires. C'est ainsi que la B.R.I. fixait en 1976 comme objectif aux divers gouvernements

« *d'augmenter la part de l'investissement dans la dépense totale au détriment de la consommation* [...] *Dans un certain nombre de pays, une politique des revenus conçue en partie dans le but de ramener les profits des sociétés à des niveaux satisfaisants pourrait jouer un rôle utile* [...] *Une telle politique pourrait conduire à une modification de la composition de la dépense intérieure de la consommation vers la formation de capital* » (13).

En 1977, la même institution constatait que

« *A partir de 1974 environ, les entreprises ont connu de sérieuses difficultés en matière d'autofinancement et ont pris conscience de la*

(12) B.R.I., *47e Rapport annuel*

(13) B.R.I., *46e Rapport annuel.*

nécessité de procéder sur une longue période à une restructuration de leur bilan. Ces efforts se sont traduits par une réduction des coûts et de la main-d'œuvre ».

Cependant, cela n'était pas encore suffisant :

« *la plupart des pays seront amenés à* [*prendre*] *des mesures de limitation directe de la croissance des revenus nominaux* [...] *Les solutions qui s'offrent sont multiples, et vont de la politique des revenus imposée par les autorités à l'adoption d'objectifs de caractère général bénéficiant de l'assentiment* [sic !] *de la communauté nationale* » (14).

Les soi-disant « plans anti-inflation » instaurés par les divers gouvernements n'ont évidemment pas d'autre objet que de mettre à la sauce de l' « intérêt national » cette offensive généralisée contre la classe ouvrière. En France, *L'Expansion* d'octobre 1976 reconnaissait déjà que « *le véritable objectif du plan Barre, ce n'est pas de freiner les prix, mais de modifier le partage entre les salaires et les profits* » ; deux ans plus tard, les *Comptes prévisionnels de la nation* prévoient officiellement qu'en 1978 « *grâce notamment au ralentissement des charges salariales, la situation financière des entreprises s'améliore très fortement* », et détaillent même le scénario suivant :

« *Le compte des entreprises non financières présente trois traits dominants : le ralentissement de la progression des salaires et des cotisations sociales permet un accroissement de l'excédent brut d'exploitation supérieur à celui de la valeur ajoutée ; l'allègement de la charge afférente aux impôts courants sur le revenu et le patrimoine permet une croissance du revenu brut des sociétés voisine de 40 % ; dans ces conditions, la situation financière de celles-ci s'améliore considérablement* » (15).

Profits contre salaires : tel est donc bien le dilemme énoncé par la bourgeoisie elle-même. La solution bourgeoise consiste non seulement dans la *baisse des salaires réels,* mais aussi, puisqu'il s'agit de diminuer le capital variable au niveau global, dans les licenciements massifs permettant, sous prétexte de compétitivité, de produire autant à moindre coût et donc d'accroître le sacro-saint taux de profit.

Le gonflement de l'armée de réserve

Les licenciements de « restructuration », destinés à accroître la productivité et l'intensité du travail, s'ajoutant aux licenciements provoqués par la crise, l'armée de réserve du capital n'a cessé de gonfler depuis 1973 (en fait dans certains pays le mouvement de « restructuration » et de croissance du chômage a commencé dès

(14) B.R.I., *47e Rapport annuel.*

(15) *Comptes prévisionnels... op. cit.,* pp. 44-45.

1970-71) ; le nombre officiel de chômeurs a au moins doublé, parfois triplé ou quadruplé, dans les grands pays industriels, et les prévisions officielles signalent qu' « on peut s'attendre à une nouvelle augmentation du chômage au cours des prochains mois. Au total, le chômage pourrait toucher *16,5 millions de personnes dans l'ensemble de l'OCDE, soit 7 % de la population active* » (16). Aveu de poids quand on sait que les statistiques du chômage sont de plus en plus manipulées par les « experts » bourgeois, et qu'elles ne permettent pas de voir l'incidence des renvois massifs d'immigrés ou des diminutions d'horaires.

« *La guerre industrielle des capitalistes entre eux,* écrit Marx, *a ceci de particulier que les batailles y sont moins gagnées par le recrutement que par le congédiement de l'armée ouvrière. Les généraux, les capitalistes, rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats d'industrie* » (17). L'ampleur du « dégraissage » auquel les différentes bourgeoisies procèdent afin d'accroître leurs profits est montrée par la véritable « fonte » des emplois industriels depuis le début de la décennie (voir tableau 3). De 1970 à 1978, l'industrie allemande a mis à la porte 1,3 million de travailleurs sur 8,4 millions qu'elle comptait, et ce alors qu'elle produit 16 % de plus qu'en 1970 ; on imagine les gains de productivité réalisés, avec l'énorme *pression* qu'ils impliquent sur les prolétaires, et qui constitue le fondement de la « prospérité » de l'économie allemande comme de toutes les économies nationales. Pendant la même période, l'industrie britannique, pour tenter de se maintenir à flot dans la concurrence mondiale, a mis à la porte, avec les bénédictions successives des gouvernements conservateurs et travaillistes, 1 million de travailleurs sur 8,2 millions. Au Japon, pays du soi-disant « emploi à vie », le « dégraissage » par rapport au maximum atteint en 1973 a déjà frappé 1,1 million d'emplois industriels.

Aux Etats-Unis, les chiffres du tableau 3 ne font apparaître qu'une décrue relativement faible, mais c'est parce que la reprise économique de 1976-78 a provoqué un mouvement de réembauche, alors qu'entre 1973 et 1975 le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie avait chuté de 1,7 million. On mesure à ce chiffre la formidable souplesse du capital américain, qui peut brutalement se débarrasesr en deux ans de près de 2 millions de prolétaires, puis en réembaucher aussi rapidement une partie selon les besoins de son cycle productif. Dans un pays comme la France, où la tradition réformiste petits-bourgeoise a soigneusement été entretenue par la IV[e] République puis par le gaullisme, des dizaines de réformettes-bidon ont été mises sur pied pour tenter de masquer le vrai visage du capitalisme, et le réformisme ouvrier a fait une véritable profession de l'aménagement des miettes et soi-disant « garanties » que le capital peut consentir en période de prospérité ; la machine capitaliste ne fonctionne pas encore de manière aussi souple et brutale qu'aux Etats-Unis, et comme le

(16) *Comptes prévisionnels... op. cit.*, p. 6.

(17) *Travail salarié et capital*, Ed. Sociales, p. 40.

TABLEAU 3 - NOMBRE D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE

milliers	maximum atteint 1970-1974	mai 1978	décroissance en milliers	décroissance en %
Etats-Unis	14752	14515	— 237	— 1,6 %
Grande-Bretagne	8179	7191	— 988	— 12,1 %
Japon	14360	13230	— 1130	— 7,9 %
Allemagne	8379	7108	— 1271	— 15,2 %
France	5976	5592	— 384	— 6,4 %
Suisse (indice)	(100)	(78,8)		— 21,2 %
Pays-Bas	1203	998*	— 205	— 17,0 %
Belgique	1199	1083*	— 116	— 9,7 %

Sources : Handbook of Labor Statistics, Survey of Current Business (ouvriers seulement pour les USA) ; **Department of Employment Gazette ; Japan Statistical Yearbook, Economic Statistics Monthly ; Monthly Report of the Deutsche Bundesbank ; Indicateurs du VII^e Plan ; La Vie économique ;** OCDE, **Principaux Indicateurs Economiques ;** BIT, **Annuaire des statistiques du travail.** * 1977 pour les Pays-Bas, 1976 pour la Belgique.

déplorent les économistes bourgeois « *beaucoup d'entreprises ont traversé la crise avec des excédents permanents de main-d'œuvre* » (18). C'est ce qui explique que le mouvement de licenciements ait été relativement moins brutal au départ que dans d'autres pays, avec « seulement » 384.000 emplois industriels supprimés entre 1974 et 1978. Mais seule la sottise petite-bourgeoise peut s'imaginer emprisonner le monstre capitaliste dans la toile d'araignée des « réformettes » : lorsque les exigences du taux de profit le demandent, celle-ci est balayée d'un coup par l'attaque frontale contre la force de travail. Selon les dernières données officielles « la diminution des effectifs industriels se poursuit depuis plus d'un an au rythme de *30.000 emplois par trimestre* », soit 120.000 emplois supprimés par an ; mais même cela ne suffit pas : « compte tenu de l'évolution de la production et de la productivité, *l'ajustement en baisse des effectifs semble encore en retard par rapport aux besoins des entreprises* » (19). Le « dégraissage » est donc appelé à se poursuivre à un rythme accéléré, comme le confirme Barre : « *tout le monde sait* [pour les bourgeois, les prolétaires ne font évidemment pas partie du « monde » civilisé] *que de nombreuses entreprises ont des effectifs en surnombre* [...] *Des ajustements sont donc inéluctables* » (20).

(18) *L'Expansion*, octobre 1976.

(19) INSEE, *Indicateurs du VII^e Plan, juillet 1978* (souligné par nous). Par une ironie sans doute involontaire, la même publication rappelle sur la même page que l'objectif du VII^e Plan est « *une forte croissance du nombre des emplois industriels* [...] *l'objectif sera de créer 225 à 250.000 emplois industriels supplémentaires pendant les cinq ans du Plan* ». Misère de la planification bourgeoise !

(20) *L'Expansion*, septembre 1978.

TABLEAU 4 - INDICE DU TOTAL DES HEURES DE TRAVAIL FOURNIES DANS L'INDUSTRIE

1970 = 100	1973	1974	1975	1976	1977
Etats-Unis	107,5	104,7	92,3	97,7	101,6
Grande-Bretagne	92,2	89,8	83,6	81,8	83,3
Japon	96,1	91,7	83,7	84,3	83,1
Allemagne	91,0	85,3	76,2	76,7	75,4
France	101,1	100,7	95,7	94,7	91,5
Italie	91,5	93,8	84,7	85,8	
Belgique	90	91	77	77	72

Sources : Bureau International du Travail, **Bulletin of Labour Statistics** ; OCDE, **Principaux Indicateurs Economiques** (pour la Belgique).

La fonte des emplois industriels apparaît encore plus crûment à la lumière de la statistique des heures totales travaillées dans l'industrie, publiée par le Bureau International du Travail pour les grands pays (voir tableau 4). Cette statistique reflète l'évolution du temps total de travail demandé par le capital à la force de travail industrielle en une année ; elle combine donc les effets des variations du nombre d'emplois, mais aussi des réductions d'horaire (qui ont été générales), du chômage partiel qui a fortement augmenté dans tous les pays, etc. Là encore, parmi les grands pays, c'est la prospère Allemagne qui détient le record avec *une chute de près de 25 % des heures travaillées* depuis 1970 (il est vrai qu'elle est dépassée par la petite Belgique avec une chute de 28 %). La Grande-Bretagne vient ensuite avec une baisse de près de 17 % ; au Japon, où le nombre d'emplois industriels n'a baissé « que » de 7,9 % par rapport au maximum du *boom* (voir tableau 3), la diminution réelle de la masse totale d'heures de travail demandée à la classe ouvrière est aussi de l'ordre de 17 % (la différence entre les deux chiffres est due au chômage partiel et aux réductions d'horaires) ; en France, la diminution atteignait en 1977 8 à 9 % ; en Italie enfin, où la statistique officielle fait apparaître une croissance continue du nombre d'emplois industriels, cette augmentation a pour contrepartie le passage du chômage partiel au rang d'institution, puisqu'entre 1970 et 1976 la quantité totale d'heures de travail fournies a baissé de 14 %.

Les prolétaires immigrés, catégorie particulièrement exploitée et opprimée du prolétariat, ont été les premiers à subir le choc de la crise et des restructurations. Après avoir été massivement aspirés pendant la période d'expansion capitaliste, ils ont commencé à être refoulés en masse — encore que le capital ne puisse *totalement* se passer de ces travailleurs surexploités qui représentent pour lui des bénéfices supplémentaires : comme le dit la canaille Stoléru en personne, *« les immigrés sont nécessaires à l'économie française » !* En Allemagne les entrées ont été stoppées et les immigrés (essentielle-

TABLEAU 5 - TRAVAILLEURS IMMIGRES

(Nombre total en fin d'année - France : entrées annuelles)

(milliers)	1973	1974	1975	1976	1977	1977/73 en %
Allemagne	2459	2328	2061	1925	1833	— 25,4
Suisse	577	525	429	324	288	— 50,0
Autriche	226	218	185	174	189	— 16,4
Pays-Bas	71	69	65	58	42	— 40,8
France (entrées)	161	65	19	3	49	— 69,4

Sources : Monthly Bulletin of the Deutsche Bundesbank ; La Vie économique ; OCDE, Principaux indicateurs économiques ; Bulletin mensuel des statistiques du travail (pour la France, en l'absence de statistiques globales, le chiffre est celui des entrées de nouveaux travailleurs immigrés hors Algérie et Afrique noire, auquel a été ajouté le solde des entrées d'Algériens de plus de 16 ans). Immigration familiale non comprise.

ment Turcs et Yougoslaves) ont été expulsés par trains entiers : de 1973 à fin 1977, selon les statistiques officielles, plus de 600.000 travailleurs immigrés (sans compter les familles) ont été contraints de quitter le pays (voir tableau 5) ; en Suisse l'offensive a été, toutes proportions gardées, encore plus violente, puisque le nombre d'immigrés soumis à contrôle a diminué de moitié en quatre ans ; l'Autriche et les Pays-Bas ont également fermé leurs frontières et chassé une partie de « leurs » prolétaires immigrés. En France, les entrées, qui atteignaient 230.000 travailleurs immigrés en 1970 et 161.000 en 1973 ont chuté à 3.000 en 1976 et repris légèrement en 1977 ; mais selon la *Lettre de l'Expansion* du 23 octobre 1978, le gouvernement serait en train d'étudier la possibilité de *« ne pas renouveler les cartes de travail de 200.000 à 300.000 travailleurs étrangers* [...] *Une occasion se présente : de nombreuses cartes arrivent à échéance l'année prochaine, surtout pour les Algériens.* [...] *Des contacts sont en cours avec les gouvernements étrangers intéressés ».*

L'offensive contre les salaires

Le second volet de l'offensive du capital contre la classe ouvrière porte sur les salaires. Les armes ne manquent pas dans l'arsenal bourgeois : d'abord, l'accroissement de l'armée industrielle de réserve tend « naturellement » à faire pression sur les salaires par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, en accroissant la concurrence entre les ouvriers ; ainsi, le rapport 1978 de la B.R.I. indique que *« les Etats-Unis ont enregistré pendant la récession une baisse des salaires réels uniquement due au jeu des forces du marché ».* D'autre part, la complicité du réformisme ouvrier est un atout précieux pour faire appliquer des politiques de réduction « volontaire » des salaires au nom des sacro-saints impératifs de l'économie nationale : *« Au Royaume-Uni,* écrit le même rapport, *les salaires réels ont diminué*

TABLEAU 6 - EVOLUTION DES SALAIRES REELS DANS L'INDUSTRIE D'APRES LES DONNEES OFFICIELLES

% annuel	Moyenne 1969-73	1974	1975	1976	1977
Etats-Unis	1,4	— 3,1	— 0,2	2,1	0,9
Grande-Bretagne	3,9	7,1	— 3,4	— 2,4	— 0,9
Japon	8,9	3,0	6,3	0,7	4,3
Allemagne	6,2	9,9	1,0	3,2	5,6
France	5,3	4,4	4,7	4,7	2,8
Italie	9,3	— 1,0	8,2	5,8	7,0
Suisse	1,0	5,0	4,2	0,3	1,0
Danemark	7,3	5,6	3,9	— 1,5	— 1,8
Espagne	8,2	11,4	10,9	9,4	— 5,0
Autriche	3,3	5,1	3,4	0,0	— 0,2
Finlande	6,8	6,6	— 0,8	1,5	— 3,9
Suède	2,8	1,9	9,0	1,3	— 3,4

Source : Banque des Règlements Internationaux, 48e **Rapport annuel**, Bâle, 1978.

au cours de chacune des trois dernières années, mais ce mouvement a été imputable essentiellement à la politique des revenus suivie par les pouvoirs publics » : autrement dit, le gouvernement travailliste a utilisé les trades unions comme courroie de transmission de l'application « volontaire » de la politique économique bourgeoise. A défaut de la collaboration *active* du réformisme ouvrier pour faire baisser les salaires, la bourgeoisie peut au moins tabler sur sa collaboration « passive » pour empêcher toute réaction de la classe ouvrière à son offensive contre les salaires : « *Les réductions de salaires réels survenues l'an passé en Autriche, au Danemark, en Finlande et en Suède,* écrit la B.R.I., *ont été également attribuables en partie aux efforts énergiques déployés par les autorités pour introduire une certaine dose de modération dans les accords de salaires* » ; il est évident que ces « efforts énergiques » n'auraient pu aboutir sans la bonne volonté des directions syndicales contrôlées par les partis social-démocrates.

Dans un certain nombre de pays, la baisse des salaires réels est donc reconnue par la bourgeoisie (voir le tableau 6, tiré du dernier rapport de la B.R.I.). Dans les autres, on constate d'après les chiffres officiels un ralentissement de leur progression ; étant donnée la manière dont les statistiques bourgeoises, en particulier celles du coût de la vie, sont manipulées, cela ne signifie évidemment pas qu'il y ait eu *effectivement* progression, même ralentie, des salaires réels. Par exemple au Japon, le pouvoir d'achat a « officiellement » continué à augmenter... mais la statistique ne porte que sur les salariés des grandes sociétés (21). Les statistiques françaises des hausses de salai-

(21) Un article du *Monde* du 4 novembre 1978 confirme qu'au Japon « *les statistiques officielles, qui indiquent une amélioration du pouvoir d'achat, sont trompeuses. Elles ne tiennent compte que des salariés des grands groupes mais ne disent rien de la grande masse des employés des petites entreprises* ».

res ne traduisent pas les hausses *générales* mais la hausse des salaires *moyens*, en incluant l'incidence des avancements d'échelon, des augmentations individuelles à la tête du client, etc., qui ne touchent par définition qu'une petite fraction des salariés, ce qui aboutit à « gonfler » les hausses ; c'est sans doute aussi le cas dans les autres pays. C'est ce qui explique qu'à côté des chiffres qui sont complaisamment claironnés par la propagande bourgeoise, d'autres données mettent en évidence la diminution effective du pouvoir d'achat depuis quelques années.

Aux Etats-Unis par exemple, le *Bureau of Labor Statistics* calcule et publie régulièrement le revenu disponible d'un ouvrier américain marié avec trois enfants à charge, estimé en dollars constants de 1967, c'est-à-dire en termes de pouvoir d'achat (voir tableau 7) : jusqu'en 1972, ce revenu a connu une lente progression, tout en subissant les contrecoups du cycle productif (légères baisses en 1967 et 1970, correspondant aux récessions de l'économie américaine) ; après avoir atteint en 1972 un maximum de 96,6 dollars 1967 par semaine (moyenne sur l'année), il a baissé deux années de suite jusqu'à 90,5 dollars par semaine en 1975 ; malgré une légère remontée en 1976 et 1977 avec la reprise de l'économie américaine, il était encore en 1977 inférieur à son niveau de 1972. Cette évolution est significative du retournement de la situation pour le capitalisme américain et mondial : en période d'accumulation rapide, des couches plus ou moins larges de la classe ouvrière — et tout particulièrement de celle du principal impérialisme de la planète — reçoivent des miettes de la « prospérité » capitaliste, sous forme d'une croissance modeste mais à peu près régulière de leur pouvoir d'achat. Selon la même source, celui-ci s'est en effet accru d'environ 26 % entre 1950 et 1965, soit une progression moyenne de 1,5 % par an : la statistique bourgeoise est ici à peu près en règle avec le marxisme. Mais la fin des années 60 correspond aussi aux premières graves difficultés économiques du capitalisme américain : la période d'accumulation ininterrompue fait place aux signes avant-coureurs de la surproduction ; alors qu'il

TABLEAU 7 - REVENU DISPONIBLE D'UN OUVRIER AMERICAIN (marié, 3 enfants à charge - en dollars constants de 1967)

Année	$ par semaine	Année	$ par semaine
1950	72,2	**1970**	89,9
.....		**1971**	92,7
1964	88,9	**1972**	96,6
1965	91,3	**1973**	95,7
1966	91,2	**1974**	91,0
1967	90,9	**1975**	90,5
1968	91,4	**1976**	91,8
1969	91,1	**1977**	93,8

Sources : US Dept. of Commerce, **Business Statistics**, 1975 ; **Survey of Current Business.**

subissait le règne sans partage des Etats-Unis, le marché mondial, débarrassé des entraves douanières et monétaires qui avaient accompagné la « reconstruction », voit déboucher en force de nouveaux concurrents, en particulier l'Allemagne et le Japon. L'Amérique accuse le coup, l'orgueilleux dollar est dévalué pour la première fois, la balance commerciale américaine accuse le premier déficit de son histoire. Les difficultés du capitalisme américain aux prises avec ses nouveaux concurrents signifient la fin d'une période, la remise en cause inéluctable des miettes concédées à la classe ouvrière. Comme l'écrit Marx (et cela vaut non seulement pour l'Amérique mais pour tous les pays capitalistes, et ce d'autant qu'ils sont plus faibles) :

« A part les périodes de prospérité, la lutte la plus acharnée s'engage entre les capitalistes pour leur place au marché et leurs profits personnels, qui sont en raison directe du bas prix de leurs produits. C'est donc à qui emploiera les machines les plus perfectionnées pour supplanter l'ouvrier, et les méthodes de production les plus savantes. Mais même cela ne suffit pas, et il arrive toujours un moment où ils s'efforcent d'abaisser le prix des marchandises en déprimant le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail » (22).

Certes, cette remise en cause des « avantages » ne se fait pas en un jour, ni sans oscillations contradictoires : le *boom* de 1971-73 a entraîné une remontée du pouvoir d'achat ; mais avec la crise, celui-ci est retombée en 1975 *au-dessus de son niveau de 1965* (voir tableau 7), et il n'a pas rattrapé son niveau maximum.

Une constatation analogue peut être faite en France en étudiant l'évolution du revenu mensuel d'un ouvrier célibataire de la région parisienne d'après les données publiées par le ministère du Travail. Nous avons comparé (voir tableau 8) cette évolution, année par année, à celle de l'indice des prix de la CGT (en prenant à chaque fois l'indice du mois de janvier), de manière à obtenir un indice du pouvoir d'achat ayant pour base 100 l'année 1962. Les chiffres font apparaître de 1962 à 1971 une progression du pouvoir d'achat d'environ 8 % au total (soit un peu moins de 1 % par an en moyenne) : ce sont, là encore, les « miettes de la prospérité » (23) ; à partir de 1972 en revanche, le pouvoir d'achat redescend peu à peu, jusqu'à revenir en 1978 *au-dessous du niveau de 1972*. Cette constatation recoupe celle qui a été faite à partir des données officielles américaines : l'exacerbation des antagonismes et de la concurrence dont le début des années 1970 a donné le signal amène la bourgeoisie à s'attaquer aux miettes qu'elle a pu concéder dans les années plus fastes ; cette

(22) *Le Capital*, Livre I, Ed. Sociales, tome II, p. 133.

(23) On remarquera que l'indice de janvier 1968 (102,0) accusait une baisse sensible sur le précédent (effet du « plan de stabilisation » Pompidou : la « stabilisation » des salaires à la baisse est le scénario favori de la politique économique bourgeoise !). Les négociateurs syndicaux de Grenelle ont bien mérité de la bourgeoisie : grâce à leur soumission, l'indice de janvier 1969 n'a rien fait de plus que rattraper la tendance antérieure — rattrapage qui a été à son tour « compensé » à la baisse en 1970 !

TABLEAU 8 - REVENU MENSUEL D'UN OUVRIER FRANÇAIS (ouvrier célibataire, Paris - indice base 1962 = 100)

Année	(1) Revenu mensuel	(2) Indice prix CGT	(3) = (1)/(2) Pouvoir d'achat	Année	(1) Revenu mensuel	(2) Indice prix CGT	(3) = (1)/(2) Pouvoir d'achat
1962	100	100	100	**1971**	176,7	163,1	108,3
1963	103,8	104,3	99,5	**1972**	192,3	178,6	107,7
1964	110,9	109,5	101,3	**1973**	206,1	194,7	105,8
1965	115,6	114,0	101,4	**1974**	232,0	219,0	105,9
1966	123,2	117,8	104,6	**1975**	263,2	257,9	102,1
1967	129,6	123,2	105,2	**1976**	289,8	293,1	101,1
1968	135,4	132,7	102,0	**1977**	333,1	329,3	101,1
1969	152,7	142,9	106,8	**1978**	365,5	366,3	99,8
1970	161,9	153,6	105,4				

Source : calculs effectués d'après les données du ministère du Travail (col. 1) et de la CGT (col. 2) reproduites dans **Liaisons sociales,** supplément spécial **Statistiques sociales 1963-1974** et numéros divers 1974-1978. Les indices des trois colonnes correspondent au mois de janvier de chaque année.

tendance s'est accélérée sous la morsure de la crise, et elle se prolong avec l'offensive entreprise pour reconstituer les profits. Dans cette offensive, la bourgeoisie française a été puissamment aidée par le travail de sabotage des luttes et la propagande des directions syndicales. Quel bourgeois réussirait en effet à tromper les prolétaires plus cyniquement qu'un Séguy qui se vante d'avoir « *largement contribué à tenir en respect la politique d'austérité du gouvernement et du patronat* » et ne craint pas de déclarer que le pouvoir d'achat a été « *tant bien que mal sauvegardé au cours des trois dernières années, et même accru dans certains cas* » (24), alors que *selon le propre indice des prix de la CGT* le pouvoir d'achat ouvrier a *baissé de 8 % depuis 1971 ?*

Les premiers résultats de l'offensive bourgeoise

En l'absence jusqu'ici d'une réaction généralisée de la classe ouvrière, la bourgeoisie ne peut que se féliciter des premiers résultats de son offensive : dans tous les pays, la part des salaires estimée en pourcentage du revenu national bourgeois a diminué, et celle des profits a recommencé à augmenter ; s'il y a des différences entre pays, elles viennent simplement de ce que dans certains l'offensive a été déclenchée plus tôt que dans d'autres.

Comme on l'a montré plus haut, c'est aux Etats-Unis qu'elle a commencé le plus tôt — en fait dès le début de la décennie (voir

(24) Interview au *Monde,* 21 octobre 1978.

TABLEAU 9 - SALAIRES ET PROFITS EN POURCENTAGE DU REVENU NATIONAL

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Etats-Unis	salaires	53,9	52,9	52,1	51,9	53,2	51,8	51,6	52,0
	profits	8,9	9,6	10,1	10,9	11,2	10,1	11,5	11,3
Gde-Bretagne	salaires	68,1	67,9	67,1	65,6	66,8	70,1	68,5	67,9
	profits	13,2	13,4	13,2	13,7	12,3	10,0	10,8	11,3
Allemagne	salaires	44,8	45,0	44,7	43,4	43,3	43,2	41,0	41,0
	profits	32,5	30,5	30,9	29,9	27,6	27,8	29,6	29,2
Japon	salaires	44,6	46,8	47,1	49,4	51,8	50,9	51,0	
	profits	15,5	13,9	12,5	10,1	7,0	8,8	9,1	
France	salaires	49,3	49,7	49,7	49,9	51,3	51,8	51,7	51,0
	profits	29,7	29,3	29,4	28,5	27,3	25,2	25,4	25,8
Suisse	salaires	56,1	57,2	57,5	58,1	58,4	59,9	59,2	59,1
	profits	15,6	14,7	14,8	14,6	14,7	13,3	13,9	14,5

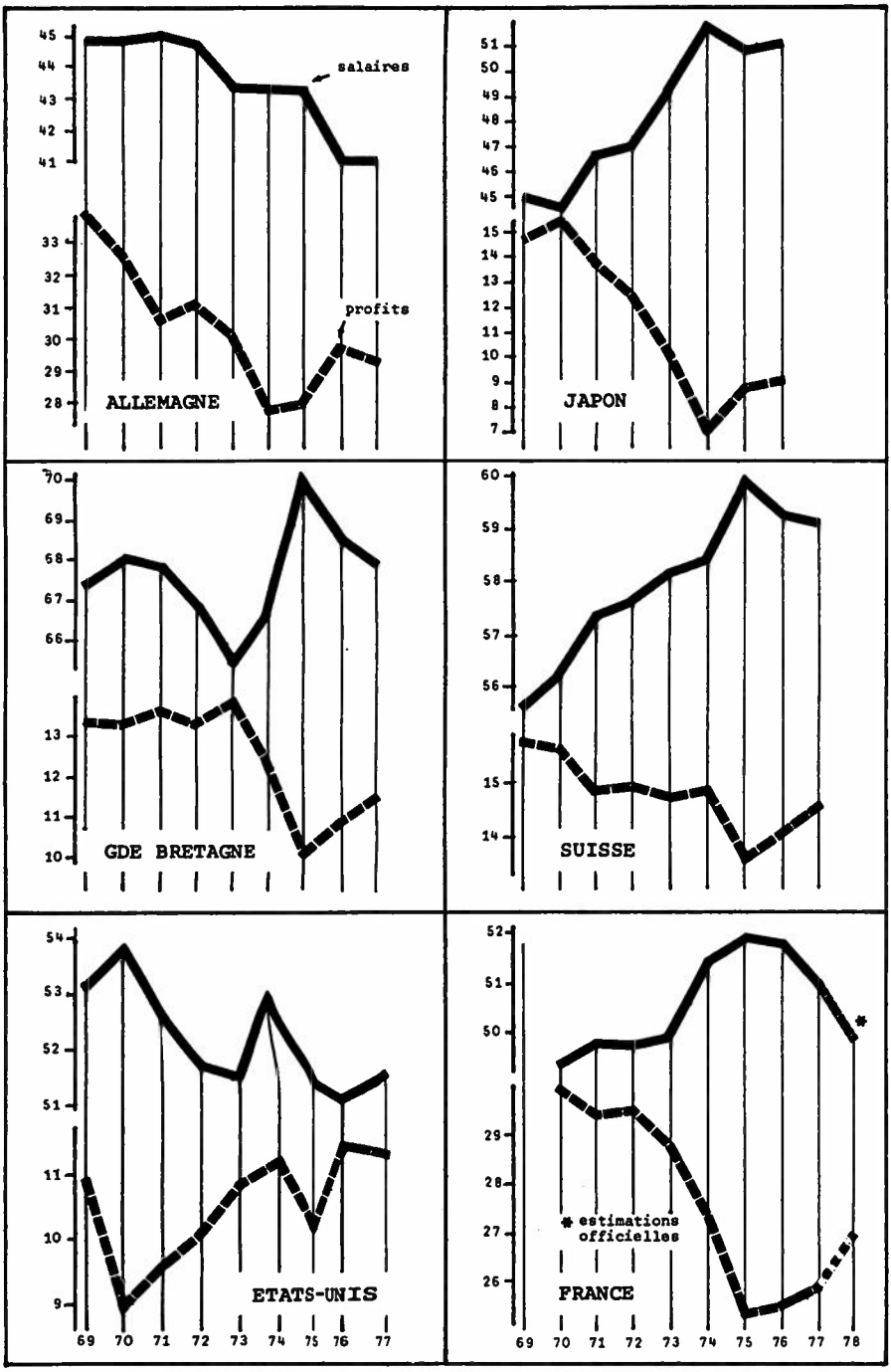
Sources : Survey of Current Business ; Economic Trends ; Economic Statistics Monthly ; Wirtschaft und Statistik ; Tendances de la conjoncture ; La Vie économique. Les données des divers pays ne sont pas comparables entre elles.

tableau 9 et surtout graphique page 73). A partir de 1970, la part des salaires dans le revenu national a commencé à baisser, tandis que celle des profits croissait symétriquement (avec une petite remontée pour les salaires pendant le *boom* de 1974, et une chute pour les profits pendant la crise de 1975). De 53,9 % du revenu national en 1970, les salaires sont redescendus à 52 % en 1977, tandis que les profits passaient de 8,9 % à 11,3 % ; le déplacement des salaires vers les profits correspond à environ 2 % du revenu national. Ce pourcentage, qui peut paraître faible *a priori*, correspond, pour un revenu national qui a atteint en 1977 1.520 milliards de dollars, *à un transfert annuel de 30 milliards de dollars du travail au capital.*

En Grande-Bretagne, une première offensive anti-ouvrière avait fait baisser la part des salaires entre 1970 et 1973 ; après une remontée en flèche de 1973 à 1975, les divers plans de blocage « volontaire » des salaires instaurés par le gouvernement travailliste en collaboration avec les Trades Unions l'ont de nouveau fait baisser, de 70,1 % du revenu national en 1975 à 67,9 % en 1977, tandis que la part des profits remontait de 10 à 11,3 % ; le revenu national britannique ayant été en 1977 de 120 milliards de £, c'est, sur une année, environ 1,6 milliard de £ qui ont été ainsi repris par le capital au travail.

En Allemagne, la part des profits est passée entre 1974 et 1976 de 27,6 % à 29,6 %, soit un gain de 2 %, alors que la part des salaires baissait de 2,3 % : pour un revenu national de 900 milliards de DM en 1977, cela correspond à un transfert du travail au capital de 18 milliards de DM par an environ (somme qui n'a que très légèrement diminué en 1977). Notons que la B.R.I. a rendu hommage au rôle des syndicats dans l'obtention de ce brillant résultat en reconnaissant que les profits des sociétés allemandes se sont améliorés « *grâce notam-*

GRAPHIQUE II - PROFITS ET SALAIRES EN % DU REVENU NATIONAL



ment à la reconnaissance par les syndicats de la nécessité d'améliorer les structures du capital des sociétés » (25). On constate la même tendance à la hausse de la part des profits au détriment de celle des salaires au Japon à partir de 1974 (26), et en Suisse à partir de 1975 (voir tableau 9 et courbes caractéristiques « en pinces » du graphique).

En France, la part des salaires est passée de 51,8 % de la valeur ajoutée des sociétés en 1975 à 51 % en 1977, tandis que celle des profits passait de 25,2 à 25,8 % ; ce déplacement, qui correspond à un transfert d'environ 6 à 8 milliards de francs du travail au capital, n'est qu'un début : les *Comptes prévisionnels de la nation* prévoient en effet que la part des salaires doit descendre à 49,8 % en 1978 et 49,2 % en 1979, tandis que celle des profits doit continuer à monter, pour atteindre 26,8 % en 1978 et 27,1 % en 1979. Si cet objectif est atteint (ce qui suppose que les directions syndicales puissent continuer à contrôler les réactions ouvrières et à empêcher toute explosion), ce sera environ 2 % de la valeur ajoutée des sociétés, soit 20 milliards de francs par an, qui auront été transférés du travail au capital. Mais dès maintenant, la bourgeoisie française constate que grâce aux « dégraissages » et à la compression des salaires, et malgré le ralentissement de la croissance industrielle et de l'accumulation, les sacro-saints profits ont recommencé à augmenter après le léger ralentissement de l'année de crise. En octobre 1977, le journal l'*Expansion* pouvait écrire que « *la pression sur les salaires, jointe à la hausse (tolérée) des prix industriels, a permis aux marges de se reconstituer* » ; en mai 1978, sous le titre éloquent « *Les profits 1977 : de bonnes surprises* », il confirmait :

« *Une gestion plus rude, une sélection plus sévère des investissements et des produits, le recours plus systématique aux réductions d'horaires et d'emploi, permettent aujourd'hui à la majorité des entreprises d'afficher des marges brutes d'autofinancement et des bénéfices nets en sensible progression. Un changement notable de comportement s'est opéré chez les gestionnaires français et, si l'emploi en pâtit, les comptes financiers en sont confortés* ».

En effet, comme le montrent les chiffres du tableau 10, les profits des sociétés françaises sont passés de 190 milliards de francs en 1975 à 219 milliards en 1976 et 253 milliards en 1977, soit une augmenta-

(25) B.R.I., *47e Rapport annuel.*

(26) Les tableaux 9 et 10 ne donnent pas les chiffres de 1977 pour le Japon, qui n'étaient pas encore disponibles au moment de la publication de cette revue. Mais la tendance ne fait pas de doute, si l'on en croit ce qu'écrit le *Japan Times* du 27 novembre 1978 en annonçant un accroissement du profit des sociétés : « *De nombreuses entreprises se sont efforcées de réduire leurs coûts en pratiquant ce qu'on a appelé le « genryo keiei », (dégraissage, ou serrage de la ceinture des sociétés). Une méthode largement utilisée, et encore en vigueur, consiste à réduire la masse salariale. Cela a impliqué non seulement la réduction ou l'annulation des plans d'embauche mais aussi le licenciement des travailleurs inutiles et même des baisses de salaires* ». On voit que non seulement les méthodes, mais même le vocabulaire des exploiteurs, sont internationaux !

TABLEAU 10 - PROFITS DES SOCIETES
(milliards d'unités monétaires nationales courantes)

	1973	1974	1975	1976	1977	1977/75 en %
Etats-Unis	116	127	124	157	172	+ 38,7
Grande-Bretagne	13,1	14,9	14,8	18,9	20,6	+ 39,2
Japon	9161	7510	11057	12704		
Allemagne	214	213	223	260	271	+ 21,5
France	163	182	190	219	253	+ 33,2
Suisse	16,1	18,1	16,2	17,4	18,5	+ 14,2

Sources : voir tableau 9. Le choix des agrégats a été modifié par rapport à ceux utilisés dans **Programme Communiste** no 72, p. 87. Les données des divers pays ne sont pas comparables entre elles.

tion de 33 % en deux ans. On enregistre le même mouvement de rétablissement des profits dans les autres pays, encore plus rapide aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, avec 39 % de hausse en deux ans (il est vrai que dans ce dernier pays le taux d'inflation est particulièrement important), plus lent en Allemagne avec + 21,5 % ou en Suisse avec + 14, 2% (mais dans ces deux pays l'inflation est au contraire très faible).

⁂

Il n'est guère surprenant dans ces conditions que le capital ait pu *amortir jusqu'ici les effets de la crise*, et éviter que la baisse, puis la stagnation de la production, ne se transforment en crise généralisée de la sphère de la circulation, du crédit, etc., entraînant à leur tour un effondrement de la production. Cette constatation restera sans doute en travers de la gorge de tous ceux qui s'imaginent qu'il suffit d'entonner des hymnes à la crise pour que le capitalisme s'effondre de lui-même, ou prennent la révolution pour une simple cérémonie d'enterrement de la société bourgeoise. Comme l'avait déjà dit Lénine, le capitalisme, même malade, même pourrissant sur pied depuis longtemps, *ne meurt pas tout seul*. Et il est d'autant moins près de mourir s'il a pu, en l'absence d'une force révolutionnaire capable de l'abattre, reprendre des forces en suçant encore davantage le sang de ses victimes, préalablement immobilisées par le venin paralysant du réformisme ouvrier. Car si le capitalisme a pu jusqu'ici résister à la crise, c'est aussi grâce à la précieuse collaboration des directions syndicales et des partis réformistes qui, au gouvernement ou dans « l'opposition », l'ont aidé à maintenir l'ordre et à accroître ses profits au détriment de la force de travail, soit en participant ouvertement à l'application des soi-disant « plans anti-inflation », soit en empêchant toute réaction généralisée à l'offensive anti-ouvrière.

Cette besogne, le réformisme ne pourra pas indéfiniment l'accomplir avec autant de facilité. En effet, l'offensive bourgeoise *n'en est qu'à ses débuts.* Certes, elle a déjà obtenu des résultats : la remontée des profits dans tous les pays a probablement provoqué un léger rétablissement de la rentabilité ; mais d'une part, selon les porte-parole du capital eux-mêmes, ce rétablissement est encore insuffisant (27) ; d'autre part et surtout, *le problème de la tendance du taux de profit à la baisse à long terme n'est pas résolu pour autant.* S'il veut accroître encore les taux jugés insuffisants, puis empêcher qu'ils recommencent à baisser inéluctablement, le capital ne peut faire autrement que de poursuivre son offensive anti-ouvrière, reprendre une à une toutes les miettes et les « garanties » qu'il a pu donner, détruire peu à peu les bases matérielles sur lesquelles le réformisme ouvrier a pu prospérer. D'où les cris de celui-ci, voire parfois quelques hésitations au sein des diverses couches bourgeoises sur les dangers d'une offensive trop brutale. Mais même à ceux qui redouteraient les conséquences de leurs actes, l'aggravation de la concurrence impose d'appliquer dans toute leur rigueur les lois de la production capitaliste, auxquelles elle donne la forme de contraintes extérieures inéluctables. En donnant le signe de la *surabondance de capital,* la crise et la baisse du taux de profit ont donné le signal de la *guerre économique généralisée,* dans laquelle le dieu sanguinaire du taux de profit prend les traits de l'idole « rationnelle » de la *compétitivité.* Au nom de ce nouvel impératif catégorique, chaque bourgeoisie prêche la mobilisation générale en exigeant des prolétaires de tous les pays les mêmes sacrifices sans cesse renouvelés : dégraissages, licenciement, compression des salaires, accélération des cadence, travail de nuit — en un mot, application toujours plus implacable des lois du capital et donc pression toujours accrue sur les épaules des exploités. En même temps, c'est la pression sur les masses asservies des aires dominées qui s'accroît, la concurrence pour les matières premières à bas prix et les zones d'influence économique qui s'aggrave, les antagonismes interimpérialistes qui s'exaspèrent (28).

---

(27) Voir les rapports de la B.R.I. cités *supra.* En France plus particulièrement, *Le Monde* du 10 octobre 1978, après s'être demandé pourquoi « *malgré l'amélioration de leur situation financière, les entreprises privées n'accroissent guère leurs investissements* », constatait qu' « *il ne suffit pas que les entreprises aient des fonds pour s'équiper davantage, il faut encore et surtout qu'elles croient pouvoir tirer un solide profit de l'investissement consenti* »...

(28) Ainsi le gouvernement français écrit dans son dernier *Rapport économique et financier* : « *L'investissement à l'étranger est un facteur important de croissance des exportations : en effet les investissements commerciaux constituent un élément essentiel de compétitivité sur les marchés extérieurs, la réalisation d'investissements productifs à l'étranger est souvent nécessaire à la pénétration de ces marchés et entraîne un développement des exportations vers ces pays. L'accroissement des fonds propres* [comprenez : des bénéfices] *des entreprises et une intensification de l'aide aux pays en voie de développement sont de nature à favoriser les investissements directs dans ces pays* ». (Annexe au *Projet de loi de finances..., op cit.,* p. 40). Mieux exploiter les prolétaires en France afin de mieux pouvoir les exploiter dans les zones arriérées, et réciproquement, voilà les seules « solutions » que le capitalisme connaisse à ses difficultés !

Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que la société bourgeoise ne puisse faire autrement que d'admettre — à sa manière — que la solution n'est plus au niveau du *numérateur* du taux de profit, mais à celui du *dénominateur* ; que ce ne sont pas les profits extorqués au travail vivant qui augmentent trop lentement, mais le travail mort accumulé qui s'est accru trop vite ; en d'autres termes, que la baisse du taux de profit, la crise, l'exacerbation de la guerre économique, ne sont que les manifestations d'une seule et même réalité, la *surproduction générale de capital.* Dans le monde à l'envers de la concurrence, celle-ci ne peut apparaître à chacun des chacals bourgeois en présence que comme un excès de capitaux *particuliers,* de *concurrents* venant disputer toujours plus âprement leur part d'une plus-value qui n'a pu croître assez vite pour les rassasier tous. D'où l'aggravation croissante des antagonismes interimpérialistes, qui aboutit « avec la régularité des phénomènes naturels » à la guerre d'élimination réciproque des capitaux entre eux, et à la destruction massive de capital exigée par les lois mêmes de la production capitaliste.

La solution bourgeoise ultime de la guerre économique ne peut donc être que la guerre *tout court.* En mettant les prolétaires des différents pays en concurrence les uns avec les autres pour mieux les exploiter, la première ne fait que préparer la seconde, qui les lancera les uns contre les autres sur les champs de bataille. C'est pourquoi, dans la première comme dans la seconde, la classe ouvrière ne peut éviter l'écrasement qu'en pratiquant le *défaitisme,* en rejetant les idoles bourgeoises de la compétitivité, de l'économie nationale, de la patrie, et en défendant ses propres intérêts de classe qui sont *les mêmes dans tous les pays.* Ce n'est qu'ainsi, en refusant l'embrigadement derrière les drapeaux bourgeois pour reconstituer au contraire *l'armée internationale du prolétariat,* qu'elle pourra, aujourd'hui se défendre contre la pression toujours plus insupportable du capital, et préparer, demain, la destruction définitive de la société bourgeoise et de son cortège sanglant d'exploitation, de pillage et de guerres.

Parabole du trotskysme dégénéré

La IVe Internationale et la dictature du prolétariat

A l'heure où les partis eurocommunistes se débarrassent à qui mieux mieux de leurs dernières références à une dictature du prolétariat réduite depuis des décennies à une simple *formule*, les forces de l'extrême gauche se sont levées pour la défendre... à leur manière. C'est ainsi que le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale (LCR en France) présente, en vue de son prochain congrès, une résolution où il prétend se revendiquer, contre le stalinisme, de la tradition de l'Internationale Communiste. Une simple lecture de cette résolution (1) suffit pourtant pour se convaincre que, malgré le rapide coup de chapeau à la théorie, la dictature du prolétariat est ici aussi réduite à une formule de façade dont le *contenu* réel n'est autre que le démocratisme antimarxiste.

La IIIe Internationale avait significativement intitulé ses thèses de 1919 : « Démocratie bourgeoise et dictature du prolétariat » : une manière de revendiquer fièrement le contenu dictatorial, totalitaire, du pouvoir prolétarien, qui n'a pas besoin de s'envelopper des oripeaux hypocrites sous lesquels la bourgeoisie cache la réalité de sa domination de classe. La résolution de l'Internationale trotskyste s'intitule, elle, « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », titre doublement vide de sens. Du point de vue théorique en effet, là où il y a socialisme il n'y a pas Etat et, partant, pas de démocratie. Du point de vue historique, le mot « démocratie » pouvait encore être utilisé pour désigner la conquête du pouvoir par le fusil en 1848, quand une révolution double était en cours, ou en 1917-1919, quand Lénine opposait polémiquement à la démocratie bourgeoise formelle, masque de la dictature de fait d'une petite minorité, la démocratie prolétarienne, qui signifiait en réalité la dictature de la classe représentant les intérêts historiques de la grande majorité de la société ; mais aujourd'hui, le mot de démocratie ne signifie plus que le respect du mécanisme formel du parlementarisme bourgeois.

Le marxisme a toujours affirmé que la lutte de classe, loin de s'estomper, atteint son apogée *après* la prise du pouvoir : parce que, d'abord, la bourgeoisie ne peut pas être expropriée d'un coup, mais conserve pendant longtemps encore les privilèges que lui donnent une longue expérience du pouvoir, la richesse, la culture ; parce que, surtout, la révolution ne peut triompher simultanément partout : la bourgeoisie vaincue dans un pays est forte de ses relations internationales, et d'autant plus forte qu'elle bande toutes ses énergies pour ne pas mourir après avoir reçu le premier coup.

C'est en premier lieu la nécessité d'abattre définitivement un ennemi

(1) *Inprecor* n° 10, du 7 juillet 1977.

de classe devenu d'autant plus acharné qu'il se sent plus menacé, qui fait la nécessité de la dictature du prolétariat, pouvoir que le prolétariat « *ne partage avec personne* », pouvoir « *conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie* », et qui « *n'est lié par aucune loi* » (2). C'est aussi ce qui fait la nécessité de la terreur rouge pour intimider et paralyser l'adversaire. La dictature du prolétariat ne peut être qu'une *guerre* sans quartier, où le prolétariat doit montrer le maximum de force et de résolution pour pouvoir l'emporter sur un ennemi plus puissant que lui. Pour cela il a besoin de la direction du parti de classe, pourvu d'une claire conscience du but révolutionnaire, des moyens de l'atteindre et d'une organisation disciplinée, militairement organisée, qui donne au prolétariat son unité d'action et de direction contre la force unitaire et centralisée de la bourgeoisie. Telles sont les claires leçons des révolutions passées, triomphantes ou battues, depuis la Commune de Paris jusqu'à la révolution d'Octobre. Ce sont ces leçons que Lénine et Trotsky n'ont cessé de défendre avec acharnement contre tous les zélateurs de la « démocratie pure », et que l'Internationale Communiste a martelées dans toutes ses thèses constitutives.

Une des caractéristiques de toujours du centrisme, c'est qu'il estompe l'acuité des conflits de classe pour reconstruire l'image d'une révolution *comme il faut*, où les conflits se réduisent pratiquement à un *débat d'opinions* et où la démocratie est reine. Après avoir rapidement défini la dictature du prolétariat comme un « *mécanisme* [?] *pour désarmer et exproprier la classe bourgeoise et pour permettre l'exercice du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière ;* [...] *un mécanisme pour empêcher tout rétablissement de la propriété des moyens de production et toute réintroduction de l'exploitation de travailleurs salariés par des capitalistes* », la résolution du Secrétariat Unifié se garde bien d'expliciter *sur quoi* repose ce « mécanisme » (il s'agit précisément de la violence, de la terreur rouge, de la mise hors la loi de la bourgeoisie en tant que classe !), mais préfère consacrer de longues pages à la description de la « démocratie socialiste ». La guerre civile n'apparaît qu'*in extremis* dans un parcimonieux paragraphe, comme *possibilité* et rien que comme *possibilité* ; par contre, la résolution s'attache à établir une série de « lois » qui sont autant de limites pour la dictature. Bref, au lieu d'insister sur la nature de l'Etat qui est un *organe de répression*, la LCR insiste sur le formalisme dont doit s'entourer cet organe de répression. Pour Engels « *tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel* » (3). Pour la IV[e] Internationale au contraire, le besoin de « liberté » en général exigerait de limiter le rôle de l'Etat. Et par quoi ? Par une constitution !

Première loi : interdiction pour le parti de classe de prétendre représenter la classe et agir « en son nom » ou même « avec son appui ». *Tous* les partis doivent avoir pleine et entière liberté d'existence, de propagande, d'agitation, *même les plus réactionnaires*, car toute restriction dans ce sens limiterait la « démocratie ouvrière ». Le prolétariat doit en effet pouvoir faire son « choix » entre des « idées » différentes, et après en avoir longuement « débattu », donner la palme à telle ou telle direction.

On est ici en plein crétinisme parlementaire. Les conditions réelles de

(2) Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *Œuvres*, vol. 28, p. 244.

(3) Engels à Bebel, 18 mars 1875, *in* Marx-Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Ed. Sociales, 1972, pp. 58-59.

la dictature, qui ne peut que s'accompagner d'une guerre civile, sont remplacées par les conditions imaginaires d'une guerre en dentelles où règne la Parole. Le siège de cette Parole, c'est d'abord le Soviet, où les différents partis se disputent l'hégémonie comme dans un vulgaire parlement ; c'est aussi la presse, la télévision, etc., où tous doivent avoir libre accès.

Tous les partis doivent avoir droit de cité : « *La liberté d'organisation de groupes, tendances et partis différents,* sans restrictions idéologiques, *constitue une précondition pour l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière. Sans cette liberté, il ne peut y avoir de conseils de travailleurs réellement et démocratiquement élus, ni un véritable exercice du pouvoir par ces conseils de travailleurs. Socialement, cette liberté constitue une précondition pour que la classe ouvrière puisse arriver collectivement, en tant que classe, à un point de vue commun, ou du moins majoritaire, sur les problèmes innombrables de tactique, de stratégie, et même de théorie (de programme) qu'implique la tâche gigantesque de construire une société sans classes, sous la direction de masses traditionnellement opprimées, exploitées et écrasées.* »

Ainsi la direction de la IV[e] Internationale idéalise la notion de classe (ou plutôt de sa majorité, c'est-à-dire en définitive la notion d'individu), en lui accordant la prérogative d'acquérir par le débat une conscience qu'elle refuse au parti. D'ailleurs, ajoute-t-on, « *le programme marxiste n'est jamais un programme définitivement achevé. Il n'y a pas de situation nouvelle qui puisse être entièrement analysée en fonction de précédents historiques* ». Là encore, seule la libre discussion pourrait permettre de trouver ce que le Parti n'avait pas « prévu » ; « *tout au plus peut-on défendre la thèse selon laquelle le parti révolutionnaire représente seul, sur le plan programmatique, les intérêts* historiques à long terme *du prolétariat* ». Mais là aussi, pour réduire les « risques d'erreur », encore faut-il d'abord que le parti ait conquis la majorité de la classe ouvrière. Aux masses, donc, de corriger le parti.

L'unicité et la fonction du parti de classe sont aussi niées au nom de l'« hétérogénéité » de la classe ouvrière. Le Secrétariat Unifié oublie allègrement ce que disait Trotsky en 1920, à savoir que *c'est justement l'hétérogénéité de la classe* qui impose le besoin de l'exercice de la dictature prolétarienne *par le Parti* ! Rafraîchissons la mémoire de ces messieurs avec *Terrorisme et Communisme :*

« *Le rôle exceptionnel que joue le parti communiste dans la dictature du prolétariat est bien compréhensible. Il s'agit de la dictature d'une classe. La classe se compose de différentes couches* [...]. *Or la dictature suppose unité de volonté, unité de tendance, unité d'action. Par quelle autre voie pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un parti pourvu d'un programme d'action bien défini et d'une discipline intérieure incontestée* [...]. *On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du parti. Et cependant on peut affirmer sans risquer de se tromper que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti : grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation révolutionnaire le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail* [...]. *Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les*

représentants avoués de la classe ouvrière dans sa totalité » (4).

Alors, Messieurs, Trotsky précurseur de Staline ?

Autre argument de la IV^e^ Internationale pour interdire à la dictature du prolétariat... d'interdire :

« *Si on dit que seuls les partis et organisations qui n'ont pas de programme ou d'idéologie bourgeoise (et petite bourgeoise ?) ou qui ne sont pas « engagés dans la propagande et/ ou l'agitation antisocialiste ou antisoviétique » peuvent être légalisés, où va-t-on tracer la ligne de démarcation ? Des partis ayant une majorité de membres originaires de la classe ouvrière mais en même temps une idéologie bourgeoise seront-ils interdits ? Comment peut-on concilier pareille position avec le concept de l'élection libre des conseils de travailleurs ? Quelle est la ligne de démarcation entre le « programme bourgeois » et « l'idéologie réformiste » ? Doit-on dès lors interdire également les partis réformistes ? Supprimera-t-on la social-démocratie ?* »

Ceci est un argument d'un pédantisme typiquement kautskien. Kautsky demandait où on pourrait tracer la ligne de démarcation entre bourgeois et prolétaires étant donnée l'infinité des degrés intermédiaires, et il se plaignait que l'on mette hors la loi des partis qui étaient des « nuances » du mouvement ouvrier, sans comprendre que la fameuse ligne de démarcation est tracée *par la lutte.* En 1918, l'armée de Koltchak avait été formée par les s-r et soutenue par les menchéviks ; en 1919 en Allemagne, les corps francs qui massacrèrent Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogisches et la fine fleur de l'avant-garde révolutionnaire allemande, furent les instruments de de la social-démocratie allemande. Qu'est-ce que cela montre, sinon que l'identité de fond entre « programme bourgeois » et « idéologie réformiste » ne fait que refléter l'alignement *objectif* de la social-démocratie sur le front de la contre-révolution dans le feu de la lutte de classe ? L'opportunisme n'est ni un fait moral, ni un fait purement idéologique : c'est un fait *social.* Demander si on devra « supprimer la social-démocratie » n'est pas seulement une phrase vide de sens (puisqu'il ne peut s'agir que de la mettre *hors la loi,* sa « suppression » ne pouvant coïncider qu'avec l'anéantissement de ses racines historiques) ; cela revient en fait à se demander si on devra supprimer la domination de classe bourgeoise, dont le réformisme est l'agent *au sein* des rangs prolétariens dans les situations « normales », et l'exécuteur direct *contre* le prolétariat dans les situations d'urgence. Cela revient en somme à ignorer les conditions réelles de la guerre entre les classes, et le rôle qu'y joue l'opportunisme.

Kautsky aussi parlait de permettre la « libre confrontation » des idées, en particulier grâce à la liberté de la presse, sans quoi le prolétariat, le pauvre, ne saurait à quelle vérité se vouer. A quoi Trotsky répondait que notre but n'est pas d'établir une statistique des opinions, mais de faire triompher la nôtre, après quoi nous aurions suffisamment de critères pour en vérifier le bien-fondé « autres que le tirage des journaux menchéviks ».

Le Secrétariat Unifié ignore, apparemment, qu'une contre-révolution *se prépare* et qu'elle *utilise* toutes ces *armes* que sont la presse, la propagande, etc. Comme disait encore Trotsky, « *la presse n'est pas l'arme d'une société abstraite, mais de deux camps inconciliables, qui se combattent par les armes. Nous supprimons la presse de la contre-révolution comme nous détruisons ses positions fortifiées, ses dépôts, ses communications, ses services d'espionnage* » (5). La IV^e^ Internationale tombe

(4) Trotsky, *Terrorisme et communismes,* 10/18, pp. 168-171.

(5) *Ibid,* p. 102.

précisément dans le panneau de la propagande bourgeoise lorsqu'elle affirme que devront exister les plus larges droits de presse, d'assemblée, de manifestation, de grève, etc., même pour les travailleurs qui ne sont « pas d'accord avec le gouvernement », la libre confrontation étant censée rendre plus difficile une agression militaire impérialiste déclenchée sous prétexte de défense des libertés. Comme si une agression impérialiste se décidait au niveau des prétextes !

C'est réduire tout simplement le prolétariat à *l'impuissance* que d'affirmer que la Constitution et le Code pénal puniront « les actes d'insurrection armée » et seulement les « actes prouvés », non la propagande générale favorable à la restauration du pouvoir bourgeois : comme si cette propagande n'était pas déjà *un acte de guerre* ! Le prolétariat est ainsi criminellement réduit à la seule défensive.

Le principe mis en avant par la IV^e^ Internationale est donc tout simplement le vieux principe démocratique : « *Voilà ce qui constitue notre norme programmatique et de principe : liberté politique illimitée pour tous les individus, groupes, tendances et partis qui,* dans les faits, *respectent la propriété collective et la constitution de l'Etat ouvrier* ». L'ambition de la IV^e^ est ainsi d' « *arracher aux réformistes la fonction de représenter les aspirations démocratiques des masses* ». Nous dirions plutôt qu'il s'agit de *rivaliser avec les réformistes* dans la fonction qui consiste à diffuser des illusions démocratiques dans les masses ! La démocratie *pour tous* ne peut être une revendication de la classe ouvrière : elle ne peut être qu'un mensonge copié sur la démocratie bourgeoise et situé aux antipodes de ce que Lénine appelait un élargissement sans précédent de la démocratie pour la classe ouvrière, ce qui signifiait une *participation intense* à la vie politique et à la gestion directe du pouvoir au moyen des soviets dirigés par le Parti, mais qui reposait aussi sur l'*exclusion* de la démocratie pour la bourgeoisie et ses agents divers.

Nous emprunterons notre conclusion à un de nos textes fondamentaux de 1951 (6) :

« L'Etat prolétarien ne peut être animé que par un seul parti et cela n'aurait aucun sens dépassant la conjoncture concrète d'exiger que ce parti encadre une majorité statistique ou soit appuyé par une telle majorité dans les « consultations populaires », vieux piège bourgeois. Parmi les possibilités historiques il faut compter l'existence de partis politiques composés en apparence de prolétaires, mais subissant l'influence des traditions contre-révolutionnaires ou des capitalismes extérieurs. Cette contradiction, la plus dangereuse de toutes, ne peut être résolue par la reconnaissance de « droits formels », ni par des consultations dans le cadre d'une abstraite « démocratie au sein de la classe ». Si elle se présente, il s'agira là encore d'une crise à liquider sur le terrain du rapport de forces. Il n'existe pas de système statistique capable de garantir la bonne solution révolutionnaire ; celle-ci dépendra uniquement du degré de solidité et de clarté du mouvement communiste dans le monde [...]. En conclusion, le parti communiste gouvernera seul et n'abandonnera jamais le pouvoir sans une lutte matérielle. Cette affirmation courageuse de la volonté de ne pas céder à la tromperie des chiffres et de ne pas en faire usage aidera à lutter contre la dégénérescence de la révolution. »

(6) *Dictature prolétarienne et parti de classe,* reproduit dans notre brochure *Parti et classe,* pp. 97-98.

Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion

Dans les années trente, lorsque le stalinisme victorieux faisait la chasse aux « trotskystes » dans les sections de l'Internationale Communiste et excluait toutes les fractions ou tendances opposées à son orientation, Trotsky incita ces opposants à *entrer* dans les partis socialistes. Dans son esprit il ne s'agissait évidemment pas d'une « réhabilitation » de la social-démocratie, définitivement passée du côté de la contre-révolution, mais d'une tactique d'infiltration qu'il justifiait par deux préoccupations : la volonté de garder le contact avec les masses encadrées par les grands partis pseudo-ouvriers ; l'espoir d'influencer et de récupérer les ailes « gauches » de ces partis. Puisque les révolutionnaires étaient exclus des PC, il leur suggérait d'entrer dans les PS où on les tolérait.

Notre fraction était, bien entendu, opposée à cette tentative, à un « entrisme » qui reprenait en les amplifiant certaines erreurs tactiques de l'Internationale. C'est que, dans une période de contre-révolution, les révolutionnaires perdent *nécessairement* le « contact » avec les masses, qui subissent tout le poids de la défaite et de l'oppression matérielle et *idéologique* de la bourgeoisie. Vouloir à tout prix garder une influence sur les masses en période de reflux général, conduit à abaisser son programme au niveau où ce reflux entraîne les masses. Et il est impossible de garder le contact avec les masses *à travers* d'autres partis, des partis qui, justement, expriment et réalisent la soumission des masses à la bourgeoisie.

En effet, on ne peut pas considérer un *parti politique* comme une organisation « ouverte », comme une organisation immédiate de masse, comme un champ d'activité où les révolutionnaires peuvent et doivent travailler. Certes, lorsqu'il en a la force, le parti communiste peut envoyer des gens dans *tous* les partis, même chez les fascistes ; mais s'il les y envoie, c'est à petites doses, comme « espions », pour faire un travail de renseignement, et non pas en tant que « fraction » pour faire un travail de conquête politique. C'est que l'adhésion à un parti politique implique l'adhésion *au programme et à l'action* qui le définissent ; il est aussi absurde qu'inopérant d'adhérer à un parti pour y défendre une orientation opposée à la sienne, car les forces qu'il regroupe sont précisément celles qui se reconnaissent dans *son* programme et *son* action. C'est non seulement absurde mais *destructeur*, car en se présentant aux masses ouvrières comme aile ou fraction d'un parti à étiquette « prolétarienne », on ne fait qu'avaliser sa prétention à être le représentant d'un réel *contenu* de classe.

Un travail de fraction ou de tendance est parfaitement justifié dans un parti révolutionnaire *en danger* ou bien *en train de dégénérer*, dans un parti en train de *s'écarter* du programme et de l'action sur lesquels il était fondé. Mais si on ne parvient pas à le redresser, il arrive un moment où il bascule définitivement et ouvertement du côté de la bourgeoisie. Dès lors il devient impossible de travailler en son sein, il faut briser avec lui, reconstituer le parti de classe *en dehors de lui et contre lui* au vu et au su de tous les travailleurs. Une des faiblesses des gauches allemandes après 1914 a été juste-

ment leur incapacité à rompre avec la social-démocratie et à *sortir* à temps du vieux parti.

Ces hésitations funestes, ces tentatives désespérées pour s'appuyer sur des forces pro-bourgeoises, que Lénine a combattues énergiquement, ont eu des conséquences catastrophiques (1). C'est pour cela que notre courant a lutté dès 1920 contre les tentatives malheureuses de l'Internationale pour « récupérer » les ailes « gauches » des partis socialistes ou des partis indépendants centristes : ces ailes ne se plaçaient pas sur le terrain des positions communistes, et une fusion avec elles ne renforçait pas les partis communistes mais les affaiblissait. C'était encore plus vrai dans la terrible situation créée par la contre-révolution stalinienne et la trahison de l'Internationale Communiste ; revenir alors dans la « vieille maison » archi-pourrie de la social-démocratie n'était pas seulement illusoire, c'était *empêcher* toute clarification politique et *entraver* le travail de reconstitution et de renforcement du parti de classe.

C'est surtout en France que les trotskystes ont alors pratiqué l'entrisme dans la social-démocratie, et le résultat a confirmé nos prévisions. Avant la guerre, ils ont finalement réussi à faire sortir de la SFIO la tendance pivertiste, qui a formé le PSOP, éphémère parti du genre « Internationale deux et demi ». C'est en fait le résultat « maximum » que peut donner l'entrisme : le détachement de l'aile « gauche » de l'opportunisme avéré et la constitution d'un parti *centriste*, bien plus dangereux encore d'après Lénine ! Tout de suite après la guerre, les trotskystes ont recommencé l'opération dans les Jeunesses Socialistes reconstituées, jusqu'à réaliser la rupture des JS avec la SFIO. Après cette rupture, les JS... ont disparu, non sans laisser un héritage, recueilli par le PSA, puis le PSU...

Le chemin qui mène à la reconstitution du parti de classe n'a rien à voir avec ces manœuvres : il *commence* par la réaffirmation des positions communistes *contre* tous les partis qui les ont trahies, et qu'il faut combattre impitoyablement (2). L'entrisme, à travers ses échecs répétés et inévitables, conduit à *reculer toujours plus.* On peut le voir dans la position actuelle des trotskystes par rapport à la social-démocratie.

***

Le GIM (*Gruppe Internationaler Marxisten*, l'analogue allemand de la LCR) a republié dans le n° 216 du 29/6/78 de son organe *Was tun ?* (Que Faire ?) un article écrit en juillet 1953 par Ernest Mandel, sous le pseudonyme de Wilhelm Sprenger, à l'occasion du soulèvement ouvrier de Berlin-Est.

Il faut rappeler que les 16 et 17 juin 1953 les ouvriers du bâtiment qui construisaient les immeubles de la Stalin Allee arrêtèrent le travail et manifestèrent violemment contre les cadences (« A bas les normes ! ») et contre les bas salaires. Sur la base de ces revendications ouvrières classiques, le soulèvement s'étendit à toute la zone russe ; le gouvernement SED (Parti ouvrier unifié allemand qui regroupait les sociaux-démocrates rescapés du nazisme et les staliniens revenus de Moscou) trembla sur ses bases et ne reprit la situation en main que grâce à l'armée russe et à ses chars. Ce qui était remarquable dans cette flambée de colère prolétarienne, la première depuis longtemps, c'est qu'elle se plaçait sur un terrain de classe, immédiat peut-être,

(1) Nous l'avons montré en particulier dans la série d'articles « La tragédie du prolétariat allemand » parue dans *Le Prolétaire* n°s 131 à 140, juillet-décembre 1972.

(2) Voir l'article « Sur la voie du parti "compact et puissant" de demain », *Programme Communiste* n° 76, mars 1978.

mais étranger à toutes les escroqueries libérales, démocratiques et autres. Malheureusement, ce sera la dernière flambée pour une longue période : son écrasement par toutes les forces conjuguées de la social-démocratie et du stalinisme, et l'essor économique qui commence, réduisent le prolétariat allemand à la passivité pour des décennies. Nous avons salué à l'époque ce soulèvement ouvrier et montré qu'il appelait objectivement la reconstitution du parti international de classe fondé sur les principes communistes. La IV[e] Internationale, elle, y voyait *« l'heure de la social-démocratie »* ! C'est sous ce titre que Mandel écrivait :

« Les ouvriers de la zone de l'Est nous regardent. Chaque voix pour Adenauer est une voix pour Ulbricht : telle est la leçon du 17 juin. Tous les ouvriers qui ont une conscience de classe, tous les marxistes doivent tendre de toutes leurs forces à faire des élections du Bundestag un grand succès de la social-démocratie allemande. Un succès électoral social-démocrate serait notre première contribution, modeste mais à sa façon tout aussi importante, à cette même cause pour laquelle les Berlinois ont si vaillamment combattu les 16 et 17 juin : la cause du socialisme démocratique, contre toute forme d'exploitation et d'oppression ! [...] *Le 16 juin les travailleurs du bâtiment en grève à Berlin ont lancé la balle au SPD* [*parti social-démocrate*]. *La réunification de l'Allemagne — c'est maintenant de l'ordre du possible, de l'accessible — peut prendre la forme d'un grandiose succès du mouvement ouvrier et du socialisme. Des élections libres, générales, à bulletin secret, dans toute l'Allemagne, donneront à la social-démocratie, pour peu que le SPD suive une juste ligne politique, la majorité absolue, et permettront la constitution du premier gouvernement purement social-démocrate de l'histoire allemande. Camarades de la direction du parti, donnez aux travailleurs de la zone orientale la garantie qu'ils réclament de vous ! »* (3).

Voilà où mène l'immédiatisme trotskyste : à proposer au soulèvement spontané du prolétariat de Berlin le... « débouché politique » de l'unification nationale allemande et du triomphe électoral et parlementaire du SPD, à identifier la lutte du prolétariat avec « l'heure de la social-démocratie », et cette dernière avec le socialisme !

L'heure de la social-démocratie, c'est le 4 août 1914 qu'elle a sonné ! Et la social-démocratie internationale a montré ce qu'elle était devenue : le parti de la collaboration de classe poussée jusqu'au bout, jusqu'au social-chauvinisme. L'heure de la social-démocratie allemande, c'est en 1918-19 qu'elle a sonné ! Et le « premier gouvernement social-démocrate de l'histoire allemande » a montré quel était son rôle : contenir la lutte révolutionnaire du prolétariat et au besoin la noyer dans le sang, diriger le massacre de l'avant-garde prolétarienne et l'assassinat de sa direction politique ! En escamotant ces actes irréversibles, en cachant la *fonction de la social-démocratie* (4), en la chargeant de réaliser un prétendu « socialisme démocratique », les trotskystes ne luttent pas contre le stalinisme, ils *collaborent avec lui* dans la liquidation politique de toutes les conquêtes de l'Internationale Communiste.

1953, c'était il y a 25 ans. Et le GIM, c'est-à-dire le Secrétariat Unifié, célèbre à sa façon le souvenir de

---

(3) Nous ne savons pas si la IV[e] a publié l'article de Mandel en français. Le texte ci-dessus est traduit d'après le texte allemand republié par le GIM. Rappelons qu'Adenauer était à l'époque le chancelier chrétien-démocrate d'Allemagne occidentale, et Ulbricht le secrétaire général du PC est-allemand.

(4) C'est le titre d'un article de notre courant qui, en 1921, mettait cette fonction en relief. Il a été publié dans le n° 74 (février 1970) du *Prolétaire*.

l'insurrection de Berlin : il met de nouveau en avant son apologie de la social-démocratie. Certains groupes trotskystes essayent de s'opposer à cette infamie, et voudraient revenir à la tactique seulement « entriste » de 1938 ; mais c'est cette tactique qui conduit fatalement au social-démocratisme. C'est si vrai que l'autre grande branche de la IV^e^ Internationale, l'OCI, professe une position tout à fait analogue.

Cette position, elle l'a exposée il y a environ un an, sous la forme d'une « lettre » d'un de ses dirigeants publiée dans le n° 822 d'*Informations Ouvrières,* soi-disant pour protester contre la « campagne anti-allemande ».

La lettre commence en dénonçant, à juste titre bien que sur des bases insuffisantes, le mythe de la « responsabilité collective » de l'Allemagne et de l'adhésion du prolétariat allemand au nazisme. On est cependant déjà frappé par l'absence de toute évocation des *luttes* héroïques du prolétariat allemand après la guerre de 14-18, par le fait qu'on nous le présente simplement comme la « première victime » du nazisme.

Elle s'en prend ensuite au groupe Baader-Meinhoff, « coupable » lui aussi d'identifier la classe ouvrière allemande à sa bourgeoisie et à son Etat, de la déclarer définitivement embourgeoisée, et de chercher dans le « tiers-monde » ou dans de « nouvelles avant-gardes » l'espoir de la révolution. Cette critique politique, en partie justifiée, est faussée par le fait que l'OCI ignore, elle aussi, les cycles des révolutions et contre-révolutions, et identifie sournoisement la *situation actuelle* du prolétariat avec son *rôle historique.* Depuis des décennies le prolétariat est *absent* de la scène historique comme force autonome. Laisser entendre qu'il existe et agit aujourd'hui comme classe, avec ses organisations et sa politique de classe, ne peut qu'*enfoncer* des Baader dans leur erreur théorique et politique.

Il est cynique, alors, de condamner purement et simplement leur action, et encore plus de le faire par une simple analogie : un attentat contre l'Empereur en 1878 ayant servi de prétexte aux lois antisocialistes de Bismarck, on voit « *où peuvent mener de tels actes* ». En substance, cet argument répugnant est celui de tous les démocrates et pacifistes, depuis la droite jusqu'à « l'extrême » gauche : *c'est la violence des opprimés qui provoque la violence de l'oppresseur.* Mais l'OCI se garde d'autant plus de le développer qu'il lui aurait fallu expliquer *qui donc,* aujourd'hui, tient le rôle de Bismarck ! Elle évite aussi d'évoquer un autre précédent allemand : n'est-ce pas la violence minoritaire de ces « voyous de Spartakistes » qui a « contraint » les pauvres Noske à jouer leur rôle de « chiens sanglants » pour sauver la démocratie ? Certes, nous ne mettons pas le groupe Baader sur le même plan que les Spartakistes ; mais *leur bourreau,* lui, est le même, et il agit toujours au nom des mêmes principes.

En réalité, sous couvert de protestation contre une campagne chauvine, l'OCI veut toujours simplement *défendre le SPD* ! De fait, la lettre cite longuement « *Karsten Voigt, député socialiste de Francfort et vice-président du comité des affaires étrangères du SPD — l'un des successeurs possibles de Brandt à la présidence du parti socialiste allemand* » :

« *Dans l'actuelle campagne anti-allemande, écrivait Voigt, on peut distinguer l'écho souterrain de la thèse stalinienne du social-fascisme, soutenue aujourd'hui en RFA par quelques petits groupes maoïstes et par les terroristes pour légitimer leurs crimes. Si l'on parvient à faire croire à une partie des travailleurs français que le SPD est l'auxiliaire du fascisme, voire une espèce particulière de parti fasciste, ce sera désastreux pour le mouvement ouvrier européen tout entier, écrit encore Voigt, car tout le mouvement ou-*

vrier, toute la gauche socialiste se rassemble autour de la social-démocratie en Allemagne. L'opinion publique démocratique et socialiste de France, concluait-il, a le droit légitime de critiquer certains développements politiques en RFA, mais pas d'en donner un tableau contraire à la réalité. »

Et *Informations Ouvrières* de commenter :

« *Voigt a, sur ce point, entièrement raison. Certes, le SPD est un parti réformiste auquel la direction Schmidt (comme celles qui l'ont précédée) imprime une politique de défense de l'ordre bourgeois. Mais c'est par ce parti que passent les aspirations de toute la classe ouvrière allemande — y compris les travailleurs qui, à l'Est du Mur stalinien, sont soumis à la dictature policière des satellites est-allemands du Kremlin.* »

Ainsi, l'OCI donne « *entièrement raison* » à Voigt sur ce point. Mais *ce point* englobe en réalité toutes les questions fondamentales ! Il est vrai que le SPD n'est pas un parti fasciste. Il est, *pire que cela* en un sens, l'instrument de choix de l'adhésion « volontaire » du prolétariat à l'intérêt national-bourgeois, le meilleur instrument de la dictature « démocratique » du capital. Il est vrai que la RFA n'est pas un Etat fasciste. Elle est, *pire que cela* en un sens, le modèle de la « démocratie blindée », de l'Etat bourgeois totalitaire et policier reposant sur le « consentement général » qui résulte de la *destruction* de toute position et de toute organisation *de classe* du prolétariat.

Pendant et après la première guerre impérialiste, la social-démocratie a été l'agent de cette soumission « démocratique » (ce qui ne veut pas dire non violente !) du prolétariat, en particulier en Allemagne. Mais si elle a pu contenir et repousser l'assaut du prolétariat, si elle l'a dévié, divisé et désorganisé, elle s'est épuisée dans cette tâche ; elle n'a pas pu briser complètement le prolétariat, et elle n'a pas pu unifier toutes les fractions bourgeoises. C'est pour cela qu'elle a dû céder la place au fascisme, qu'elle avait effectivement *préparé*, et qu'elle a *empêché* le prolétariat de combattre de la seule façon efficace, avec ses armes de classe. Le fascisme a détruit alors *physiquement* tout ce qui restait des organisations prolétariennes, en même temps que le stalinisme les détruisait *politiquement*.

A la fin de la seconde guerre impérialiste, le prolétariat allemand était complètement écrasé, désorganisé et désorienté. Malgré cela, les vainqueurs le craignaient encore au point d'occuper militairement l'Allemagne pour prévenir toute lutte de classe. Mais en même temps, ils ont cherché à *l'encadrer* et à *le contrôler* à travers des organisations qui, « démocratiquement », le rendraient solidaire de l'Etat bourgeois, à l'Est comme à l'Ouest. C'est ainsi qu'en RFA le SPD a pu renaître, pratiquement sous l'impulsion anglo-américaine, grâce à l'appui des socialistes du monde « libre ». C'est un parti dont la *raison d'être* est de réaliser l'*Union Sacrée à tous les niveaux* et la *parfaite collaboration de classe* entre le prolétariat et la bourgeoisie, un parti démocratique qui exprime et réalise de façon exemplaire la démocratie totalitaire et policière vers laquelle tendent tous les pays capitalistes.

Dire que « *c'est par ce parti que passent les aspirations de toute la classe ouvrière allemande* » n'est pas une « erreur », c'est un *crime* contre la classe ouvrière ! Ce parti *n'est pas fait* pour transmettre les impulsions prolétariennes, il *est fait* pour transmettre dans la classe ouvrière les impératifs *bourgeois*. Même si comme le dit l'OCI, il s'y développe un courant « de gauche », cela ne l'empêchera pas, mais l'aidera au contraire, à mieux contrôler « démocratiquement » les ouvriers que la montée de la crise pousse à rompre la

plus infecte des collaborations de classe.

La « lettre » que nous avons citée ne fait qu'*expliciter* et *expliquer* une orientation politique de plus en plus nette de l'OCI. Une orientation qui est inscrite dans sa nature et que nous avions prévue (5) mais dans laquelle elle semble tomber encore plus vite que nous le pensions. Au Portugal, elle a soutenu à fond le PS, émanation directe de la social-démocratie anglaise et allemande ; en France, après la campagne pour la FEN contrôlée par les socialistes, elle rejette sur le PC toute la responsabilité de la querelle de la Gauche ; à l'échelle internationale, elle participe à la grande campagne pour les « droits et libertés » dans les pays de l'Est, menée par la social-démocratie et orchestrée par la Maison Blanche... Faut-il s'étonner si elle sacre le SPD « parti du prolétariat allemand » ?

Comme on le voit, l'OCI est encore plus « social-démocrate » que le Secrétariat Unifié qui, lui, s'accroche davantage aux PC... là où ils existent. En Allemagne, le PC est insignifiant, et les frères ennemis se retrouvent d'accord pour coller au cul du SPD. De l'entrisme à l'adhésion. Au lieu d'arracher les ouvriers à l'influence délétère de la social-démocratie, les trotskystes font tout leur possible pour les y enfoncer.

(5) Voir « L'O.C.I. ou l'éternelle hypocrisie du centrisme », *Le Prolétaire*, n° 135, octobre 1972.

Au sommaire de «Programme Communiste»

N° 75 - Décembre 1977 (72 pages - 8 F)

— L'Internationale des flics au travail
— Sur le fil du temps : Espace contre ciment
— Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
— En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
— Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

N° 76 - Mars 1978 (96 pages - 8 F)

— Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain
— **L'Afrique, proie des impérialismes** - Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique - I. La lutte pour les marché africains.
— La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (V)
— Fastes de la domination impérialiste : Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? - Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
— Notes de lecture : Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. Les contorsionnistes du PCF Circus.

N° 77 - Juillet 1978 (88 pages - 8 F)

— L'agression française en Afrique aura son retour de flamme
— Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (I)
— **L'Afrique, proie des impérialismes.** II. L'exploitation financière de l'Afrique
— La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VI)
— Sur la révolution en Amérique latine.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - $ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - $ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - $ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM